

145933

**UNIVERSITE GALATASARAY**  
**Institut des Sciences Sociales**  
**Département de Relations Internationales**

**LE DILEMME DES ETATS-UNIS ENTRE  
UNILATERALISME ET MULTILATERALISME APRES  
LE 11 SEPTEMBRE**

**Yücel ÇUHADAR**

**Directeur de Recherche : Yrd. Doç Füsün Türkmen**

**Mémoire pour l'obtention du DEA : « Relations Internationales »**

Fevrier, 2005

## **TABLES DES MATIERES**

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>I- PREMIERE PARTIE : LES RAISONS DE L'EMERGENCE DE LA DOCTRINE DE LA GUERRE PREVENTIVE .....</b>	<b>4</b>
<b>CHAPITRE 1- LES ETATS-UNIS COMME LA SEULE SUPERPUISSANCE DU MONDE ET SES CHOIX POLITIQUES.....</b>	<b>6</b>
<b>A. Superpuissance militaire.....</b>	<b>6</b>
<b>B. Superpuissance économique.....</b>	<b>7</b>
<b>C. Choix politiques des Etats-Unis sur la scène internationale.....</b>	<b>10</b>
1. Le Multilatéralisme.....	11
i. L'Application du Multilatéralisme dans la politique étrangère américaine.....	14
2. L'Unilatéralisme .....	16
i. Le Néo-Isolationnisme.....	17
ii. La Suprématie.....	19
iii. L'Application des approches unilatéralistes.....	23
<b>CHAPITRE 2- LES ACTEURS QUI MENACENT LE SYSTEME INTERNATIONAL.....</b>	<b>25</b>
<b>A. Le Terrorisme International et Al Qaeda .....</b>	<b>27</b>
1. La Formation d'Al Qaeda.....	30
2. Les Objectifs et les particularités d'Al Qaeda.....	33
<b>B. Les Etats voyous.....</b>	<b>37</b>
1. L'Iran.....	41
2. L'Irak.....	42
3. La Corée du Nord.....	43
4. La Syrie.....	44

<b>II- DEUXIEME PARTIE : EXEMPLES D'APPLICATION DE LA DOCTRINE DE GUERRE PREVENTIVE.....</b>	<b>46</b>
<b>A. La Guerre contre le terrorisme international en Afghanistan....</b>	<b>46</b>
1. Le 11 Septembre et la lutte contre le terrorisme international.	46
2. Les Liens entre le Taliban et Al Qaeda .....	55
3. L'Evaluation des Conséquences de la Guerre en Afghanistan.	61
<b>B. Iraq: un Régime Instable dans une Région Chaotique.....</b>	<b>63</b>
1. Les Priorités des Etats Unis au Moyen Orient.....	65
a. Priorités Stratégiques.....	65
i. A l'égard du terrorisme.....	65
ii. A l'égard de la Prolifération des ADM au Moyen Orient .....	67
iii. La Sécurité d'Israël.....	70
iv. La Stabilité des partenaires .....	72
b. Maintien stable des prix du pétrole .....	73
2. La Guerre d'Iraq: mettre fin au régime instable.....	76
a. La Stratégie du Dual Containment par l'Administration Clinton.....	76
b. La Vision internationale de George W. Bush.....	78
c. Le Début de la Guerre.....	83
d. La Campagne de Résistance.....	85
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>91</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>94</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>103</b>

## ABBREVIATIONS

<b>ABM</b>	: Missile Anti-balistique
<b>ADM</b>	: Armes de Destruction massive
<b>AIPAC</b>	: American Israeli Public Affairs Committee
<b>ALENA</b>	: L'Accord de libre-échange nord-américain
<b>CIA</b>	: Central Intelligence Agency
<b>CTBT</b>	: Comprehensive Test Ban Treaty
<b>DIA</b>	: Defense Intelligence Agency
<b>DIP</b>	: Djihad islamique palestinien
<b>DPG</b>	: Defense Planning Guidance
<b>EAU</b>	: Emirats Arabes Unis
<b>EIA</b>	: Energy Information Administration
<b>FARC</b>	: Revolutionary Armed Forces of Colombia
<b>FBI</b>	: Federal Bureau of Investigation
<b>FLP</b>	: Front de Libération de la Palestine
<b>FMI</b>	: Fonds monétaire international
<b>GIA</b>	: Groupe Islamique Armé
<b>IAEA</b>	: Agence Internationale de l'Energie Atomique
<b>ICBM</b>	: Missiles Balistiques Intercontinentaux
<b>IRA</b>	: Armée Républicaine Irlandaise
<b>IRGC</b>	: Le Corps des gardes de la révolution islamique
<b>ISAF</b>	: The International Security Assistance Force
<b>JI</b>	: Jemaah Islamiya
<b>MEK</b>	: Organisation Moudjahidine Khalq
<b>MOIS</b>	: Ministère du renseignement et de la sécurité
<b>NASA</b>	: National Aeronautical and Space Administration
<b>NMD</b>	: Missiles Nationaux de Défense
<b>NSS</b>	: National Security Strategy
<b>OAN</b>	: Organisation Abou Nidal
<b>OMC</b>	: Organisation Mondiale du Commerce
<b>ONU</b>	: Organisation des Nations Unies
<b>OTAN</b>	: Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
<b>PKK</b>	: Parti des travailleurs du Kurdistan
<b>QDR</b>	: Quadrennial Defense Review
<b>RMA</b>	: Revolution in Military Affairs
<b>RPDC</b>	: République populaire démocratique de Corée
<b>SALT I</b>	: Strategic Arms Limitations Talks
<b>SCIRI</b>	: Conseil suprême pour la Révolution islamique en Irak
<b>SLBM</b>	: Submarine-Launched Ballistic Missile

## INTRODUCTION

L'effondrement de l'Union soviétique en 1991 provoque un nouvel ordre mondial où les Etats-Unis exercent une hégémonie.<sup>1</sup> Ils sont devenus la première et la seule superpuissance. L'exercice de la puissance américaine dérive d'importantes ressources économiques et technologiques, des ressources militaires et de la séduction de sa culture et de son mode de vie. Aucune puissance ne peut prétendre rivaliser avec les Etats-Unis dans les quatre domaines clés –militaire, économique, technologique, culturel- qui font de ce pays une puissance globale. Cette puissance suprême est incontestée surtout dans le domaine militaire. Seul les Etats-Unis sont dotés de forces armées d'un rayon d'action planétaire. Mais, en dépit de sa dimension planétaire, l'hégémonie américaine reste superficielle. Elle s'exerce par de multiples mécanismes d'influence, mais pas par le contrôle direct. Grâce à la mondialisation, l'influence américaine (technologique, économique, politique, culturelle) s'est répandue dans le monde entier.

La superpuissance des Etats-Unis les mettait, jusqu'à récemment, à l'abri des menaces de guerre contre leur indépendance ou en vue de leur conquête. Leurs frontières du nord et du sud sont avec des Etats partenaires beaucoup plus faible, qu'eux ; de l'Est et de l'Ouest avec deux océans et par conséquent personne ne pouvait menacer la sécurité des Etats-Unis. Mais, les attaques terroristes du 11 septembre, des avions civils pris en otages par des terroristes et qui s'étaient écrasés contre les tours jumelles du World Trade Center à New York conduisant à leur destruction totale, tandis qu'un autre s'abattait sur le Pentagone, ont montré la capacité destructive des nouvelles menaces : le terrorisme et les Etats qui le soutiennent. La mondialisation a facilité l'expansion de terrorisme. Le terrorisme s'est modernisé, en utilisant des moyens plus développés lui permettant d'être plus efficace. Il bénéficie de fonds importants, soit à travers diverses activités (blanchiment d'argent, trafics en tout genre), soit par le soutien d'Etats qui financent

---

<sup>1</sup> "Hégémonie" peut désigner la suprématie politique, économique ou militaire qu'un Etat ou un peuple exerce sur un ou plusieurs autres. Il y a une division asymétrique de puissance entre l'Etat hégémon et les autres Etats. Pour cette définition voir Faruk Sönmezoğlu, *Uluslararası İlişkiler Sözlüğü*, İstanbul, Der Yayınları, 2000, p.346

certains attentats. Ces dans ce contexte qu'Oussama Ben Laden, milliardaire d'origine saoudienne est devenu le nouveau leader des activités terroristes liées à l'intégrisme islamique. Il dispose dans le monde entier de nombreux réseaux pouvant diffuser ses thèses par divers moyens. L'objectif des organisations terroristes de disposer des armes de destruction massive sans avoir peur de représailles puisqu'ils n'ont pas d'appartenance nationale renforce leur capacité destructive d'une façon considérable.

À la suite des attaques terroristes du 11 septembre 2001, le président américain, George W. Bush, a déclaré la guerre contre le terrorisme à l'échelle globale. Plus tard et à plusieurs reprises, le Président et les autres membres de l'administration ont parlé de "la guerre globale contre le terrorisme", "la guerre contre le terrorisme global", "la guerre sur le terrorisme", "la lutte contre le terrorisme international". Le Département de Défense des Etats-Unis définit officiellement le terrorisme comme "l'utilisation calculé de la violence illégale pour inculquer la peur; visant à contraindre ou intimider les gouvernements ou les sociétés à la poursuite des buts qui sont généralement politiques, religieux, ou idéologiques." L'administration a identifié une multiplicité d'ennemis, y compris les Etats voyous<sup>2</sup>; les producteurs des armes de destruction massive (ADM); les organisations terroristes de portée globale, régionale, et nationale; et le terrorisme lui-même.

Les buts de la guerre contre le terrorisme incluent:

- (1) la destruction des responsables du 11 septembre, comme Al Qaeda;
- (2) la destruction des autres organisations terroristes à l'échelle globale, y compris leur connections, régionales et nationales;
- (3) la suppression, en dernier lieu, du phénomène du terrorisme;
- (4) la transformation de l'Irak en une démocratie prospère et stable; et,
- (5) la transformation du Moyen-Orient en une région stable et démocratique.

L'application de la doctrine de la guerre préventive contre le terrorisme a entraîné de grands débats à la fois à l'intérieur des Etats-Unis et au niveau mondial. Aux Etats-

---

<sup>2</sup> Traduction de l'expression américaine *Rogue States*. Rogue signifie en anglais 'gredin ou voyou. Mais en Français, ce terme n'est finalement que faiblement péjoratif. Les dirigeants américaines citent Cuba, l'Iran, l'Irak, la Libye, le Soudan, la Corée du Nord comme les Etats voyous. Pour cette définition on s'est appuyé sur Pascal Boniface, *Les Guerres de Demain*, Paris, Editions de Seuil, 2001, p.44-46.

Unis le débat concerne la guerre unilatérale ou multilatérale. Dans ce travail dont le but principal est, justement, d'explorer les nouvelles tendances de la politique étrangère des Etats-Unis après les attaques terroristes du 11 Septembre. L'Amérique est aujourd'hui confrontée à un choix: soit tenter de faire la guerre contre le terrorisme en s'appuyant sur sa force, soit empêcher les menaces terroristes et des Etats voyous en coopérant avec les autres Etats. Le choix des Etats-Unis entre l'attitude unilatéraliste et multilatéraliste va influencer les relations internationales dans le monde entier. L'attitude unilatéraliste des EU antagoniserait les autres pays et par conséquent, serait contre-productive. L'utilisation de force sans l'approbation de l'ONU endommagerait la légitimité de cette action et la violation du droit international pourrait mettre en danger l'efficacité de l'ONU. Au contraire, l'approbation des guerres par l'ONU comme la guerre en Afghanistan assurerait la légitimité et le crédit des EU sur la scène mondiale.

Dans ce contexte, la première partie du travail est consacrée aux raisons de l'émergence de la doctrine de la guerre préventive. Que l'Amérique soit l'unique superpuissance mondiale et son expansion par le biais de bases militaires, surtout dans le Moyen Orient, attirent la haine et en font la cible du terrorisme international et des Etats voyous. Le deuxième chapitre de la première partie concerne les acteurs qui menacent la sécurité des Etats-Unis et le système international. La deuxième partie, aborde les zones d'application de cette doctrine, à savoir, l'Afghanistan et l'Irak. En conclusion, nous évaluerons les conséquences et le succès de la guerre en Afghanistan et en Irak découlant de la doctrine de guerre préventive.

## I. LES RAISONS DE L'EMERGENCE DE LA DOCTRINE DE LA GUERRE PREVENTIVE

La motivation de la guerre préventive découle de l'hypothèse que la guerre contre un adversaire particulier est inévitable. Quand un conflit est considéré comme inévitable, les politiciens doivent choisir la décision la plus difficile et pénible dans les relations internationales. Ils sont obligés d'en évaluer les conséquences militaires et politiques et d'examiner le niveau de risque que leur nation est préparée à prendre. Il faut soit combattre avec des coûts relativement bas, soit attendre et affronter un ennemi plus dangereux dans l'avenir.

Les Etats voyous et les terroristes n'utilisent pas les méthodes conventionnelles. Ils utilisent les actes terroristes pour atteindre leurs objectifs. C'est pour cette raison que, pour les Etats-Unis il est encore primordial de les éliminer avant qu'ils ne puissent passer à l'action. Pour atteindre ces buts, les Etats-Unis sont prêts à employer unilatéralement si nécessaire, leur force, c'est à dire sans le consentement de l'opinion publique internationale. Dans les années récentes on a constaté des actions unilatérales de la part des Etats-Unis.<sup>3</sup> Dans les années récentes ils ont refusé de signer le traité fondateur de la Cour Pénale Internationale, n'ont pas ratifié le traité de missile anti-balistique (ABM), et Comprehensive Test Ban Treaty (CTBT), la protocole de Kyoto sur les changements climatiques. Tous ces actes représentent un significatif éloignement du multilatéralisme et de la suprématie du droit international.<sup>4</sup> On constate cette tendance unilatéraliste dans le rapport intitulé *National Security Strategy of the United States* publié en 2002 par la Maison Blanche. Cette doctrine déclare les Etats-Unis comme la seule superpuissance du monde –hégémon- et leur attribue le droit de lancer des guerres préventives contre toutes les nations dans le but de terminer toute sorte de menace militaire et terroriste

<sup>3</sup> James A. Helis, "Multiateralism and Unilateralism" in J. Boone Bartholomees (ed.) *U.S. Army War College Guide to National Security Policy and Strategy*, July 2004, p.15.

<http://www.carlisle.army.mil/ssi/pdf/00376.pdf>

<sup>4</sup> Duncan E. J. Currie LL.B.Hons, 'Preventive War' and International Law After Iraq, 22 May, 2003.

[www.globelaw.com/Iraq/Preventive\\_war\\_after\\_iraq.htm](http://www.globelaw.com/Iraq/Preventive_war_after_iraq.htm) visité le 06-10-2003

qui pourront se concrétiser dans l'avenir. Cette doctrine inclut aussi la responsabilité des Etats-Unis de convertir les nations non démocratiques à la démocratie.<sup>5</sup> Le Président Bush a déclaré dans ce rapport que les Etats-Unis allaient réagir contre les menaces émergentes avant même qu'elles ne soient totalement formées. Le Président Bush a annoncé formellement sa doctrine de prévention : "la guerre contre le terrorisme ne peut pas être gagnée de façon défensive. On doit apporter la guerre sur le territoire de nos ennemis."<sup>6</sup>

Selon George W. Bush, les menaces que l'Amérique doit affronter proviennent des groupes terroristes internationaux et des Etats qui les tolèrent, les abritent ou les soutiennent, mais aussi de ceux qui détiennent des armes de destruction massive, sont en train de s'en doter ou s'efforçant d'en construire. Ces menaces ayant changé d'origine et de nature, la riposte doit changer tout aussi complètement.

En résumé, le Président a affirmé que les Etats-Unis ne peuvent absolument plus accepter que leurs nouveaux ennemis puissent porter contre eux ou contre leurs alliés des coups analogues à ceux qu'ils ont subis le 11 septembre, ni même admettre qu'ils puissent attaquer, comme dans le passé, des ambassades, des unités navales ou des garnisons américains. Il a donc annoncé que la stratégie de Washington viserait désormais à empêcher que de telles menaces se matérialisent en déclenchant contre leurs ennemis potentiels des 'actions préventives' (*preemptive actions*).<sup>7</sup> Les Etats Unis sont désormais la principale cible du terrorisme international en raison de la présence de ses troupes au Moyen Orient.<sup>8</sup> La guerre du Golfe peut être perçue comme le point de rupture parce que les troupes se sont déployées sur le sol de l'Arabie saoudite. Aux yeux des islamistes fondamentaux, c'est un prétexte pour l'Occident afin de profaner le pays abritant le lieu le plus saint de l'Islam, la Mecque. L'attitude américaine face à la question palestinienne, la conduite occidentale vis-à-vis des pays musulmans en raison de leur passé colonial et l'expansion de la culture américaine sont les autres facteurs importants qui accroissent l'irritation contre les Etats-Unis. D'autre part, les Etats voyous considèrent les Etats-Unis comme

---

<sup>5</sup> Demetrios James Caraley, "American Hegemony: Preventive War, Iraq, and Imposing Democracy", **The Academy of Political Science**, Summer 2002, p.14.

<sup>6</sup> Ivo H. Daalder, "The Preemptive-War Doctrine has Met an Early Death in Iraq", **Los Angeles Times**, May 30, 2004, p.35.

<sup>7</sup> Paul Marie, 'Les Dynamiques du Désordre Mondial', **Le Monde diplomatique**, Septembre 2002, p.10

<sup>8</sup> Zbigniew Brzezinski, *The Choice*, New York, Basic Books, 2004, p.104.

l'obstacle le plus important pour leur but. L'Iran, par exemple, les voient comme une entrave à sa suprématie au Moyen Orient, et la Corée du Nord les perçoivent comme un obstacle à la réunification de la Corée. Afin de pouvoir évaluer ses arguments, il faut analyser tout d'abord les Etats-Unis, les sources et l'origine de cette puissance et son influence dans le monde entier.

## **CHAPITRE 1- LES ETATS-UNIS COMME LA SEULE SUPERPUISSANCE DU MONDE ET SES CHOIX POLITIQUES**

### **A. Superpuissance militaire**

Les Etats Unis représentent la première puissance militaire du monde. Les forces armées américaines comptent 1.370.000 hommes et femmes (dont 470.000 pour l'armée de terre, 370.000 pour la marine, 360.000 dans l'armée de l'air, et 170.000 *Marines*.<sup>9</sup>

L'arsenal nucléaire a été réduit en fonction des accords SALT I et le sera encore d'ici 2007 pour se conformer aux accords SALT II. Actuellement, les Etats Unis possèdent 550 ICBM (missiles balistiques intercontinentaux), 432 SLBM (Submarine-Launched Ballistic Missile) et 315 bombardiers stratégiques B-52.<sup>10</sup>

On peut rappeler que cinq flottes sont prêtes à défendre les intérêts américains sur les différents océans et mers : la 2<sup>e</sup> Flotte dans l'Atlantique, la 3<sup>e</sup> Flotte dans le Pacifique, la 5<sup>e</sup> Flotte dans l'océan Indien, le Golfe persique, et la mer Rouge, la 6<sup>e</sup> Flotte en Méditerranée, et la 7<sup>e</sup> Flotte dans la Pacifique Ouest. Les forces armées américaines disposent de 64 satellites de reconnaissance, alors que les Européens en ont 5. Les Etats Unis sont capables de déplacer 21 groupes de combat maritimes partout dans le monde, alors que les Européens peuvent tout juste constituer 4 groupes.<sup>11</sup>

<sup>9</sup> Yves- Henri Nouailhat, *Les Etats Unis et le Monde au 20<sup>e</sup> Siècle*, Paris, Armand Colin, 2000, p.295

<sup>10</sup> *ibid.*, p.296.

<sup>11</sup> *ibid.*, p.296

En 2002, les Etats-Unis dépensaient 43 % de tout budget consacré à la militarisation.<sup>12</sup> Les Etats-Unis dépensent pour la défense huit fois plus d'argent des dépenses combinées de la Chine et de la Russie et 25 fois plus d'argent que 6 les Etats voyous. Ces comparaisons ne prennent pas en compte la contribution des alliés des Etats-Unis. Le budget de défense que le Pentagone a demandé pour l'année fiscale de 2005 reflète une augmentation de 24 % de trois dernières années et atteint 400 milliards de dollars.<sup>13</sup> La différence entre les puissances militaires est encore plus accentuée par la haute technologie des armements et par la meilleure éducation du personnel américain. Les forces américaines sont entrées de plain-pied *dans la révolution dans les affaires militaires*. (RMA *Revolution in Military Affairs*) qui leur donne une capacité de frapper avec une précision inégale dans l'histoire militaire.<sup>14</sup> Cette école doctrinale américaine dite la "révolution dans les affaires militaires" a constitué un fondement essentiel de la nouvelle posture internationale américaine.<sup>15</sup> La guerre des Etats-Unis contre l'Afghanistan et contre l'Irak peut être considérée comme un prototype de nouvelles guerres menées par les armes avancées ayant la capacité de frapper avec une grande précision les cibles importantes militaires et économiques.<sup>16</sup>

## B. Superpuissance économique

L'effondrement de l'URSS et du bloc soviétique place les Etats-Unis dans une position tout à fait privilégiée. Ni le Japon, au second rang des puissances économiques, ni l'Asie de Sud-est en voie d'émergence rapide, ni l'Europe qui cherche les voies de son unité, ne constituent pour l'instant le même foyer de puissance.

Quatrième pays du monde par la superficie, troisième par la population, première pour le PIB mondial, les Etats Unis sont les premiers producteurs agricoles, les premiers producteurs industriels, les premiers prestataires de services et les premiers commerçants.

---

<sup>12</sup> Stockholm International Peace Research Institute, [www.projects.sipri.se/milex/mex\\_major\\_spenders.pdf](http://www.projects.sipri.se/milex/mex_major_spenders.pdf)

<sup>13</sup> **The Military Balance: 2003-2004**, London: The International Institute for Strategic Studies, 2003. <http://www.globalissues.org/Geopolitics/ArmsTrade/Spending.asp> visité le 20-05-2004

<sup>14</sup> Brzezinski, *op. cit.*, p.10.

<sup>15</sup> Pierre Conesa, "Victoire certaine, paix impossible", **Le Monde Diplomatique**, Janvier 2004, p. 21.

<sup>16</sup> Brzezinski, *op. cit.*, p.10.

Les Américains sont les premiers exportateurs de services (20% du total mondial) et le premier pays touristique du monde par l'importance de ses recettes. Les banques américaines gèrent les plus grosses sommes d'argent de la planète, la bourse de New York (*Wall Street*) est la plus importante du monde.

La puissance industrielle américaine est caractérisée par l'existence de nombreuses firmes multinationales : plus de 11.000 filiales industrielles réparties sur les cinq continents assurent des ventes dont le montant global est supérieur aux exportations des firmes nationales.

Les industries de pointe bien que concurrencées par l'Europe et le Japon sont dans l'ensemble en essor et représentent le principal atout de l'industrie américaine. Les principales industries de pointe des EU sont :

- L'industrie nucléaire
- L'industrie électronique 50% (de la production mondiale)
- L'industrie aéronautique (65% du marché mondial) et l'aérospatiale (la N.A.S.A),

En termes de chiffre d'affaires et de bénéfices, les deux cents "méga" firmes sont réparties géographiquement dans les mêmes six pays que les cinquante premières en termes de capitalisation boursière : Etats-Unis (74), Japon (41), Allemagne (23), France (19), Royaume- Uni (13) et Suisse (6). Ensemble, ces pays détiennent 88 % du total des firmes, en gagnant constamment du terrain depuis six ans. Les Etats-Unis ont progressé (passant de 60 à 74 firmes) et le Japon reculé (chutant de 60 à 41 firmes).<sup>17</sup>

L'économie américaine est aussi grande que la somme des quatre plus grandes économies qui la suit. (le Japon, l'Allemagne, la Grande Bretagne, la France).<sup>18</sup> Avec 5 pour cent de la population du globe, ce pays détient 43 % de la production mondiale.<sup>19</sup> Tous les indicateurs concernant la croissance pour l'avenir sont en faveur des Etats-Unis. C'est l'économie la plus dynamique, démographiquement la

<sup>17</sup> Frederic F. Clairmont, La Puissance des Véritables Maîtres du Monde, **Le Monde Diplomatique**, Decembre 1999, p. 19.

<http://www.monde-diplomatique.fr/1999/12/clairmont/12787> visité le 20-12-2003

<sup>18</sup> [www.worldbank.org/data/databytopic/GDP/pdf](http://www.worldbank.org/data/databytopic/GDP/pdf) visité le 20-08-2004

<sup>19</sup> Fareed Zakaria, 'Arrogant Empire', **Newsweek**, U.S. Edition, March 24, 2003, pp.16-33

plus jeune et culturellement la plus flexible de la planète. C'est fort possible que l'Amérique continue à maintenir sa place devant la l'Europe vieillissante durant au moins le deux décennies à venir.

Pour l'instant, l'UE n'est pas une puissance négligeable. Par exemple, dans le domaine de commerce et l'influence au sein de l'OMC, l'UE est presque égale aux Etats-Unis. Les Etats européens ont défié les sanctions américaines contre Cuba et l'Iran. La création de l'Union monétaire européenne est le lancement de l'Euro au début de 1999 est reconnue par un grand nombre d'observateurs comme la plus grande menace contre les Etats-Unis et contre le dollar comme la monnaie réserve dominante.<sup>20</sup>

La puissance économique est multipolaire avec les Etats-Unis, l'Europe et le Japon qui représentent les deux tiers de la production mondiale et avec la croissance de la Chine qui la place comme un acteur majeur au début du XXI<sup>ème</sup> siècle. Comme on le constate sur le plan économique, les Etats-Unis ne sont pas hégémon mais un égal de l'Europe.<sup>21</sup> Selon les statistiques de la Banque mondiale, le PIB (Produit intérieur brut) de la zone de l'Euro compte 8.2 trillions avec une population de 306 millions tandis que le PIB des Etats Unis compte 10.9 trillions avec une population de 291 millions.<sup>22</sup>

Les Etats-Unis ne sont pas seulement une superpuissance militaire et économique, mais aussi une superpuissance culturelle. La culture de masse américaine exerce, sur la jeunesse en particulier, une séduction irrésistible. Les programmes américains alimentent les trois quarts du marché mondial de la télévision et du cinéma.<sup>23</sup> Cette domination est tout aussi marquée dans le domaine des musiques populaires. Sur l'Internet, l'anglais sert de *lingua franca* sur les réseaux informatiques. Les Etats-Unis attirent, dans une proportion de plus en plus grande, les individus qui souhaitent approfondir leur formation ou se spécialiser. Dans l'année académique 1954-1955, le chiffre total des étudiants étrangers aux Etats-Unis étaient 34.322 tandis que ce chiffre s'est élevé à 582.996 qui prouvent que Etats-Unis sont déjà devenus la

<sup>20</sup> Joseph S. Nye, *The Paradox of American Power, Why the world's only superpower can't go it alone*, Oxford ; New York, Oxford University Press, 2002, p. 30.

<sup>21</sup> Nye, *op.cit.*,39.

<sup>22</sup> <http://www.worldbank.int/data/countrydata/countrydata.html> visité le 20-08-2004

<sup>23</sup> Zbigniew Brzezinski, *Le Grand Echiquier*, Paris, Bayards Editions, p.51.

*Mecque* de l'éducation supérieure.<sup>24</sup> On trouve des diplômés des universités américaines dans les cabinets gouvernementaux sur tous les continents. La suprématie des Etats-Unis à la scène mondiale découle de l'effet combiné de leur *hard power* et *soft power*.<sup>25</sup>

### C. Choix politiques des Etats-Unis sur la scène internationale

Les Etats-Unis n'ont pas seulement gagné la Guerre Froide. De même, ils ont répandu sa langue, leur culture et leurs produits dans le monde entier. Le dollar américain est devenu la monnaie internationale de finance, la langue américaine est devenue *lingua franca* du monde de travail. Durant la Guerre Froide la politique étrangère américaine a relativement peu changé. Pourtant le langage de la Guerre Froide ne peut plus décrire la politique étrangère américaine.

Les analystes et les politiciens utilisent le langage de la *pré-guerre froide* comme 'internationaliste et isolationniste' pour décrire les nouvelles politiques des relations extérieures américaines. Dans notre étude, on va diviser la politique américaine entre les approches multilatéralistes et unilatéralistes selon leurs attitudes envers les interventions à l'étranger, le commerce international et régional, le protectionnisme et la politique envers la Chine.

Walter Russell Mead, dans son ouvrage '*Special Providence*' décrit que la politique étrangère américaine est la résultante, en général, de quatre écoles basées sur les visions politiques de quatre dirigeants historiques : Hamilton, Wilson, Jefferson et Jackson.<sup>26</sup>

<sup>24</sup> Brzezinski, *The Choice, op.cit.*, p.185.

<sup>25</sup> Hard power signifie puissance militaire d'un Etat tandis que le soft power inclut la puissance sociale, artistique et culturelle. Dans son article publié à *Foreign Affairs*, Joseph S. Nye définit le *soft power* comme la capacité d'un Etat d'attirer les autres par la légitimité de leurs politiques et de leurs valeurs par les voies pacifiques tandis que *hard power* consiste à réaliser ses buts en recourant à la coercition ou au paiement. Pour plus d'information sur ce matière, voir Joseph S. Nye, "The Decline of America's Soft Power", *Foreign Affairs*, May/June 2004 <http://www.foreignaffairs.org/2004/3.html> visité le 20-08-2004

<sup>26</sup> Jefferson était le président entre 1801 et 1809, Jackson entre 1829 et 1837, Wilson entre 1913 et 1921 <http://www.whitehouse.gov/history/presidents/> visité le 12-01-2004

Hamilton est devenu un membre secrétaire général du Trésor du premier cabinet de George Washington entre 1789 et 1795 <http://www.ushistory.org/valleyforge/served/hamilton.html> visité le 12-01-2004

Le premier groupe s'inspire des politiques suivies d'Alexandre Hamilton. Les *Hamiltonians* pensent qu'une forte alliance entre le gouvernement et le milieu des affaires doit être la clé pour la stabilité interne et l'action effective en étranger. Ils ont longuement réfléchi à l'intégration de l'économie américaine dans des termes favorables au sein de l'économie globale. Le second groupe s'inspire des politiques suivies du président *Wilson*. Les *Wilsonians* croient que les Etats-Unis ont à la fois une obligation morale et un important intérêt national pour l'expansion de la démocratie et des valeurs morales américaines dans le monde, créant ainsi une communauté internationale en paix qui accepte la suprématie du droit. Les *Jeffersonians*, d'autre part, sont pour une politique étrangère moins tournée vers l'étranger et qui incline à la conservation de la démocratie à l'intérieur. Les *Jeffersonians* sont contre les politiques *Hamiltonians* et *Wilsonians* qui, à leurs yeux force les Etats-Unis à se mêler de politiques visqueuses et risqués de l'arène internationale. Finalement les *Jacksonians* croient que le but le plus important du gouvernement des Etats-Unis est à la fois au niveau national et international, de garantir la sécurité et la prospérité économique des Américains.

Dans la politique des Etats-Unis au vingtième siècle nous constatons la prépondérance des opinions d'élite comme les *Hamiltonians* et les *Wilsonians*. Les grandes entreprises, les *think tanks* importants comme l'Institut pour l'Economie Internationale, et la plupart des professeurs de sciences économiques aux universités soutiennent le programme hamiltonien qui défend l'échange libre et la globalisation. Les organisations non gouvernementales et les fondations ont largement soutenu les idées du Président Wilson. Les idées du Président Jackson sont défendues par les intellectuels militaires, par les scientifiques de tradition réaliste; par les *think tank* conservateurs comme *Heritage Foundation*; et par une partie du Congrès.<sup>27</sup>

## 1. Le Multilatéralisme

Les multilateralistes mettent l'accent avant tout sur l'interdépendance stratégique.<sup>28</sup> Le caractère le plus distinct de la sécurité collective est que la paix est indivisible et

<sup>27</sup> Walter Russel Mead, *Special Providence*, London, Routledge, 2002, p.267.

<sup>28</sup> Barry R. Posen and Andrew L. Ross, "Competing Visions for U.S. Grand Strategy" in Michael E. Brown, Owen R. Coté, Sean M. Lynn-Jones, Steven E. Miller (ed.), *America's Strategic Choices*, London, The MIT Press, 1997, p.21.

les Etats-Unis ont des intérêts immenses dans la paix mondiale. La sécurité collective est le courant d'idées qui s'influence du libéralisme.

Les idées générales de la sécurité collective sont déterminées par le président Wilson. Les *Wilsonians* veulent renforcer le rôle des institutions internationales judiciaires et politiques pour entrer dans une ère dans laquelle le droit devra régner sur les relations internationales.

La sécurité collective ne considère pas les grandes puissances comme les *générateurs* de problème de sécurité. Car à nos jours, les grandes puissances sont en voie de démocratie et les démocraties ne recourent pas en général à la guerre pour résoudre les problèmes entre eux.<sup>29</sup> La Russie en transition et la Chine oligarchique créent des problèmes, mais les Etats-Unis devraient les aider vers la démocratie. On voit cette tendance dans la doctrine de l'administration Clinton ; *l'Engagement et l'Elargissement*.<sup>30</sup>

Les libéraux aux Etats-Unis ont cru qu'avec la fin de Guerre Froide, il est possible d'appliquer les politiques wilsoniennes. Le fascisme et le communisme s'étaient écroulés. Le système politique libéral était en train de se répandre dans le monde. Pour les *Wilsoniens*, c'était un important indicateur de la démocratisation du monde et l'acceptation des valeurs américaines dans le monde entier. Les institutions internationales paralysées par la Guerre Froide avaient commencé à se ranimer : une Russie sur la voie de la démocratie occupait le siège de l'Union soviétique au Conseil de Sécurité, avec la volonté, au moins affiché, de rejoindre le bloc démocratique. Le prestige de la démocratie américaine était à un haut niveau. Pour les *Wilsonians*, la signification était claire. Le temps était venu pour les Etats-Unis de pousser dans la direction de l'établissement et la consolidation d'une paix démocratique dans le monde.<sup>31</sup> L'assistance technique, l'aide économique, et le soutien diplomatique, devaient constituer les bases de la politique américaine. Cette politique allait être menée dans le monde entier contre les Etats voyous et afin de

<sup>29</sup> Charles A. Kupchan and Clifford A. Kupchan, 'Concerts, Collective Security, and the Future of Europe,' *International Security*, Vol. 16, no.1 (Summer 1991), p.149-150.

<sup>30</sup> Robert A. Manning, Robert A. Manning, 'The Clinton Doctrine,' *Wall Street Journal*, Monday, december 29, 1997 <http://www.washingtoninstitute.org/media/clawson/patrick.htm> visité le 24-01-2004

<sup>31</sup> Helis, *art.cit.*, p.15.

justifier la théorie de la fin de l'histoire de Francis Fukuyama qui souligne que le conflit idéologique entre le communisme et le libéralisme a pris fin à la suite de la dissolution soviétique et que le libéralisme a gagné <sup>32</sup>

Les *Hamiltonians* aussi défendent l'idée d'une coopération internationale. Mais ils sont plus concernés par un système financier international stable qui nécessite le rôle actif des Etats-Unis. Les *Hamiltonians* se sont lancés dans une extraordinaire et créative période de formation institutionnelle. En 1990 ils ont cru que leur heure était arrivée. Le monde communiste était disloqué. Il est certain que le temps était favorable pour un ordre mondial hamiltonien basé sur la commerce et la finance libérale. La création d'un système économique international de marché, est devenu le pilier de la politique hamiltonienne. Les arrangements régionaux de commerce comme ALENA et les institutions comme l'OMC se trouvent au centre de cette politique.<sup>33</sup> Dans l'opinion hamiltonienne les diplomates et les Etats doivent consacrer plus de temps au commerce qu'aux problèmes militaires. Ceci concerne la libre circulation des citoyens, des biens et des navires américains. Aucune mer et aucun océan, aucun détroit ne doivent être fermé à la navigation américaine.

La prolifération des armes de destruction massive est une question clé pour la sécurité collective. Les multilatéralistes soutiennent les mesures vraiment fortes pour la prévention. Ils ont soutenu la prolongation du *Traité de Non-prolifération* nucléaire en 1995. De plus, la politique doit être poursuivie également contre les alliées, les ennemis, et les puissances neutres. Les armes nucléaires israéliennes, indiennes, ukrainiennes sont toutes considérées dangereuses indépendamment du fait que les Etats-Unis n'ont aucun conflit d'intérêt politique avec chacun de ces pays.

La stratégie de sécurité collective dépend de la coordination des actions collectives des organisations internationales. L'Europe a commencé à pratiquer la sécurité collective avec un réseau d'arrangements diplomatiques, économiques, et militaires, particulièrement à travers la transparence des forces armées.<sup>34</sup> L'administration

---

<sup>32</sup> Mead, *op.cit.*, p. 283.

<sup>33</sup> *ibid.*, p. 270.

<sup>34</sup> Le traité sur l'Union européenne crée la Politique étrangère et de sécurité commune en 1992. Puis le Traité d'Amsterdam de 1997 ont confirmé cette orientation. En 1998, le chef du nouveau gouvernement travailliste en Angleterre, Tony Blair, a accepté au Sommet de Pörschacht (24-25 octobre 1998) que l'Union devait se doter d'une capacité militaire. Ce processus a duré pendant les

Clinton a considéré l'élargissement de l'OTAN comme une prolongation du projet de sécurité collective.

La sécurité collective préconise également l'action militaire en faveur des buts humanitaires. Les Etats-Unis doivent contribuer aux forces multinationales, créées dans cet objectif. Une véritable coopération de sécurité peut impliquer les Etats-Unis dans plusieurs actions militaires simultanées. Les forces américaines ont été engagées en Irak et en Somalie simultanément, alors que les partisans de l'intervention humanitaire réclamaient une troisième action militaire des Etats-Unis en Bosnie. Pour réaliser ces objectifs, les Etats-Unis doivent disposer d'une force flexible et d'une force de réaction rapide. Pourtant à nos jours, les Etats continuent à se comporter selon leurs intérêts nationaux au lieu des intérêts globaux. Par exemple: les alliés de l'OTAN ne combattraient jamais la République populaire de Chine à cause de la question de Taiwan. Les démocraties sont les associés problématiques dans un projet coopératif de sécurité: leur opinion publique doit être persuadée d'aller faire la guerre. Puisque l'opinion publique dans les démocraties libérales modernes est très sensible à la perte humaine, il est difficile de la convaincre en risquant la vie des troupes dans des guerres éloignées.

#### i. L'Application du Multilatéralisme dans la politique étrangère américaine

Les représentants des deux écoles globalistes (*Hamiltonians*, *Wilsonians*) ont pensé que la fin du conflit international avait créé une occasion valable d'établir un nouvel ordre mondial. Pour ces écoles, l'effondrement de l'Union soviétique a signifié une occasion de réaliser les objectifs principaux américains de longue date, et la fin de la Guerre Froide était un signe pour l'intensification systématique des efforts politiques et économiques américains autour du monde. Pour les *Wilsoniens* ceci passait par la primauté du droit international, la diffusion de la démocratie, et un véritable consensus international contre l'agression en créant un corps armé permanent attaché au Conseil de Sécurité de l'ONU. Pour les *Hamiltonians*, c'était une occasion unique pour développer un système mondial de commerce et de finance basé sur la force militaire incontestée des Etats-Unis et le dynamisme de son économie.

Ces objectifs ambitieux, qui datent de l'administration Reagan, ont été soutenus par les administrations Bush et Clinton. Mais on voit qu'ils ne sont pas soutenus par l'opinion publique. En effet, l'échec de la politique hamiltonienne ne peut pas être expliqué. De 1982 à 2000 les Etats-Unis ont vécu, les deux des trois plus longues expansions économiques dans leur histoire, ponctuées seulement par la récession très courte et douce de 1990-91 (blâmé sur une hausse du prix de pétrole après l'invasion de Koweït par l'Irak.) avec une *inflation ajustée*, le vrai PIB s'est développé du 4,9 trillion de dollars au 9,1 trillion de dollars entre 1982 et 1999.<sup>35</sup> Mais cette situation n'a pas pu continuer. La *pax americana* a donné aux autres pays –surtout l'Allemagne et le Japon– l'occasion de développer leur économie. Le climat international pour l'application d'une politique hamiltonienne devenait plus difficile. Les compagnies d'automobile de Detroit et leur main-d'oeuvre se confrontaient aux concurrences efficaces des rivaux internationaux. L'investissement des Etats-Unis dans les pays en voie de développement malgré l'augmentation du chômage aux Etats-Unis en raison des politiques hamiltoniennes, a diminué le soutien du public.<sup>36</sup>

A la fin du siècle, tout comme les idées hamiltoniennes, le succès de la politique des *Wilsonians* à l'étranger n'a pas renforcé l'influence de ces politiques aux Etats-Unis. La défense des droits de l'homme à l'étranger se range au bas de la liste des priorités publiques pour la politique étrangère américaine. Selon le sondage de Pew en février 2000, 39 pour cent des Américains croyaient que la défense des droits de l'homme à l'étranger devrait être un objectif très important des Etats-Unis.<sup>37</sup> Tandis que les *Wilsonians* avaient finalement réussi à faire accepter le déclenchement d'une guerre aérienne contre la Yougoslavie ravagée par le "nettoyage ethnique" en 1999, l'opinion publique américaine n'a pas voulu suivre cet exemple dans les autres dans des autres guerres humanitaires. Les génocides au Rwanda, au Soudan, la guerre russe contre les Tchétchènes n'ont pas persuadé l'opinion publique américaine pour soutenir une stratégie cohérente en faveur des interventions humanitaires, avec l'ONU ou tout seul.<sup>38</sup>

<sup>35</sup> Economic report of the President, 2000, (Washington, DC.: US Government Printing Office, 2000, p.321 at [http://www.gpoaccess.gov/usbudget/fy01/pdf/2000\\_erp.pdf](http://www.gpoaccess.gov/usbudget/fy01/pdf/2000_erp.pdf) visité le 16-02-2004

<sup>36</sup> Mead, *op. cit.*, p. 273.

<sup>37</sup> Doubts About China, Concerns About Job: Post Seattle Support For WTO' Pew Research Centers, p.16 <http://people-press.org/dataarchive/> visité le 18-02-2004

<sup>38</sup> Mead, *op. cit.*, p. 283.

Le soutien des *Wilsonians* à une force internationale de paix, de la Cour Pénale Internationale, au protocole de Kyoto, du CTBT, et du Traité de mine anti-personnels n'ont pas été acceptés par une grande partie de l'opinion publique américaine puisqu'il dérangeait la souveraineté des Etats Unis.<sup>39</sup>

Vers la fin du 20<sup>e</sup> siècle, les *Wilsonians* ont réalisé que la contrainte principale sur leur capacité d'établir l'ordre global ne provenait pas des puissances externes hostiles mais de leurs ressources politiques limitées à l'intérieur des Etats-Unis. (Les mêmes forces avaient bloqué l'adhésion des Etats-Unis à la Société des Nations.) Clinton s'est rapidement retrouvé dans la position classique du président à la tête d'une administration essayant de mener sa politique étrangère sans l'appui du Congrès.

## 2. L'Unilatéralisme

Institutionnellement, la lutte entre les globalistes et les nationalistes a pris la forme d'une lutte politique entre les branches exécutive et législative du gouvernement, et, à un certain degré, entre les départements civils et militaires de la branche exécutive.

Les *Hamiltonians* et les *Wilsonians* dominent dans les fonctions civiles, alors que dans les établissements militaires et le Congrès, l'équilibre politique était différent. La plupart des officiers à la direction du Pentagone ont voulu une politique étrangère unilatérale. Le but final de la politique étrangère américaine est de transformer l'hégémonie américaine actuelle en un système plus durable. Le renforcement des capacités militaires des Etats-Unis et particulièrement la création du système d'armes massives aérospatiales, sont les moyens qu'ils ont envisagé pour réaliser ce but. Les Etats-Unis doivent établir le système de bouclier anti-missile capable de rendre le territoire américain inaccessible aux armes de la Chine, de la Russie et des Etats voyous. Pour les *Jacksonians*, c'était le moment où les Etats-Unis pourraient et devraient établir une véritable suprématie globale.

Les *Jeffersonians* et les *Jacksonians* étaient opposés sur beaucoup de questions, mais unis derrière la croyance que le globalisme était allé trop loin. La fin de la Guerre Froide a fait que les Etats-Unis ont eu l'occasion de réduire leurs

---

<sup>39</sup> *ibid.*, p. 290.

engagements internationaux. Mais, ce n'était pas un plein retour à l'isolationnisme des années 1920 et des années 1930; la plupart des participants au débat de politique étrangère ont convenu que les Etats-Unis avaient un intérêt essentiel au-delà de son hémisphère. Cependant, selon le camp nationaliste l'intérêt national était mieux servi en poursuivant des projets moins ambitieux que les visions globalistes d'un nouvel ordre du monde.<sup>40</sup> Les choix des unilatéralistes se diversifient de l'isolationnisme à la suprématie.

#### i. Le Néo-Isolationisme

Le fondateur de cette doctrine est le Président Jefferson. Ses partisans demandent: qui a la puissance de menacer la souveraineté des Etats-Unis et son intégrité territoriale? Ils répondent que personne n'en a la capacité. Ni la Chine, ni la Russie (ou leurs forces combinées) ont les possibilités de conquérir les territoires des Etats-Unis. Car, les océans rendent une telle menace improbable. Les voisins des Etats-Unis au nord et au sud sont militairement faibles. Les Etats-Unis contrôlent environ un quart du produit brut du monde, deux fois plus que son concurrent le plus proche, le Japon. Le bien-être économique est laissé au secteur privé. L'isolationnisme est fortement motivé par une compréhension particulière des armes nucléaires. Il ne peut y avoir aucun motif politiquement raisonnable pour n'importe quel grand ou petit pays pour lancer une arme nucléaire sur l'Amérique du Nord. La revanche des Etats-Unis serait dévastatrice.

Selon les *Jeffersonians* la guerre est le pire événement des relations internationales. Dans tous les cas elle pose une menace grave aux libertés américaines. La guerre exige le secret et elle renforce les cadres exécutifs contre les cadres législatifs. La guerre endommagerait l'économie et donc la démocratie américaine, dans tous les cas. Cette approche n'est pas basée sur la lâcheté ou l'indifférence morale. Cette attitude provient, en partie, des questions financières. Un dollar non dépensé pour les dépenses militaires est un dollar non taxé au citoyen américain et ce dollar doit être consacré au bien-être du citoyen américain. Les *Jeffersonians* ont imposé des choix qualitatifs aussi bien que des restrictions quantitatives aux établissements et aux dépenses militaires et diplomatiques des Etats-Unis. Actuellement le peuple

---

<sup>40</sup> *ibid.*, p. 268.

américain approuve sans se plaindre les plus hauts budgets militaires en temps de paix (les plus importants dans l'histoire du monde.) Aujourd'hui, les Etats-Unis dépensent autant que l'ensemble de leurs alliés de l'OTAN, de la Corée du Sud, du Japon, de la Russie, de la Chine, et des Etats du Golfe persique. Ils ont déployé des forces de combat (ou utilisé leurs forces militaires) en Iran, en Grenade, au Panama, en Irak, au Cambodge, au Liban, en Libye, en Arabie Saoudite, au Koweït, en Somalie, en Haïti, en Bosnie, au Soudan, en Afghanistan, à la mer du sud de la Chine, au Libéria, en Macédoine, en Albanie et en Yougoslavie.<sup>41</sup>

Aujourd'hui l'approche des *Jeffersonians* à la politique étrangère vise à réduire les coûts militaires au niveau le plus bas possible, et à assurer le contrôle civil sur les militaires et les services de renseignements.

Etant donné l'absence de menaces au territoire des États-Unis, les néo-isolationnistes pensent que la défense nationale justifierait rarement l'intervention à l'étranger. Selon eux, les Etats-Unis ne sont pas responsables, et ne peuvent pas fournir les coûts du maintien de l'ordre mondial. Les interventions servent seulement à produire du ressentiment contre les Etats-Unis, ainsi, c'est un guide faible de la politique et de la stratégie des Etats-Unis.

Le néo-isolationnisme prétend que ceux qui craignent le terrorisme, particulièrement le terrorisme nucléaire, les armes biologiques et ou chimiques peuvent augmenter la sécurité des Etats-Unis en restant hors du conflit étranger. Les terroristes du Moyen Orient, par exemple, trouveraient peu de raison d'attaquer les États-Unis et ses citoyens, à l'étranger si les Etats-Unis s'abstenaient de se mêler aux affaires du Moyen-Orient. Les néo-isolationnistes défendent l'abandon par les Etats-Unis des alliances "anachroniques". Selon eux, la Bosnie ou le Kosovo sont des problèmes européens dans lesquels les États-Unis n'ont aucun intérêt concret.<sup>42</sup> Les États-Unis ne devraient plus se préoccuper de la réforme politique et économique russe. Les Arabes et les Israéliens devraient résoudre leurs affaires (ou pas) sans l'intervention des Etats-Unis. De cette façon, les islamistes seraient privés du *grand Satan*. Ainsi, la menace de la Corée du nord serait laissée à la Corée du sud. En Amérique Latine et en Afrique les Etats-Unis ne sauveraient plus les Haïtiens et les Somaliens. Les

---

<sup>41</sup> *ibid.*, p.222.

<sup>42</sup> B. Posen and A. Ross, *art. cit.*, p.9.

Etats-Unis devraient se contenter de fournir l'aide humanitaire, en cas de désastre, de famine, d'épidémie ou de tremblement de terre.

Le néo-isolationnisme exige une petite structure de force qui ne coûterait pas plus de deux pour cent du PIB. En premier lieu, les États-Unis devraient maintenir des forces nucléaires de "deuxième coup" pour décourager des attaques nucléaires provenant de n'importe quel pays. Les défenses aérienne et de missile pourraient être mise en place pour confronter des menaces du deuxième degré. En second lieu, les services de renseignement des États-Unis devraient être responsable de l'observation des développements des armes de destruction massive dans le monde entier afin de prévenir n'importe quelle menace terroriste contre les Etats-Unis. Les États-Unis maintiendraient une flotte capable dont le but doit être la protection du commerce des États-Unis à l'étranger. La force militaire américaine ne serait plus appelée à s'engager dans des événements étrangers. Les forces militaires américaines seraient employées pour défendre seulement les intérêts immédiats des Etats-Unis.<sup>43</sup>

Les Etats autrefois défendus par les Etats-Unis devraient développer leur propre puissance militaire, ainsi la course aux armements régionaux peut augmenter. La prolifération des armes nucléaires s'intensifierait si la garantie nucléaire des États-Unis se retirait. Quelques Etats chercheraient à obtenir des armes de destruction de masse parce qu'ils ne pourraient pas simplement faire concurrence avec les armes conventionnelles contre leurs voisins.

L'approche jeffersonienne dispose d'avantages et de désavantages. Les idées jeffersoniennes auraient mené les États-Unis dans un désastre total par exemple, pendant les années 1939-41. Les *Wilsonians* prétendent que c'est l'hésitation des *Jeffersonians* à soutenir les interventions humanitaires en Somalie et au Rwanda qui a causé la perte du prestige américain.

## ii. La Suprématie

La suprématie est motivée à la fois par le concept de puissance et de paix. Cette stratégie défend que seule la prépondérance de la puissance des États-Unis est

---

<sup>43</sup> *ibid.*, p.12.

capable d'assurer la paix. Ce n'est pas assez, par conséquent, d'être *primus inter pares* on doit être *primus solus*.<sup>44</sup>

Selon les partisans des idées du président *Jackson*, la suprématie des Etats Unis était grande et elle est désormais écrasante. Au début de l'an 2002, le monde se trouve dans une situation sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Un seul pays, les Etats Unis, jouit d'un pouvoir militaire et économique sans rival et peut s'imposer pratiquement dans tous les coins du monde. Même sans avoir recours aux armes nucléaires, les Etats Unis pourraient détruire les forces militaires de n'importe quelle autre nation de la Terre. S'ils le voulaient, les Etats Unis pourraient imposer une rupture sociale et économique complète dans n'importe quel autre pays. Aucune nation n'a jamais eu un pouvoir semblable, ni une invulnérabilité comparable.<sup>45</sup>

Par conséquent, l'ordre du monde et la sécurité nationale exigent que les Etats-Unis maintiennent le statut de superpuissance qu'ils ont obtenu après la Guerre Froide. Selon les partisans de la primauté, la primauté des Etats-Unis doit être préférée à la suprématie d'une autre puissance et elle est préférable pour le monde dans lequel aucun autre Etat ne peut exercer la primauté. Les Etats-Unis devraient donc empêcher l'apparition de la multipolarité; l'unipolarité est la meilleure.<sup>46</sup> La permanence de la *primauté* doit être la stratégie des Etats-Unis puisque les valeurs américaines sont universelles.<sup>47</sup>

Ceux qui considèrent la politique étrangère américaine comme un mélange d'ignorance, d'isolationnisme, et de diplomatie irresponsable de "cowboy" parlent souvent du populisme jacksonien. Les *Jacksonians* croient que la vie internationale est anarchique, violente et va demeurer ainsi. Les Etats-Unis doivent être vigilants, fortement armés. Ils croient à la nécessité de combattre des guerres préventives. Il n'y a rien de mal à renverser des gouvernements étrangers ou assassiner les chefs d'Etats étrangers dont les mauvaises intentions sont claires. Parmi les courants

<sup>44</sup> *ibid.*, p.28.

<sup>45</sup> Ignacio Ramonet, "L'axe du Mal", *Le Monde Diplomatique*, mars, 2002, p.24.

<sup>46</sup> Robert Jervis, "International Primacy: Is the Game Worth the Candle?" in Sean M. Lynn-Jones and Steven E. Miller (ed.), *The Cold War and After: Prospects for Peace*, Cambridge, The MIT Press, 1993, p.292.

<sup>47</sup> Charles Krauthammer, "Unilateral? Yes, Indeed", *The Washington Post*, 14 December 2002, <http://www.washingtonpost.com/ac2/wp-dyn/A41292-2001Dec13?language=printer> visité le 15-06-2004

principaux dans la société américaine, le jacksonien a le moindre respect du droit international et de la pratique internationale.<sup>48</sup>

La propagande en matière de la barbarie irakienne au Kuweït ou des arguments juridiques au sujet des obligations américaines sous la charte de l'ONU de défendre un Etat membre en cas d'agression n'a pas pu persuader les *Jacksonians* à faire la guerre. Les *Jacksonians* n'importent pas les arguments des *Wilsonians*. A leurs yeux, seul les intérêts immédiats des Etats-Unis entraîneraient en la guerre. En l'absence d'une menace clairement définie de l'intérêt national, les *Jacksonians* sont beaucoup moins agressifs. La guerre du Golfe était une guerre juste et nécessaire selon les *Jacksonians* parce que la défense du pétrole était importante pour les intérêts des Etats-Unis. Ils n'étaient pas, par exemple, enthousiastes au sujet de l'intervention américaine en ex-Yougoslavie, ni au Vietnam au début. Car, l'opinion jacksonienne n'y voyait pas une menace aux intérêts des Etats-Unis.

Les partisans de la primauté se sont intéressés plus à la trajectoire future de grandes puissances comme la Russie, la Chine, le Japon, l'Union européenne. La guerre parmi les grandes puissances constitue la plus grande menace pour les Etats-Unis.<sup>49</sup> Les partisans de la primauté considèrent l'émergence concurrente au milieu des grandes puissances comme la plus grande menace à l'ordre international et ainsi le plus grand risque de guerre. L'objectif de la *primauté* n'est donc pas simplement de préserver la paix parmi les grandes puissances, mais de préserver la suprématie des Etats-Unis dans le domaine politique, économique, et militaire.

En Russie, le soutien de la transformation politique et économique est considéré comme la meilleure solution pour assurer que ce pays ne retourne pas au système autoritaire. En Europe, les Etats-Unis doivent empêcher l'érosion du rôle prépondérant de l'OTAN dans les affaires européennes en matière de sécurité. En Europe centrale et orientale, les Etats-Unis doivent maintenir une présence militaire suffisante pour assurer la stabilité régionale et pour empêcher l'apparition d'un vide de puissance ou d'un hégémon régional. La même approche doit s'appliquer au Moyen Orient et en Asie du sud.

---

<sup>48</sup> Mead, *op.cit.*, p. 245.

<sup>49</sup> B. Posen and Andrew L. Ross, *art.cit.*, p.29.

Pour appliquer cette politique, les Etats-Unis disposent à la fois du *hard power* et du *soft power*. Les Etats-Unis sont les maîtres de la capacité et technologie militaire la plus avancée. Les partisans de la primauté sont tout à fait optimistes, en ce qui concerne le soutien du peuple américain à ce projet.

Certainement, la menace la plus sérieuse à la primauté des Etats-Unis serait le défi politique, économique et militaire lancée par une autre grande puissance. La rivalité d'une puissance dans seulement une ou deux des trois dimensions de puissance pourrait endommager la prépondérance des Etats-Unis. Certains craignent une réapparition militaire de la Russie. D'autres arguent que les Etats-Unis sont les plus vulnérables dans le domaine économique. D'abord, le Japon a été perçu comme le principal rival. D'autres s'inquiètent de l'ascension de la Chine, dans le domaine économique et militaire. Un partisan de la primauté, Henry Kissinger, qui veut que les Etats-Unis deviennent un hégémon global *-patron de tous les patrons-* a explicitement soutenu l'idée de l'endiguement de la Russie et de la Chine.<sup>50</sup> Puisque le nouveau *containment* envers la Russie et la Chine est étroitement attaché à l'expansion de l'OTAN, les partisans se concentrent sur l'Europe. Kissinger fait référence au rôle de l'OTAN dans la résolution des crises et qui contribuera sûrement à l'endiguement de la Russie et de la Chine.<sup>51</sup>

Les organisations internationales ne devraient pas être entièrement rejetées. Même une puissance hégémonique, de temps en temps, trouverait utile d'utiliser la couverture diplomatique fournie par les organisations internationales. Les conflits régionaux importent plus quand ils empiètent sur les relations entre les puissances principales et quand ils entraînent l'ascension d'un rival potentiel régional. En dehors du Golfe persique, plusieurs conflits au Tiers Monde ne concernent pas les intérêts des Etats-Unis.

Les partisans de la *primauté* exigent l'accroissement des dépenses militaires. La modernisation militaire est leur priorité première. En effet, l'objectif est de décourager n'importe quel Etat de constituer un défi à la prééminence des Etats-Unis. Le renforcement des capacités militaires des Etats-Unis et particulièrement la création du système d'armes massives aérospatiales, sont les moyens qu'ils ont

<sup>50</sup> James Kurth, 'America's Grand Strategy: A Pattern of History', **National Interest**, No:43, p. 19.

<sup>51</sup> Henry Kissinger, "Expand NATO Now," **The Washington Post**, 19 Dec 94, p. 27.

envisagé afin de réaliser ce but. Les Etats-Unis doivent établir un système de bouclier anti-missile contre les menaces provenant de la Chine, de la Russie et des Etats voyous.

Dans un système ouvert à l'économie internationale, de nouvelles grandes puissances apparaîtraient dans l'avenir. La situation est aujourd'hui différente de celle de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, quand les Etats-Unis produisaient 40 pour cent du produit brut mondial. A l'époque il était facile de sous-estimer la puissance du nationalisme. Aujourd'hui certains Etats ne peuvent pas accepter le leadership des Etats-Unis. Ces Etats peuvent faire une coalition contre la puissance hégémonique au lieu d'accepter sa suprématie.<sup>52</sup> La *primauté* est donc une invitation virtuelle de lutte. Mais on sait que le public des Etats-Unis a en effet montré une hésitation croissante pour soutenir le coût d'intervention des Etats-Unis. Le soutien à l'ONU parmi les Américains restait élevé en 1995. Selon le sondage d'une société républicaine, 69 pour cent du peuple ont soutenu les forces de l'ONU pour résoudre les conflits qui n'ont pas directement menacé les Etats-Unis, comparés à 17 % en faveur de l'action unilatérale des Etats-Unis. Selon Keohane, les analystes et comportements unilatéraux des Etats-Unis seraient *une erreur fatale* de la politique étrangère des Etats-Unis.<sup>53</sup>

### iii. L'Application des approches unilatéralistes

A la veille de la fin de la Guerre Froide, les approches globalistes étaient ascendantes. Car, les Présidents George Bush et Bill Clinton étaient des globalistes convaincus. La coalition des globalistes s'est affaiblie dans les années 90. L'élection de George W. Bush en 2000 a marqué l'ascendance des approches des *Jeffersaniennes* et des *Jacksoniennes* chez les Américains. La montée et la chute de la coalition globaliste, marquent l'histoire des années 1990.

Le rapport intitulé Defense Planning Guidance (DPG) de l'administration Bush, remis secrètement aux médias en 1992, propose que le but de la politique étrangère

<sup>52</sup> D. Robert Worley, *Waging Ancient War: Limits On Preemptive Force*, 2003, Publications Office of Strategic Studies Institute, U.S. Army War College, p.15.

e-book: <http://www.carlisle.army.mil/ssi/pdf/00266.pdf> visité le 25-06-2004

<sup>53</sup> Nye, *op. cit.*, p.12.

soit la prévention de l'émergence d'un concurrent potentiel. Les auteurs du *DPG* insistent pour que les Etats-Unis maintiennent leur statut comme superpuissance unique au monde : "Notre premier objectif est d'empêcher la réémergence d'un nouveau rival comme l'ex-Union soviétique pendant la Guerre Froide. C'est une considération dominante qui nécessite la lutte à travers laquelle nous essayons d'empêcher n'importe quelle puissance hostile de dominer une région dont les ressources seraient suffisantes pour la transformer en puissance globale"<sup>54</sup>

A la fin des années 1990, cette image prometteuse a commencé à se dégrader, malgré la croissance économique continue des Etats-Unis dans le domaine technologique et militaire. Le lendemain de la Guerre du Golfe n'était pas aussi satisfaisant que la guerre elle-même. Saddam était encore au pouvoir et les Etats-Unis devaient désormais endiguer l'Irak et l'Iran en même temps.<sup>55</sup>

À la différence des globalistes, les nationalistes n'ont pas considéré la dislocation de l'Union soviétique comme une occasion de la création d'un ordre favorable au monde. Selon eux, les Etats-Unis devraient se concentrer sur les questions et les régions particulières à la place d'établir un ordre universel.

George W. Bush a souligné la différence de sa politique étrangère et a critiqué les excès du globalisme de Clinton pendant sa campagne électorale. Il a cité l'intervention de l'administration du Clinton au Haïti comme exemple de l'utilisation inutile des forces américaines. Il était aussi contre le soutien de l'administration Clinton aux institutions financières internationales comme le FMI et la Banque Mondiale.

L'administration George W. Bush est considérée en tant que partisan des écoles nationalistes et unilatéralistes, c'est à dire jacksonienne. La politique du Président Bush, arrivé au pouvoir au début de 2001, a aggravé, dans le reste du monde, les inquiétudes sur l'unilatéralisme. L'administration a clairement poursuivi des projets d'une politique unilatéraliste. Les projets de déploiement d'un système de Missiles

<sup>54</sup> "Excerpts from Pentagon's Plan: "Prevent the Re-Emergence of a New Rival" **New York Times**, March 7, 2002, p.14.

<sup>55</sup> Douglas A.Borer, "Problems Of Economic Statecraft: Rethinking Engagement", in J. Boone Bartholomees (ed.) *U.S. Army War College Guide to National Security Policy and Strategy*, Washington, 2004, p.165.

Nationaux de Défense (NMD), censé protéger le continent américain des attaques de missiles provenant de régimes hostiles, sont apparus comme la manifestation extrême d'une approche du type de "cavalier seul".<sup>56</sup>

Une série de décisions contre la coopération multilatérale dans divers domaines perçus comme incompatibles avec les intérêts nationaux des Etats-Unis (tels que le protocole de Kyoto sur les effets de serre, le renforcement du régime de vérification de la convention sur les armes chimiques et biologiques, la ratification du Traité d'Interdiction Complète des Essais Nucléaires, etc.) a semblé confirmer ces tendances inquiétantes et a fait naître des controverses sur le décalage entre le comportement des Etats-Unis et les responsabilités inhérentes au rôle de l'hégémonie mondiale telle qu'elle était perçue par le reste du monde.<sup>57</sup> Il était clair que les *Jacksonians* tentaient de conserver les Etats-Unis comme la puissance hégémonique unilatérale. Désormais, la guerre contre la terreur était l'idée centrale dans le processus de décision politique étrangère américaine.

## CHAPITRE 2- LES ACTEURS QUI MENACENT LE SYSTEME INTERNATIONAL

Les développements technologiques et la mondialisation ont affaibli la structure et le contrôle des Etats-nations. Aussi bien les firmes multinationales que les ONG ont profité de ce nouveau développement. Mais des organisations *parasites* ont également proliféré dans les mêmes conditions, profitant de manière chaotique des espaces; comme les mafias, les réseaux délinquants, les criminels de toutes sortes, les sectes et les groupes terroristes. Al Qaeda, à cet égard, est une organisation parfaitement adaptée à l'âge de la mondialisation avec ses ramifications multinationales, ses réseaux financiers, ses connections médiatiques, ses ressources économiques, ses filiales d'approvisionnement, ses centres de formation, ses relais de propagande. Comme la plupart des forces armées, celles des Etats Unis ont été formées pour combattre d'autres Etats et non pour affronter un ennemi invisible.<sup>58</sup> L'écrasante victoire dans le conflit du Golfe, en 1991, n'est pas une bonne référence.

<sup>56</sup> Tomas Jermalavicius, "Le monde après le 11 septembre: changement et continuité", **Quarterly Journals**: Vol I, No.3, July, 2002, p. 121.

<sup>57</sup> *ibid.* p.122.

<sup>58</sup> Pendant près de trente ans, le pouvoir britannique s'est montré incapable de venir a bout d'une armée telle que l'IRA.

Les énormes investissements en matière de recherche militaire donnent naissance à des matériels d'armement extrêmement chers. Aucun régime politique perturbateur ne peut prétendre rivaliser sur le terrain avec les armées conventionnelles occidentales. La seule rivalité militaire possible se joue donc dorénavant à travers les "égalisateurs de puissance" que sont la prolifération d'armes de destruction massive (ADM) ou le terrorisme qui, avec des coûts réduits, gomme le déséquilibre militaire. Il suffit de se rappeler que la secte *Aoum*, responsable de l'attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo, le 20 mars 1995, était parvenue sans aide extérieure à se doter d'armes chimiques et menait des recherches bactériologiques. Le coût de l'organisation des attentats du 11 septembre est évalué à 100 000 dollars pour des dégâts directs de l'ordre de 40 milliards de dollars et indirects compris entre 100 milliards et 200 milliards de dollars.

L'administration Bush a catégorisé les menaces internationales contre les intérêts et à la sécurité nationale des Etats-Unis de la façon suivante : (1) organisations terroristes à trois niveaux géographiques - nationaux, régionaux, et globaux - (2) les Etats voyous - spécifiquement l'Iraq de Saddam Hussein, l'Iran, et la Corée du Nord. (3) tous les individus ou entités qui produisent et fournissent les armes de destruction massive (ADM.) aux organisations terroristes ou aux Etats voyous et (4) Etats faillis, (Failed States) comme l'Afghanistan de Taliban, qui fournissent l'aide aux organisations terroristes.

Les organisations terroristes et les Etats voyous recourent à la violence et sont hostiles à l'ordre international existant. Les Etats voyous considèrent les Etats-Unis comme un ennemi commun alors que pour les organisations terroristes au Moyen-Orient, c'est Israël et l'Amérique qui est l'ennemi commun. Ces Etats et organisations sont souvent en contact les uns avec les autres et coopèrent entre eux.

Les organisations terroristes n'ont pas les caractéristiques de l'entité étatique. Comme le rapport de la stratégie américaine publiée en l'an 2002 l'a précisé, la particularité des organisations terroristes est qu'elles n'ont pas d'appartenance nationale.<sup>59</sup> Il est difficile d'obtenir des victoires militaires décisives contre les organisations terroristes qui n'ont pas un territoire précis. Ainsi, bien que les

---

<sup>59</sup> National Strategy for combating Terrorism of United States of America, February 2003, p. 12. [http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/02/counter\\_terrorism/counter\\_terrorism\\_strategy.pdf](http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/02/counter_terrorism/counter_terrorism_strategy.pdf) visité le 27-06-2004

régimes de Taliban et de Saddam Hussein aient été militairement renversés, la lutte va continuer, même escalader, en Afghanistan et en Irak.

En revanche, les Etats voyous sont des entités étatiques souveraines définies par leur territoires précis, par leurs populations, par les gouvernements, et autres éléments caractéristique d'un Etat souverain. A la différence des organisations terroristes, ils constituent une cible ouverte aux représailles. Donc ils sont sujets à la dissuasion efficace. On ne doute pas qu'Al Qaeda, aurait employé les armes de destruction massive dans les attaques du 11 septembre s'il en avait. Mais il est clair que les Etats voyous ne l'ont jamais utilisé en raison de la peur des représailles éventuelles. L'élément radicalement nouveau est qu'il n'y a pas de dissuasion possible. Les milliers d'ogives atomiques dont disposent les Russes n'empêchent personne de dormir parce que les Etats-Unis peuvent réagir contre eux. Mais on ne peut pas répondre avec l'arme nucléaire contre un réseau non étatique disposant de cellules et de noyaux dans le monde entier. L'impossibilité des représailles rend la dissuasion impossible.

#### **A. Le Terrorisme international et Al Qaeda**

Depuis deux siècles, le mot terrorisme a été utilisé pour désigner indistinctement l'ensemble des actes qui recourent, à tort ou à raison, à la violence pour tenter de changer l'ordre politique.<sup>60</sup> Mais, il n'existe pas une définition acceptée pour le terrorisme international excepté celle très récente, proposé par le Groupe des Sages chargé de préparer un rapport concernant la réforme des Nations Unies.<sup>61</sup> L'expression de terrorisme international représente le terrorisme impliquant les citoyens ou le territoire de plus d'un pays; un groupe terroriste est tout groupe ou des sous-groupes significatifs recourant au terrorisme international.<sup>62</sup>

<sup>60</sup> Ignaciot Ramonet, *Guerres du XXI<sup>e</sup> Siècle*, Paris, Galilée, 2002, p.46.

<sup>61</sup> Le Groupe des Sages définit le terrorisme comme « tout acte, outre les actes déjà visés dans les conventions en vigueur sur les différents aspects du terrorisme, les Conventions de Genève et la résolution 1566 (2004) du Conseil de sécurité, commis dans l'intention de causer la mort ou des blessures graves à des civils ou à des non combattants, qui a pour objet, par sa nature ou son contexte, d'intimider une population ou de contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir un acte ou à s'abstenir de le faire ». <http://www.un.org/french/secureworld/temp.html> visité le 27/06/2004

<sup>62</sup> Boniface, *op.cit.*, p.20.

Dans la période succédant à la chute du mur de Berlin en 1989, on assiste à une incertitude sur la scène internationale. L'adversaire communiste est terrassé, la bipolarisation du monde, sous la forme qui a façonné les relations internationales pendant un demi-siècle, s'est achevée et il n'y a plus, au niveau global deux superpuissances mais un seul, les Etats-Unis.<sup>63</sup> Tout au long de la guerre froide, les menaces géopolitiques étaient absentes; la dissuasion nucléaire a fonctionné. Et aucun pays n'aurait lancé une attaque conventionnelle sur les Etats-Unis qui disposaient d'armes nucléaires. Dans l'après-Guerre Froide, les Etats-Unis se sont inquiétés de la diffusion des armes nucléaires aux Etats instables et aux terroristes impitoyables.

La logique est simple. Plus les Etats acquièrent les armes nucléaires, plus la probabilité de la guerre nucléaire augmente et aussi, l'opportunité et la volonté des terroristes de les acquérir et les employer. Les possibilités pour l'usage non autorisé et accidentel seront plus grandes. En conséquence, ceci augmente le risque que les armes nucléaires puissent tomber entre les mains des groupes sous nationaux faisant la guerre civile ou les groupes terroristes qui tirent profit du chaos politique. En 1998, Oussama Ben Laden, fondateur et leader du réseau terroriste Al Qaeda a proclamé l'acquisition des ADM, un devoir religieux. La menace de l'acquisition et de l'utilisation des ADM par les terroristes est un danger clair et actuel.

Si Al Qaeda acquiert des armes nucléaires, il peut gagner la guerre. Une seule explosion mettrait un terme à tout sentiment d'hyperpuissance américaine ou d'hégémonie mondiale, aux Etats-Unis et dans le reste du monde. Le chantage nucléaire ne peut plus être écarté. Empêcher la prolifération d'armes de destruction massive parmi les terroristes ou les réseaux criminels est un de premiers objectifs de guerre des Etats-Unis.

Depuis l'émergence des armes nucléaires, les Etats-Unis ont joué un rôle prépondérant dans le monde pour empêcher leur diffusion. Les Etats-Unis ont étendu leur parapluie nucléaire à d'autres Etats pour que ces nations ne soient pas vulnérables au chantage nucléaire, ont fourni de l'aide économique et militaire afin

---

<sup>63</sup> Farhad Khosrokhavar, *Les Nouveaux Martyrs d'Allah*, Paris, Flammarion, 2002, p.252.

de persuader ces nations à ne pas en produire. Les Etats-Unis poursuivent un régime mondial d'anti-prolifération et sanctionnent les Etats qui le violent.

Pour le cas du terrorisme nucléaire, l'argument est simple et terrifiant: les terroristes ne peuvent pas être dissuadés. Ils deviennent des terroristes précisément parce qu'ils ont renoncé à toute autre méthode pour influencer le comportement de leurs adversaires. Ils considèrent que leurs propres vies et celles de leurs adversaires ne sont pas importantes. Il est difficile de les identifier et de les trouver. S'ils ne peuvent pas être frappés, alors la menace à exercer des représailles contre eux devient inutile. La menace terroriste est flexible, grâce à la technologie moderne, elle constitue une structure basée sur un réseau transnational, caractérisé par des connections flexibles à l'intérieur et entre des groupes terroristes.

La menace terroriste est une structure flexible et transnationale grâce à la technologie moderne. Dans cet environnement, les terroristes travaillent ensemble en partageant les renseignements, la logistique, la planification pour exécuter les attaques. Les groupes terroristes avec des objectifs dans un seul pays ou région peuvent acquérir l'appui des groupes dans d'autres pays ou régions. Par exemple, en 2001, trois membres de l'Armée Républicaine Irlandaise (IRA) ont été arrêtés en Colombie, suspectés d'apprendre au *Revolutionary Armed Forces of Colombia* (FARC) comment conduire une campagne de bombardement urbain.<sup>64</sup> Les connections entre Al Qaeda et les groupes terroristes dans l'ensemble de l'Asie du Sud-est nous montrent mieux le point culminant de cette réalité. La menace terroriste est aujourd'hui élastique et diffuse en raison de ce renforcement mutuel.<sup>65</sup>

Les réseaux terroristes islamistes se sont basés dans les « zones grises » qui parsèment la planète. La liste est longue: le Soudan, l'Afghanistan, la Somalie, les zones tribales du Pakistan, et peut-être l'Irak demain ou dans les métropoles des grandes capitales.<sup>66</sup> Plus généralement, les armées professionnelles occidentales seront de plus en plus souvent confrontées à des groupes armés non étatiques,

---

<sup>64</sup> National Strategy for combating Terrorism of United States of America, February 2003, p. 10.

<sup>65</sup> *Ibid.*, p.10.

<sup>66</sup> Bruce Hoffman, *Al Qaeda, Trends In Terrorism And Future Potentialities: An Assessment*, Pittsburg, Rand, 2003, p.9.

terroristes d'abord, mais aussi des milices ou néo mercenaires comme en Afghanistan, en Somalie ou au Congo.<sup>67</sup>

## 1. La Formation d'Al Qaeda

"Al Qaeda" (*la base*)<sup>68</sup> a été développé par Oussama Ben Laden et d'autres moudjahiddines au début des années 80 pour soutenir l'effort de guerre en Afghanistan contre l'invasion soviétique. Une décennie de conflit en Afghanistan, de 1979 à 1989, a donné à des islamistes fondamentaux la possibilité de rassemblement et de formation.<sup>69</sup>

Ben Laden avait compris que le succès à partir de l'Afghanistan serait assuré s'il était mené par une organisation terroriste internationale. Cette organisation disposait d'un réseau d'aide financière principalement par des sources en Arabie Saoudite et les Etats du Golfe persique. Les donations ont été aussi faites par d'autres organisations non gouvernementales. Ben Laden et ses moudjahiddines ont utilisé cet argent pour la "guerre sainte" ou djihad. La conjoncture internationale pour les efforts de Ben Laden était idéale. En 1981, les Etats-Unis de Reagan avaient mis avec le Pakistan et l'Arabie saoudite une alliance sur pied pour armer et entraîner les moudjahiddine.<sup>70</sup> Cette aide était dirigée par le service de renseignement militaire du Pakistan. Ce service a entraîné les rebelles et leur a distribué des armes.<sup>71</sup> De 1980 à 1990, les volontaires musulmans, entraînés au Pakistan par les instructeurs occidentaux, ont contribué à la guérilla contre les Russes. Ben Laden a ainsi formé sa Légion islamique.

La victoire résultante en Afghanistan a provoqué le mouvement global du *Djihad* (guerre sainte). Les combattants qualifiés de moudjahiddines d'Afghanistan ont commencé à retourner dans leurs pays tels que l'Egypte, l'Algérie, et l'Arabie Saoudite, avec une expérience étendue de *djihad* et le désir de poursuivre le *djihad*.

<sup>67</sup> Conesa, *art.cit.*, p. 22.

<sup>68</sup> Le sens peut être perçu de façon équivoque. Il veut dire règle fondamentale et en même temps base sur laquelle on érige quelque chose.

<sup>69</sup> Un gouvernement communiste en Afghanistan a gagné la puissance en 1978 mais ne pouvait pas établir le control stable. À la fin de 1979, le gouvernement de l'Union soviétique a envoyé les unités militaires pour s'assurer que le pays resterait sous l'influence de Moscou. La réponse était un mouvement de résistance nationale afghane qui a défait les forces soviétiques.

<sup>70</sup> Khosrokhavar, *op.cit.* p.274.

<sup>71</sup> <http://www.9-11commission.gov/report/911Report> p.63. visité le 01-07-2004

L'antagonisme a commencé à être focalisé contre les Etats-Unis et ses alliés dont nous allons explorer les raisons ultérieurement.

A la fin de 1989, Ben Laden avait une stature suffisante parmi les islamistes fondamentaux. Un chef politique soudanais, Hassan Al Turabi, l'a invité pour transplanter son organisation entière au Soudan. Ben Laden a accepté d'aider Turabi dans sa guerre contre les indépendantistes chrétiens au Soudan méridional. Quant à Turabi, il a autorisé Ben Laden à s'implanter au Soudan comme base centrale pour ses opérations mondiales et la préparation du djihad.<sup>72</sup> En 1990, Al Qaeda a contribué à la formation militaire et au renseignement dans diverses régions comprenant l'Afghanistan, le Pakistan et le Soudan.

Ben Laden lui-même s'est déplacé de nouveau de l'Afghanistan en Arabie Saoudite. En août 1990, l'Irak a envahi le Koweït. Ben Laden, dont les efforts en Afghanistan lui avaient apporté la célébrité et le respect, a participé à la force de coalition des Etats-Unis. Mais après que les Saoudiens avaient accepté de permettre aux forces armées des Etats-Unis de se déployer dans le royaume, Ben Laden et un certain nombre d'*uléma*<sup>73</sup> islamique avaient commencé à critiquer publiquement le gouvernement. Le gouvernement saoudien a essayé de faire taire les dissidents. Avec l'aide d'un membre dissident de la famille royale, Ben Laden est parvenu à sortir du pays sous le prétexte d'assister à une réunion islamique au Pakistan en avril 1991. En 1994, le gouvernement saoudien a gelé ses actifs financiers et a annulé sa citoyenneté.<sup>74</sup>

L'organisation impressionnante de Ben Laden a secrètement fourni de l'appui financier aux activités des autres groupes. Il a soutenu les musulmans bosniaques dans leur conflit avec la Serbie et la Croatie, et également les rebelles tchéchènes contre la Russie. Ben Laden a même établi une ONG à Nairobi comme paravent pour ses opérations au Kenya.

En construisant cette armée islamique, il a engagé des groupes d'Arabie Saoudite, d'Egypte, de Jordanie, du Liban, d'Irak, d'Oman, d'Algérie, de Libye, de Tunisie, du

---

<sup>72</sup> Sebastian Gorka, "Al-Qaeda's Next Generation", **Terrorism Monitor**, Volume II, Issue 15, July 29, 2004, p.1.

<sup>73</sup> Uléma veut dire "savant religieux" en arabe

<sup>74</sup> <http://www.9-11commission.gov/report/911Report> p.74. visité le 01-07-2004

Maroc, de Somalie. Al Qaeda a également établi une coopération mais des rapports moins formels avec d'autres groupes extrémistes. L'infrastructure d'un véritable réseau global du terrorisme était mise en place. Al Qaeda a également aidé *Jemaah Islamiya* (JI), une organisation dirigée par les islamistes indonésiens avec des cellules dispersées à travers la Malaisie, le Singapour, l'Indonésie, et les Philippines.<sup>75</sup>

Ben Laden avait commencé à critiquer les Etats-Unis avant de quitter l'Arabie Saoudite. Il a continué ses critiques après être arrivé au Soudan. Au début de l'année 1992, Al Qaeda a publié un "fatwa" appelant au djihad contre l'occupation occidentale des terres islamiques en désignant spécifiquement les forces des Etats-Unis comme cible.<sup>76</sup>

À partir des années 70, la religion était devenue une force de plus en plus puissante dans la politique pakistanaise. Après un coup d'Etat en 1977, les chefs militaires avaient augmenté leur appui aux groupes islamistes et fondamentalistes. L'influence de l'école wahhabite de l'Islam s'était également développée, et avait été consolidé par les donations et les établissements saoudiens. D'autre part, la guerre en Afghanistan a entraîné l'émigration de 2.5 millions de réfugiés afghans au Pakistan.<sup>77</sup> Puisque le système d'éducation pakistanaise était insuffisant, il ne pourrait pas s'adapter aux réfugiés.<sup>78</sup> C'est pourquoi le gouvernement a permis de les admettre aux écoles religieuses qui sont financées surtout par les donations saoudites, avec le temps, ces écoles ont produit un grand nombre de jeunes hommes mal éduqués.

Il a été établi qu'en mars 1998, après le fatwa public de Ben Ladin contre les Etats-Unis, deux membres d'Al Qaeda sont allés en Irak pour rencontrer l'intelligence irakienne. En juillet, une délégation irakienne est allée en Afghanistan pour une réunion d'abord avec le Taliban et puis avec Ben Ladin. Des réunions pareilles ont eu lieu pendant 1999. Selon le rapport de la Commission de 9-11, les officiers irakiens ont offert à Ben Ladin le droit d'asile en Irak.<sup>79</sup>

<sup>75</sup> *ibid.*, p.75.

<sup>76</sup> <http://www.9-11commission.gov/report/911Report>, p.71.

<sup>77</sup> James Dobbins, *America's Role in Nation-Building: From Germany to Iraq*, Santa Monica, Rand, 2003, p.131.

<sup>78</sup> Gilles Dorronsoro, *La révolution afghane*, Paris, Karthala, 2000, p.187.

<sup>79</sup> <http://www.9-11commission.gov/report/911Report>, p.83. visité le 01-07-2004

Ben Laden avait une position financière forte en Afghanistan, grâce aux Saoudiens et à d'autres financiers liés du triangle d'or.<sup>80</sup> Durant cette période, le Taliban a ouvert ses portes à tous ce qui ont voulu venir en Afghanistan pour rejoindre dans les camps d'Al Qaeda. Grâce à cette politique du Taliban, Al Quade, a endoctriné ses combattants, importé des armes, forgé des liens avec les autres groupes de Djihad.

Après avoir fortifié son réseau, Ben Laden a augmenté ses critiques contre les Etats Unis. Il avait maintenu ou avait reconstitué plusieurs de ses liens avec des terroristes dans le monde entier. Et il avait renforcé les liens internes dans sa propre organisation. Le rôle d'Al Qaeda dans les organisations des opérations terroristes avait également changé. Avant le mouvement en Afghanistan, il se concentrait sur l'acquisition des fonds, et des armes pour des attaques réalisées par les membres des groupes d'alliés. Les attaques de l'ambassade des Etats-Unis en Afrique de l'Est en 1998, ont marqué un tournant. Ces attaques ont été dirigées et exécutées par Al Qaeda elle-même.

## 2. Les Objectifs et les particularités d'Al Qaeda

Al Qaeda est plutôt une idéologie qu'une organisation L'idéologie islamiste suivie par Ben Laden et son lieutenant égyptien, Al-Zawahiri,<sup>81</sup> est inspiré de Sayyid Qutb (un islamiste égyptien 1906-66). Qutb était un théoricien important dans le mouvement islamiste et un chef de la Confrérie musulmane (*Muslim Brotherhood, al-Ikhwān al-Muslimūn*). Son interprétation militante du djihad s'inspirerait plus tard du Dr. Abdullah Azzam (1941-89), fondateur de l'organisation avec Ben Laden qui deviendrait Al Qaeda. Etudiant des idées de Qutb, Azzam a transformé un groupe de mouvements nationaux de l'Islam radical en force internationale efficace pendant la guerre d'Afghan contre l'Union soviétique. En effet, on peut dire que la mission meurtrière d'Al Qaeda lui a été octroyée par Azzam à travers l'interprétation de

<sup>80</sup> Ce triangle inclut les principaux pays de production de drogue: Laos, Myanmar et Thaïlande, l'Afghanistan et le Pakistan (pays du Croissant d'or).

<sup>81</sup> Bruce Hoffman, *op.cit.*, p.6.

Qutb. Après avoir fini l'Université Al Azhar il parlait en effet de l'impossibilité du changement social sans la mort des âmes innocentes.<sup>82</sup>

Une autre singularité d'Al Qaeda est son anti-américanisme et son anti-occidentalisme. L'ennemi est les Etats-Unis, mais aussi, plus largement l'Occident. Chez Al Qaeda, le grief se base sur l'invasion du monde musulman par l'Occident et en particulier, l'occupation de l'Arabie saoudite, Terre Sainte d'islam par les soldats américains depuis la Guerre du Golfe en 1991 ainsi que l'attitude américaine face à la question de Palestine.<sup>83</sup> Ainsi les Américains sont accusés des attaques des Israéliens contre des Palestiniens, la lutte des Russes contre les Tchétchènes, des attaques de l'Inde contre les musulmans du Cachemire, et des attaques du gouvernement des Philippines contre les ethnies musulmans dans les îles. Les appels d'Al Qaeda ont donc trouvé un écho parmi des millions d'Arabes et de musulmans fâchés contre les Etats-Unis en raison des questions s'étendant de l'Irak en Palestine.<sup>84</sup> Dans les pays arabes, c'est le traumatisme de la création d'Israël et le soutien militaire, économique, et politique des Etats-Unis et les échecs successifs des armées arabes, qui forme la trame de fond de la mémoire anti-américaine.<sup>85</sup> La guerre du Golfe peut être perçue comme le point de rupture. En autorisant, aux troupes américaines de stationner sur son sol, l'Arabie saoudite donnait, aux yeux des islamistes fondamentaux, l'occasion à l'Occident de profaner le pays abritant le lieu le plus saint de l'Islam, la Mecque.

Aujourd'hui, la structure centrale construite en Afghanistan a été détruite. Ses militants ont été dispersés ou tués. Mais l'Al *Qaedism* devient de plus en plus fort. Le trait essentiel de ce nouveau terrorisme est sa privatisation et déterritorialisation.<sup>86</sup> Al Qaeda dispose d'une structure relâchée où chaque ensemble est plus ou moins autonome. Al Qaeda encourage aussi l'organisation d'autres groupes. Une caractéristique majeure d'Al Qaeda qui a inauguré un mode d'action ultra moderne est la disparition de la structure hiérarchique. Il s'agit d'un réseau régi par une logique très souple et des formes d'actions décentralisées. C'est pourquoi, les

---

<sup>82</sup> Andrew McGregor, "Al Qaeda's Egyptian Prophet: Sayyid Qutb and The War on Jahiliya", **Terrorism Monitor**, Volume 1, issue 3, October 10, 2003, p.3.

<sup>83</sup> Khosrokhavar, *op.cit.*, p.237.

<sup>84</sup> Brzezinski, *The Choice*, *op.cit.*, p.30.

<sup>85</sup> Khosrokhavar, *op.cit.*, p. 277.

<sup>86</sup> Worley, *op.cit.*, p.19.

services de renseignements d'Israël utilisent le mot de “djihad international” au lieu d'Al Qaeda.<sup>87</sup>

L'objectif principal des militants islamistes n'est pas de conquérir mais de renverser le processus d'occupation qui a commencé avec les Croisades et le colonialisme. C'est pourquoi, Al Qaeda s'est opposé à la participation des forces armées des Etats-Unis dans la guerre du Golfe en 1991 et l'opération en Somalie en 1992 et 1993, qui ont été considérés par Al Qaeda comme un prétexte de préparation à occuper les territoires des pays musulmans. En effet, même si Israël n'existait pas ou les Etats-Unis ne le soutenaient pas, les ambitions hégémoniques américaines dans le Moyen-Orient irriterait les pays arabes. Les craintes arabes de l'hégémonie américaine se sont certainement intensifiées après l'invasion de l'Irak et le renversement du régime de Saddam Hussein.

L'idée que l'Islam est en danger, et qu'il faut le sauver au prix de son sang afin de préserver *la neo-umma* est profondément ancrée dans ce groupe. L'unité d'un Occident dominateur et arrogant nécessite l'unification du monde islamique. Le but secondaire des militants est l'établissement d'un califat unifiant les Etats musulmans. Aujourd'hui, l'Etat imaginé par les militants fondamentaux contient les territoires du Moyen-Orient, du Maghreb (Afrique du Nord), de l'Asie et probablement quelques territoires islamiques en Extrême-Orient. L'Islam comme une religion universelle visant la construction d'un “umma-transnational” a toujours nourri le rêve l'englober l'ensemble du monde. Mais, le réseau n'a aucun projet concret, aucun plateforme politique spécifique.

La transparence du champ de bataille autorisée par les moyens technologiques modernes est une supériorité incontestable des armées occidentales, à condition qu'il y ait au moins un champ de bataille ou un front identifiable. La série d'attentats attribués à Al Qaeda a frappé des cibles aussi dispersées que le Pakistan, le Kenya, la Tunisie, le Yémen, Bali, le Koweït, l'Arabie saoudite, le Maroc et la Turquie... Les méthodes employées (attaque aux pétroliers, attentats contre de grands hôtels touristiques) et l'indifférence aux cibles humaines atteintes (Français, Australiens, Américains, Israéliens, Kenyans, Marocain et Turcs musulmans) sont

---

<sup>87</sup> Jason Burke, “Think Again: Al Qaeda”, *Foreign Policy*, May-June 2004, pp.1-4.

malheureusement là pour montrer que le champ de bataille n'est plus le lieu de rencontre géographique de deux armées.<sup>88</sup>

Al Qaeda représente "la marge radicale" de la pensée politique dans le monde musulman malgré que l'*Al Qaedaism* ait fait des progrès significatifs dans ces dernières années, seulement une petite minorité de musulmans du monde de 1,3 milliards adhèrent à sa doctrine.

L'Arabie Saoudite a contribué d'une manière significative à la diffusion du radicalisme en subventionnant les écoles porte-parole des opinions du Wahhabisme.<sup>89</sup> La révolution Shiite de 1979 en Iran a menacé la domination saoudienne dans le monde. Pour contrebalancer l'Iran, la famille royale saoudienne a renforcé les Wahhabites à l'intérieur et les a soutenus à l'étranger.<sup>90</sup> L'Arabie Saoudite est en compétition avec l'Iran shiite pour étendre son interprétation fondamentaliste sunnite de l'Islam, le Wahhabisme.

Pendant les années 1990, l'augmentation du taux de naissance et la diminution du taux de mortalité infantile avaient produit un problème commun dans le monde musulman. L'éducation de ces jeunes dans les écoles nationales était un autre problème grave. Au Pakistan, le financement de provenant du Golfe persique a servi à l'expansion massive des *madrasas* (écoles islamiques) qui endoctrinent de jeunes étudiants avec les dogmes virulents et anti-occidentaux. Le soutien financier saoudien déboursé par des organismes quasi-gouvernementaux tels que la Ligue Musulmane mondiale a établi des centaines d'écoles dans le monde entier. Cette interprétation radicale saoudienne a énormément endommagé des longues traditions

---

<sup>88</sup> Conesa, *art.cit.*, p. 22.

<sup>89</sup> Khosrokhavar, *op.cit.*, p. 300.

<sup>90</sup> En effet, l'Arabie saoudite est une entité fragmentée et divisée entre les princes de famille royale. Parmi les quatre ou cinq princes les plus puissants, les deux sont plus importants : Prince Héritier : Abdullah et prince Nayef : Ministre des affaires intérieures et Chef des services de renseignements. Les relations entre ces deux leaders sont tendues. La monarchie saoudite est entre divisée deux fractions politiques séparées. Les élites à tendance occidentale considèrent l'Europe et les Etats-Unis comme un modèle de développement politique tandis que les élites wahhabites considèrent l'Age d'or de l'Islam comme la guide. Dans ce débat, les deux plus puissants princes font partie de l'opposition. Prince Abdullah défend le plus de rapprochement à l'Occident alors que Nayef est du côté des établissements religieux anti-américaines qui partagent plusieurs buts avec Al Qaeda. Même, Nayef soutien Al Qaeda d'une façon tacite. Plus d'information sur ce sujet voir : Michael Scott Doran From *Foreign Affairs*, January/February 2004, <http://www.foreignaffairs.org/20040101faessay83105-p60/michael-scott-doran/the-saudi-paradox.html> visité le 04-08-2004

de tolérances et de pluralisme en Afrique et en Occident, en Extrême-Orient, et en Asie centrale. Le Wahhabisme était pratiquement inconnu en Irak du Nord jusqu'à la poussée massive des missionnaires au début des années 1990. Plusieurs mosquées engagées dans une activité radicale en Allemagne, au Royaume Uni et au Canada ont été établies avec les dons des sources privées de l'Arabie Saoudite.<sup>91</sup>

## B. Les Etats voyous

Le concept d'État voyou – défini comme celui qui menace la sécurité collective en général et les intérêts américains en particulier – a fait son apparition dès les années 80, lorsque le président Reagan déclara le leader libyen Kadhafi hors-la-loi.<sup>92</sup>

Selon les Etats-Unis, les caractéristiques des Etats voyous serait de :

- brutaliser leurs propres citoyens et gaspiller leurs ressources nationales pour le gain personnel;
- ne montrer aucun respect pour le droit international, menacer leurs voisins, et violer les traités internationaux dont ils font partie;<sup>93</sup>
- tenter d'acquérir des armes de destruction massive, et d'autres technologies militaires avancées, à les employer comme menaces face à leurs voisins<sup>94</sup>
- soutenir le terrorisme autour du monde; et,
- rejeter les valeurs fondamentales humaines et se dresser contre les Etats-Unis et tout ce qu'ils représentent.<sup>95</sup>

George W. Bush a déclaré les Etats voyous comme les ennemis principaux. Le Secrétaire d'Etat à la Défense, Donald Rumsfeld, a déclaré que l'ennemi des Etats-Unis était un réseau global d'organisations terroristes et des Etats qui les soutenaient.<sup>96</sup> Les analystes utilisent divers mots pour ces pays : Voyous, faillis ou déstructuré. (*Rogue, Failing, and Failed States*). Pour éviter les représailles, les Etats

<sup>91</sup> Burke, *art. cit.*, pp.1-4.

<sup>92</sup> Meghan L. O'Sullivan, "Les dilemmes de la politique américaine vis-à-vis des *Rogue States*", **Politique Etrangère**, janvier 2000, p.68.

<sup>93</sup> Anthony Lake, "Confronting Backlash States", **Foreign Affairs**, mars-avril 1994, p. 46.

<sup>94</sup> O'Sullivan, *art. cit.*, p.68.

<sup>95</sup> Jeffrey Record, *Bounding The Global War On Terrorism*, December 2003, p. 25.

<http://www.carlisle.army.mil/ssi/pdf/00200.pdf> visité le 06-08-2004

<sup>96</sup> <http://www.defenselink.mil/speeches/2001/s20010927-secdef.html> publié en **New York Times**, Thursday, September 27, 2001. visité le 09-08-2004

voyous peuvent utiliser le terrorisme comme un outil qui pourrait être nié facilement. Le rapport des Etats voyous avec terroristes peut être très varié. La lutte contre les Etats voyous pourrait être conduite par des méthodes traditionnelles de relations interétatiques - dissuasion, coercition-. Les Etats Faillis sont des terrains séduisant pour les bases terroristes, et les Etats-Unis ne veulent pas que ces pays deviennent l'abri du terrorisme international.<sup>97</sup> Donc, la coopération entre Al Qaeda et les gouvernements des Etats Faillis dans *l'arc du chaos*<sup>98</sup> est la menace la plus sérieuse pour les Etats-Unis et le système international. A peu d'exceptions, les Etats de cet arc sont gouvernés d'une façon corrompue et impopulaire. Dans les Etats faillis, l'application des lois est insuffisante. Les forces militaires jouent un rôle très important.

Le contrôle qu'exercent les gouvernements des Etats Faillis est faible sur leur propre territoire. Le Yémen en offre un bon exemple; son gouvernement n'a pratiquement aucun contrôle des deux tiers du pays. Les *Etats Faillis* ne peuvent pas assumer leurs responsabilités internes et externes. Dans ces pays, les gouvernements luttent pour survivre contre les guérillas, ces gouvernements ayant la volonté, mais pas la capacité, d'assumer leurs responsabilités. Ce qui fait que le choix est difficile pour les Etats-Unis. Le soutien des gouvernements oppressifs peut assurer la meilleure protection à court terme pour les intérêts politiques et les vies des citoyens américains à l'étranger tout en augmentant l'hostilité envers les Etats-Unis chez les populations opprimées.

Les Etats Faillis sont ceux dont les gouvernements ne peuvent pas maintenir l'ordre interne.<sup>99</sup> L'Afghanistan en est un exemple. Les Etats-Unis ont deux alternatives principales contre les Etats voyous: 1) envahir unilatéralement et entreprendre la formation de la nation à long terme. 2) Faire la même chose mais multilatéralement grâce aux établissements internationaux. Puisqu'il y a beaucoup d'Etats Faillis, l'invasion unilatérale et la formation de nation ne peuvent pas être soutenues par l'opinion publique américaine. La formation de nation par les

---

<sup>97</sup> Worley, *op.cit.*, p.7.

<sup>98</sup> Cet arc s'étend du Nord de l'Afrique, par le Moyen-Orient, à travers l'Asie centrale, et jusqu'en Indonésie et aux Philippines.

<sup>99</sup> R. Craig Nation, "Regional Studies in A Global Age" in J. Boone Bartholomees (ed.) *U.S. Army War College Guide to National Security Policy and Strategy*, July 2004, p.55.

établissements internationaux est plus réalisable mais la communauté internationale ne peut pas convenir en matière de moment et de lieu.

Les Etats voyous ont des idéologies différentes et des objectifs spécifiques, mais ce qui les unit est leur but de changer le statu quo local et régional. L'Irak et l'Iran aspirent à dominer la région du Golfe persique. La Corée du Nord cherche le contrôle de la péninsule coréenne. La Syrie cherche à intimider Israël et à contrôler une partie du Moyen-Orient. La Serbie cherche la domination ethnique de la région balkanique. De telles aspirations mènent typiquement des Etats voyous à menacer leurs voisins dont beaucoup sont des alliés des Etats-Unis et à contrôler les ressources régionales qui sont vitales pour la communauté occidentale.<sup>100</sup>

Ces pays comme l'Iran, l'Irak, le Pakistan, la Syrie, la Corée du Nord, et la Libye ont la possibilité de disposer des ADM basées sur la technologie, les armes, et le savoir-faire obtenu de la Russie et de la Chine.

La possession des ADM par des Etats voyous pose plusieurs risques. L'un de ces risques est qu'ils peuvent l'utiliser afin de changer le statu quo. Un autre risque est que les ADM peuvent permettre aux Etats voyous de décourager l'intervention extérieure. Ceci leur permettrait de conduire des agressions conventionnelles contre leurs voisins. Ce risque augmenterait si les Etats voyous atteignaient la supériorité conventionnelle par rapport à leurs voisins. Les Etats voyous disposant des ADM ne sont pas une menace directe pour les Etats-Unis puisque les forces nucléaires et conventionnelles des Etats-Unis les dépassent. Part contre, les Etats voyous peuvent de plus en plus utiliser des stratégies asymétriques<sup>101</sup> pour défier la puissance militaire des Etats-Unis, d'une manière indirecte mais potentiellement efficace. Ces stratégies asymétriques englobent des attaques sur les cibles *soft*, telles que des civils américains et des équipements non militaires. Les bombardements des

<sup>100</sup> Kori Schake, "Rogue States and Proliferation: How Serious is the Threat?" in Hans Binnendijk (ed.), *Strategic Assessment 1999, Priorities for a Turbulent World*, Washington, National Defense University Press, 1999, p.220.

<sup>101</sup> L'Asymétrie consiste à refuser les règles du combat imposées par l'adversaire rendant ainsi des opérations totalement imprévisibles. Cela suppose à la fois l'utilisation de forces non-prevues à cet effet, et surtout insoupçonnables (comme les civils), utilisations d'armes contre lesquelles les moyens de défense ne sont pas adaptés (armes de destruction massive), l'utilisation de méthodes qui refusent la guerre conventionnelle (guérilla, terrorisme), des lieux d'affrontements imprévisibles (centres-villes, lieux publics), et l'effet de surprise, cette dernière caractéristique étant la plus importante. Pour plus de renseignement voir Pascal Boniface, *op.cit.*, pp.149-152.

ambassades des Etats-Unis à Nairobi et à Dar es Salaam par le réseau terroriste de Laden incarnent une telle stratégie.

Le terrorisme est de plus en plus incorporé aux stratégies asymétriques. Le Président Clinton a placé le terrorisme au sommet de l'ordre du jour de la sécurité américaine. Son Secrétaire d'Etat à la Défense, William Cohen, caractérisait le terrorisme comme la nouvelle lutte globale remplaçant la confrontation avec l'Union soviétique. Tandis que le rapport intitulé *Patterns of Global Terrorism* indiquait que le nombre des actes terroristes avait diminué, le nombre des victimes a brusquement augmenté. Le nombre des actes terroristes internationaux a diminué de 666 en 1987 à 304 en 1997.<sup>102</sup> Deux tiers de ces attaques étaient des actes de violence politiquement motivée contre les cibles commerciales qui n'ont causé aucune mort. Pourtant les décès causés par le terrorisme se sont élevés de 163 en 1995 à 311 en 1996, indiquant une tendance vers les attaques sur les cibles civiles et l'utilisation de bombes plus destructrices. Les attaques terroristes sont de plus en plus concentrées sur les Etats-Unis et les symboles de sa puissance, plutôt que les intérêts commerciaux de l'Occident en général.<sup>103</sup>

L'administration Clinton a défini les Etats voyous comme les Etats choisissant non seulement d'être en dehors de la famille des démocraties mais rejetant également ses valeurs fondamentales. Les Etats voyous n'obéissent pas aux normes internationales et ne répondent pas aux moyens habituels de la dissuasion.<sup>104</sup> L'intégration de ces Etats dans l'économie globale est importante pour contrôler leurs menaces. La stratégie d'augmenter le nombre des Etats démocratiques constituait l'objectif de sécurité nationale de l'administration Clinton. Cet objectif ne pouvait pas produire des Etats soutenant les intérêts et la sécurité des Etats-Unis, mais il réduirait le nombre potentiel des Etats voyous. Il leur donnerait également plus d'incitations pour accepter les normes internationales plutôt que pour soutenir les régimes voyous.

Le 20 septembre 2001, dans son discours, le président Bush a lancé aux États qui soutiennent le terrorisme l'avertissement suivant : “ Chaque pays, sur chaque continent, doit maintenant prendre une décision : soit il est avec nous, soit il est avec

<sup>102</sup> *Patterns of Global Terrorism: 1997*, Department of State Publication 10535, Office of the Secretary of State, Released April, 1998. [www.mipt.org/pdf/1997pogt.pdf](http://www.mipt.org/pdf/1997pogt.pdf) visité le 12-08-2004

<sup>103</sup> Schkake, *op. cit.*, p.222.

<sup>104</sup> *ibid.* p.220.

les terroristes.”<sup>105</sup> Les sept États désignés comme commanditaires du terrorisme, à savoir la Corée du Nord, Cuba, l’Iran, l’Irak, la Libye, le Soudan et la Syrie, ont clairement entendu le message du président.<sup>106</sup> L’Iran et la Syrie cherchent à gagner sur les deux fronts. D’autre part, ils ont sévi contre certains groupes terroristes, dont Al Qaeda. D’autre part, ils ont maintenu leurs liens avec d’autres réseaux terroristes, notamment le Hamas et le Hezbollah, affirmant qu’il s’agit de mouvements de libération nationale. La Corée du Nord, qui a initialement bien réagi, a mis fin à ses efforts en 2000. Malgré la tendance vers la diminution du rôle des États comme force directrice de la menace terroriste globale, les États parrains du terrorisme représentent encore un obstacle majeur à la campagne internationale contre le terrorisme.

Dans certaines régions, notamment Israël, la Cisjordanie et la bande de Gaza, les États commanditaires du terrorisme demeurent une force de soutien importante du terrorisme. L’Iran continue d’appuyer fermement le Hezbollah, le Hamas et le Djihad islamique palestinien. L’Irak recourt au terrorisme contre les groupes dissidents irakiens opposés au régime de Saddam Hussein. La Syrie a maintenu son appui au Hezbollah et a autorisé le Hamas, le Djihad islamique palestinien et autres groupes palestiniens opposés aux négociations avec Israël à garder des bureaux à Damas.

### 1. L’Iran

L’Iran est le seul pays musulman non arabe du Moyen Orient. Avant la révolution islamiste d’Ayatollah Khomeiny, l’Iran était l’allié des Etats-Unis sous le régime du Shah. Mais c’est après cette révolution que l’Iran est devenu l’un des principaux ennemis des Etats-Unis.<sup>107</sup> En dépit de son président actuel modéré, Khatami, l’Iran demeure un pays islamiste vu le poids des mollahs dans le système politique.

L’Iran est resté en 2001 l’un des parrains les plus actifs du terrorisme. Le Corps des gardes de la révolution islamique (IRGC) et le Ministère du renseignement et de la sécurité (MOIS) sont resté impliqués dans la planification et le soutien de divers groupes qui utilisent le terrorisme pour parvenir à leurs fins. Depuis le

<sup>105</sup> Discours à la Session Commune du Congrès au peuple américain, le 20 septembre 2001, [www.whitehouse.gov/news/releases/20010920-8.html](http://www.whitehouse.gov/news/releases/20010920-8.html) visité le 18-08-2004

<sup>106</sup> Jermalavicius, *art. cit.*, p.113.

<sup>107</sup> Raymond Tanter, *Rogues Regimes, Terrorism and Proliferations*, London, Macmillan, 1999, p.41.

déclenchement de l'Intifada, le soutien aux groupes palestiniens qui recourent à la violence contre Israël s'est intensifié. Durant l'année 2001, l'Iran a cherché à encourager les activités anti-israéliennes en augmentant son soutien aux groupes terroristes visant Israël. Le chef suprême Khamenei a continué de qualifier Israël de *'tumeur cancéreuse'* qu'il faut extraire.<sup>108</sup> L'Iran a continué de financer, d'abriter, de former et d'armer le Hezbollah et les groupes palestiniens hostiles en Israël, notamment le Hamas et le Djihad islamique palestinien.

Il semble cependant qu'au cours de l'année dernière, l'Iran ait réduit son implication dans d'autres formes de terrorisme. Il n'existe notamment aucune preuve de l'implication de l'Iran dans les attaques du 11 septembre contre les États-Unis. Le président Khatami a condamné les attaques et offert ses condoléances au peuple américain.

Durant l'opération "Liberté immuable"<sup>109</sup> Téhéran a informé les États-Unis que si un avion américain s'écrasait en Iran, les forces iraniennes aideraient les équipages en détresse conformément aux conventions internationales. Lors de la conférence tenue à Bonn en 2001, l'Iran a coopéré avec les États-Unis et leurs alliés à la création de l'Autorité afghane intérimaire. L'Iran a en outre promis de fermer ses frontières avec l'Afghanistan et le Pakistan afin d'empêcher l'infiltration du Taliban et des membres d'Al Qaeda. Certains affirment cependant que des Afghans arabes, notamment des membres d'Al Qaeda, ont utilisé l'Iran comme lieu de transit pour entrer en Afghanistan ou en sortir.

## 2. L'Irak

L'Irak a été gouverné par la dictature de Saddam Hussein de 1979 à 2003. Pendant son règne, l'Irak a fait trois guerres. La première était contre l'Iran qui a éclaté en 1980 et a duré huit années sans aucun résultat concret. En 1990, la force irakienne a envahi le Koweït. La coalition internationale sous le leadership des États-Unis a sauvé le Koweït. Entre les années 1990 et 2003, les États-Unis ont suivi la politique de double endiguement (*dual containment*) contre l'Irak et l'Iran en même temps.

<sup>108</sup> U.S Department of State, Patterns of Global Terrorism 2001, p.65

<http://www.state.gov/documents/organization/10296.pdf> visité le 24-08-2004

<sup>109</sup> Le 20 septembre : Georges Bush exige que le Taliban livrent Oussama Ben Laden en tant que le responsable du 11 septembre. Quand l'Afghanistan refuse à livrer ben Laden, les États-Unis avec une coalition d'une quarantaine d'États alliés déclenchent l'opération Justice sans limites (ultérieurement renommée Liberté immuable).

Pendant sa dictature, Saddam a utilisé les armes chimiques contre les Kurdes habitant le Nord de l'Irak et s'est efforcé d'acquérir les armes de destruction massive.

L'Irak est le seul pays arabo-musulman qui n'a pas condamné les attaques perpétrées le 11 septembre contre les États-Unis. En outre, le gouvernement a continué d'offrir une formation et des encouragements politiques à de nombreux groupes terroristes. Elle a fourni des bases à plusieurs groupes terroristes, notamment l'Organisation Moudjahidine Khalq (MEK), le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le Front de libération de la Palestine (FLP) et l'Organisation Abou Nidal (OAN). Conscient du rôle croissant du FPLP, le vice-président irakien a rencontré le secrétaire générale de cette organisation, le général Habbash, à Bagdad en janvier 2001, et exprimé le soutien continu de l'Irak à 'l'Intifada'. Bagdad a également continué d'accueillir d'autres groupes palestiniens opposés aux négociations avec Israël, notamment le Front arabe de libération et l'Organisation du 15 mai.<sup>110</sup>

### 3. La Corée du Nord

La Corée du Nord est un pays communiste. C'est un pays appelé *créateur de crises*<sup>111</sup> depuis la Guerre en 1950. La Corée du Nord a toujours maintenu une grande armée. En 1984, les services de renseignement américain ont indiqué que Pyongyang poursuivait un programme de développement des armes nucléaires. Quoique la Corée du Nord ait signé le Traité de non-prolifération en 1985, elle a poursuivi ses efforts de développement des armes nucléaires.<sup>112</sup>

La réaction de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) aux efforts internationaux de lutte contre le terrorisme a été décevante. Dans une déclaration diffusée après les attaques du 11 septembre, la RPDC a réaffirmé sa politique d'opposition au terrorisme et à tout appui au terrorisme. Elle a également signé la Convention des Nations unies pour la répression du financement du terrorisme, et accédé à la Convention contre la prise d'otages. Cependant, malgré l'insistance de la communauté internationale, la Corée du Nord n'a pris aucune mesure d'importance en vue de participer à la campagne antiterroriste et, notamment, n'a répondu aux offres de discussion sur le terrorisme faites par les États-Unis. De même, elle n'a

<sup>110</sup> U.S Department of State, Patterns of Global Terrorism 2001, p.65

<sup>111</sup> Tanter, *op. cit.*, p.205.

<sup>112</sup> *ibid.*p.233.

annoncé aucune mesure visant à rechercher et à bloquer les avoirs financiers de groupes terroristes, ainsi que le demandait la résolution 1373 du Conseil de sécurité.

#### 4. La Syrie

Entre 1970 et 2002, la Syrie a été gouvernée par le président Hafez al Asad. Une forte personnalité, il a exclusivement contrôlé la politique des affaires étrangères. Du fait de l'occupation du Golan par les forces israéliennes à la suite de la Guerre arabo-israélienne en 1967, la Syrie est entrée en conflit permanent avec Israël et les Etats-Unis qui le soutiennent.<sup>113</sup> Pendant son régime, Hafez Al Assad a soutenu les organisations terroristes. Mais avec l'arrivée au pouvoir de son fils M. Bashar al-Assad, on constate un changement de la politique de la Syrie vis-à-vis des organisations terroristes.

Le président actuel de la Syrie, M. Bashar al-Assad, et ses principaux collaborateurs ont publiquement condamné les attaques du 11 septembre. Le gouvernement syrien a également coopéré avec les États-Unis et d'autres gouvernements étrangers aux fins d'enquêtes sur Al Qaeda et sur d'autres groupes ou individus liés au terrorisme.

Le gouvernement syrien n'a été directement impliqué dans aucun acte terroriste depuis 1986, mais il a continué en 2001 à fournir l'asile et un appui logistique à plusieurs groupes terroristes. Le Front populaire de libération de la Palestine d'Ahmad Jibril - commandement général (FPLP-CG), le Djihad islamique palestinien (DIP), le Fatah-Intifada d'Abou Moussa, le Front populaire pour la libération de la Palestine de Georges Habash, et le Hamas ont gardé des bureaux à Damas.<sup>114</sup> Damas a toutefois respecté dans l'ensemble son accord antiterroriste de septembre 2000 avec Ankara, et notamment son engagement de 1998 à ne pas soutenir le Parti des travailleurs du Kurdistan.

La désignation d'un pays comme fournisseur d'une aide répétée au terrorisme international (son inscription sur la liste du terrorisme) entraîne l'imposition de quatre catégories principales de sanctions de la part des États-Unis :

1. l'embargo sur les exportations et ventes à ce pays liées à l'armement,

<sup>113</sup> Tanter, *op. cit.*, p.186.

<sup>114</sup> U.S Department of State, *Patterns of Global Terrorism 2001*, p.68

2. l'application de restrictions aux exportations à ce pays d'articles à double usage, exigeant la notification dans les 30 jours au Congrès des exportations de biens ou de services qui pourraient accroître notablement les capacités militaires du pays ou son aptitude à soutenir le terrorisme,
3. l'interdiction de l'aide économique,
4. enfin, l'application de diverses restrictions financières.<sup>115</sup>

Les Etats-Unis ont l'intention d'identifier et de pénétrer dans les Etats voyous et dans les organisations terroristes, (existant ou potentiel), de surveiller leurs relations pour empêcher des actions probables. Pendant presque une décennie, les Etats-Unis ont cherché avec peu d'effet l'appui de leurs alliés pour endiguer les Etats voyous et pour empêcher la prolifération des armes de la destruction massive. Mais, on peut dire qu'ils n'ont pas réussi à obtenir le soutien des autres puissances à l'exception du Royaume-Uni contre les Etats voyous qui se trouvent au Moyen Orient. Ils ont dû agir unilatéralement pour endiguer l'Iran et pour occuper l'Irak. L'action unilatérale réduit non seulement la légitimité internationale d'employer la force militaire, mais elle réduit également la puissance des Etats-Unis contre les actions terroristes.

---

<sup>115</sup> *Ibid.*, p.64

## **II- DEUXIEME PARTIE : EXEMPLES D'APPLICATION DE LA DOCTRINE DE GUERRE PREVENTIVE**

### **A. La Guerre contre le terrorisme international en Afghanistan**

Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 sur les Etats-Unis ont changé fondamentalement les conceptions de sécurité des Etats-Unis au 21<sup>ème</sup> siècle.<sup>116</sup> En effet, excepté certains accords multilatéraux et le déploiement des missiles, les priorités de politique étrangère de George W. Bush et son administration n'étaient pas radicalement différentes de celle de leurs prédécesseurs. Bush avait déjà approuvé l'élargissement de l'OTAN, accepté de garder des troupes aux Balkans, et continué à poursuivre les efforts de libéralisation des marchés globaux. L'administration Bush s'était focalisée principalement sur les questions domestiques, et les nouvelles initiatives internationales étaient notamment absentes. Après les attaques terroristes la guerre contre le terrorisme a dominé l'ordre du jour de l'administration Bush plutôt que la politique domestique. On peut même prétendre que les Etats-Unis se sont autant investi dans la guerre contre le terrorisme que celle-ci semble devenir le seul objectif de la politique étrangère de l'administration Bush.

Le premier pas de la lutte contre le terrorisme international est déclenché par la guerre en Afghanistan. L'objectif principal de la guerre était de renverser le régime de Taliban qui n'avait pas accepté de livrer Oussama ben Laden aux Etats-Unis. Le deuxième objectif était de détruire les camps d'Al Qaeda en Afghanistan et de capturer Oussama ben Laden considéré comme le responsable principal des attaques du 11 septembre, 'mort ou vif'.

#### **1. Le 11 Septembre et la lutte contre le terrorisme international**

Le 11 septembre a mis instantanément fin à l'après-guerre froid qui avait commencé presque 12 ans plus tôt. Cette période avait débuté avec la chute du mur de Berlin

<sup>116</sup> Stephen M. Walt, "Beyond bin Laden, Reshaping U.S Foreign Policy", **International Security**, Vol. 26, Issue 3, p.56.

dans la nuit du 8 novembre 1989, suivie en succession rapide par l'effondrement du communisme en Europe de l'Est, par la fin de la guerre froide et, en décembre 1991, par l'éclatement de l'Union soviétique. Les attaques terroristes du 11 septembre, ont remplacé une donnée stratégique majeure dont l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 les avait privés pendant dix ans. Cette nouvelle politique, aujourd'hui dénommé "*doctrine Bush*", cible les menaces que représentent le terrorisme et les armes de destruction massive.<sup>117</sup> Sous le nom de 'terrorisme', cet ennemi désigné est désormais l'islamisme radical. Un premier objectif a été annoncé dès le lendemain du 11 septembre: démanteler le réseau Al Qaeda et capturer Oussama Ben Laden, responsable d'un crime qui causé 3000 morts. L'Afghanistan est devenu la première cible de guerre contre le terrorisme puisqu'elle abrite Oussama ben Laden.<sup>118</sup>

Le 11 septembre 2001, dans une attaque coordonnée, des pirates aériens ont frappé le Centre Commercial Mondial (*World Trade Center*) tuant des milliers de personnes. Le troisième avion détourné a frappé le Pentagone causant des dégâts. Un quatrième qui a été détourné, s'est écrasé près de Pittsburgh en Pennsylvanie soulevant la spéculation que sa mission visait la Maison Blanche. Ces cibles étaient les symboles de domination des Etats-Unis.<sup>119</sup> Ces attaques terroristes étaient les plus graves de l'histoire des Etats-Unis. Le coût de la destruction des tours à New York est d'environ 80 milliards de dollars, ce qui peut être comparé aux budgets importants de l'Etat.<sup>120</sup> Les Américains ont été surpris par l'ampleur et l'audace des attaques. Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière dans l'histoire mondiale du terrorisme. L'attaque elle-même a revêtu des caractéristiques très inhabituelles. C'est la première fois que des avions de ligne ont été utilisés comme des *kamikazes*. Certains des terroristes ont été formés aux Etats-Unis. Par ailleurs, les autorités et les médias traitent la crise comme historique, puisqu'elle a causé :

- La fermeture et l'évacuation des ministères/administrations et monuments publics,
- La fermeture de la Bourse de New York pendant une semaine

<sup>117</sup> The National Security Strategy of the United States of America, September 2002, The White House, Washington, p.5

<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/12/WMDStrategy.pdf> visité le 15-06-2004

<sup>118</sup> Walt, *art.cit.*, p.58

<sup>119</sup> *World Trade Center* est le symbole de l'économie, le *Pentagone* le symbole de la puissance militaire, et Washington est le celui de la suprématie politique des Etats-Unis.

<sup>120</sup> Denis Lambert, "Notre ami américain et la dissuasion française", **Défense Nationale**, (2004), volume 60, issue 4, p.104-119.

- La fermeture des aéroports pendant deux jours <sup>121</sup>

À la suite de ces attaques, la politique de sécurité de l'Amérique a subi des changements cruciaux, en particulier en vue de prévoir les actes des terroristes et de leurs défenseurs. Le 14 septembre 2001, le Congrès a autorisé l'utilisation de la force contre ceux qui ont projeté ou commis les attaques du 11 septembre et ceux qui ont hébergé les terroristes.<sup>122</sup>

Le 26 octobre 2001, le Congrès a adopté l'acte intitulé l'**USA Patriot Act**<sup>123</sup> qui accorde des pouvoirs exceptionnels à la police, réduit sensiblement le rôle de la défense et représente une remise en question de l'habeas corpus qui, dans la tradition anglo-saxonne, garantit les libertés individuelles.<sup>124</sup> Cette loi autorise l'arrestation, la déportation et la mise à l'isolement de suspects. Elle supprime toute délégation judiciaire pour procéder à des écoutes téléphoniques ou à contrôler le courrier et les communications par internet.<sup>125</sup> Le Ministère de la Justice a par ailleurs chargé le FBI d'interroger 5000 personnes originaires du Moyen-orient entrés récemment aux Etats-Unis,<sup>126</sup>

Les sentiments de l'opinion publique à la suite des événements laissent à l'administration américaine une grande marge de manoeuvre pour gérer la situation. L'opinion publique est d'accord avec le Président pour caractériser les événements comme '*un acte de guerre*'. 86 % des personnes interrogées sont d'accord, seulement 10 % sont d'avis contraire<sup>127</sup>

Le 29 janvier 2002, le président a averti que les Etats-Unis ne permettraient pas à des agresseurs le premier coup (*first strike*).<sup>128</sup> Enfin, le document officiel issu par la Maison Blanche en 2002 septembre, et intitulé *The National Security Strategy (NSS)*

<sup>121</sup> Le trafic aérien commercial n'avait jamais été arrêté dans l'histoire des Etats-Unis jusqu'au 11 septembre dernier. <http://www.defense.gouv.fr/das/etudes/etude/11septembre/7#7> visité le 14-08-2004

<sup>122</sup> La résolution a été adoptée par un vote de 98 à 0 au Sénat et de 420 à 1 à la Chambre des représentants.

<sup>123</sup> Cet acte vise à unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils appropriés pour déceler et contrer le terrorisme

<sup>124</sup> Cet acte est adopté à une majorité écrasante (98 voix contre 1 au Sénat, et 357 contre 66 à la Chambre des représentants),

<sup>125</sup> Philippe Rivière, 'Démolisseurs des libertés américaines', **Le Monde Diplomatique**, mars, 2003, p.22

<sup>126</sup> [http://cicg.free.fr/dirrepr/anderson.htm#\\_ftnref1](http://cicg.free.fr/dirrepr/anderson.htm#_ftnref1)

<sup>127</sup> [www.gallup.com/poll/releases/pr010912.asp](http://www.gallup.com/poll/releases/pr010912.asp) visité le 14-08-2004

<sup>128</sup> *The National Security Strategy of the United States of America*, September 2002, The White House, Washington, p.15.

<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/12/WMDStrategy.pdf> visité le 15-06-2004

*of the United States of America*, détermine la prévention comme une ligne de conduite ainsi qu'un projet de développement socio-économique pour la région du Moyen Orient, est que l'on peut considérer comme la base du projet du Grand Moyen Orient. L'autre but important est de trouver les responsables et de les traduire en justice.<sup>129</sup> L'opinion publique approuverait des représailles contre les organisations terroristes et les nations qui leur prêtent assistance. Selon le sondage du *Washington Post*, 93 % des personnes interrogées sont d'accord pour prendre des mesures de représailles à l'encontre des groupes ou des nations responsables des attentats. Dans le cas où l'Afghanistan refuserait de livrer Oussama Ben Laden aux Etats-Unis, 85 % des personnes interrogées trouveraient justifié que les EU attaquent l'Afghanistan.<sup>130</sup>

L'attaque sur les Etats-Unis n'a pas changé chaque aspect de la politique du monde, mais elle a souligné plusieurs priorités de la politique étrangère des Etats-Unis telle que le terrorisme qui n'avait pas jusque-là joui d'une attention suffisante. On peut constater que l'opinion publique américaine et les Etats-Unis ont tiré quatre leçons des attaques du 11 Septembre. La compréhension de ces leçons sera essentielle à la campagne immédiate contre Al Qaeda et à n'importe quel effort de réduire le danger du terrorisme global.

### **Leçon 1: La politique étrangère des Etats-Unis a un prix**

Depuis le début des années 90, les dirigeants des Etats-Unis ont agi comme si les Etats-Unis pouvaient poursuivre des buts ambitieux de politique étrangère sans devoir faire des sacrifices significatifs. Bien que les forces militaires des Etats-Unis aient été remarquablement actives, les coûts humains et économiques de ces activités aux Etats-Unis ont été extraordinairement bas. Les victimes dans la guerre de Golfe en 1991 étaient bien inférieures à prévus, et la force aérienne des Etats-Unis a patrouillé la zone d'exclusion aérienne (*no-fly-zone*) en Irak et a conduit des incursions permanentes de bombardement pendant presque une décennie sans perdre un avion. Les interventions suivantes des Etats-Unis en Haïti, en Somalie, en Bosnie,

<sup>129</sup> Dan Balz and Bob Woodward, "10 Days in September" *The Washington Post*, Eight Part Series, January 27-February 3, 2002

<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/politics/news/postseries/tendaysinseptember/> visité le 14-08-2004

<sup>130</sup> [www.washingtonpost.com/wp-srv/politics/vault/stories/data091401.htm](http://www.washingtonpost.com/wp-srv/politics/vault/stories/data091401.htm) visité le 14-08-2004

et au Kosovo ont causé moins de cinquante décès pour les Etats-Unis.<sup>131</sup> C'est un accomplissement militaire excellent, mais il a renforcé la croyance que les Etats-Unis pourraient gérer le monde sans trop risquer sa peau et ses ressources.

Avec les attaques du 11 septembre, cependant, Al Qaeda a démontré que le coût de l'engagement global des Etats-Unis serait plus grand que les Américains le pensaient. En dépit de sa supériorité militaire écrasante et sa force économique solide, les Etats-Unis se sont avérés être vulnérables. Et le prix augmenterait dans l'avenir, si Al Qaeda ou d'autres groupes terroristes acquièrent des instruments bien plus mortels (tels qu'une arme nucléaire). Oussama Ben Laden et le réseau Al Qaeda pourraient gagner la guerre actuelle s'ils parvenaient à se procurer des armes biologiques ou nucléaires. Les en empêcher est devenu l'objectif prioritaire des Etats-Unis et de leurs alliés.<sup>132</sup>

La première leçon est, donc, que les Etats-Unis ne peuvent plus supposer qu'ils peuvent exercer une influence globale à peu ou pas de coût du tout.<sup>133</sup>

## **Leçon 2: Les Etats-Unis sont moins populaires qu'ils ne le pensent**

D'un côté, les Américains sont enclins à voir leur pays comme un modèle et souvent supposent que les autres sociétés admirent les Etats-Unis et apprécient son rôle global. D'autre part, des organisations terroristes tels qu'Al Qaeda ainsi que plusieurs Etats sentent une haine intense vers les Etats-Unis et sa domination globale. Aux yeux de ces extrémistes, les Etats-Unis sont le "tyran global" dont l'interférence dans le monde islamique doit être opposée par tous les moyens nécessaires.<sup>134</sup> En 2002, Oussama ben Laden a déclaré : ' Jusqu'à quand est-ce que vous nous tuerez et détruirez notre pays? C'est le temps de résister. Si vous tuez, vous serez tués, si vous bombardez, vous serez bombardés.'<sup>135</sup>

<sup>131</sup> Walt, *art.cit.*, p.58

<sup>132</sup> Francis Pisani, "Une Nouvelle Doctrine Militaire Américaine, Guerre En Réseaux Contre Un Ennemi Diffus", *Le Monde Diplomatique*, juin, 2002, p.12.

<sup>133</sup> Walt, *art.cit.*, p.59.

<sup>134</sup> Fareed Zakaria, "Why Do They Hate Us?" *Newsweek*, October 15, 2001, pp. 22-40.

<sup>135</sup> Ted Rall, *Gas War The Truth Behind the American Occupation Afghanistan*, Writers Club Press, New York, p.14.

Les soucis concernant le rôle des Etats-Unis ne sont pas confinés au monde arabe ou islamique. Tout au long des années 90, la Russie, la Chine, et l'Inde accusent les Etats-Unis d'ignorer leurs intérêts et d'essayer d'imposer ses propres préférences au reste du monde. Même des alliés traditionnels des Etats-Unis ont été préoccupés par la concentration de la puissance entre les mains des Etats-Unis et l'inclination de Washington à l'unilatéralisme, et ils ont recherché des méthodes pour contraindre la liberté d'action des Etats-Unis.<sup>136</sup>

Bien que les Etats-Unis aient joui d'une considérable sympathie internationale au lendemain des attaques du 11 septembre, l'appui international n'a pas été sans conditions. Ses alliés principaux ont indiqué clairement qu'ils voulaient que la réponse des Etats-Unis soit mesurée. Les alliés des Etats-Unis ont été particulièrement concernés que les Etats-Unis saisissent cette occasion pour attaquer l'Irak, et un groupe de chefs d'Etat de l'Union européenne a souligné que la réponse des Etats-Unis devrait être proportionnelle à l'attaque.

D'autres Etats ont soutenu les Etats-Unis parce qu'ils conviennent que le terrorisme est une menace et Washington a indiqué clairement que la neutralité n'est pas une option. Ces pays ont vu, en même temps, cette crise comme une occasion pour avancer leurs propres intérêts. Ainsi, la Russie a cherché à gagner le consentement des Etats-Unis à sa propre campagne contre les terroristes islamistes en Tchétchénie, le Pakistan a obtenu d'importantes concessions économiques, et l'Ouzbékistan a négocié pour une garantie de sécurité.

### **Leçon 3: Les Etats 'faillis' posent un problème de sécurité internationale**

Quand les gouvernements s'effondrent, cette anarchie déclenche souvent la migration à grande échelle, le chaos économique, et la violence de masse. Bien que ces effets se soient souvent étendus aux pays voisins, les Etats 'faillis' comme la Somalie, la Sierra Leone, le Libéria, le Rwanda, et l'Afghanistan ont été habituellement

---

<sup>136</sup> Ainsi, Le ministre des affaires étrangères Hubert Védrine a défini les Etats-Unis comme une hyperpuissance et a déclaré que la politique étrangère de la France ... visait à créer un monde multipolaire. Le Chancelier de l'Allemagne Gerhard Schröder a aussi averti le danger de "l'unilatéralisme" par les Etats-Unis était incontestable" Craig R. Whitney, "NATO at Fifty: Is It a Misalliance?" *New York Times*, février 15, 1999, p.7.

considéré comme un problème humanitaire.<sup>137</sup> En conséquence, les réponses internationales ont généralement été hésitantes et seulement partiellement réussies. Les attaques du 11 septembre démontrent que ces Etats sont plus qu'une tragédie humanitaire; elles peuvent également être un problème important de sécurité internationale. Le gouvernement Taliban et le mouvement d'Al Qaeda sont nés du conflit civil prolongé en Afghanistan, et Bin Laden a utilisé les Etats 'faillis' pour s'y réfugier et pour former ses bases depuis le milieu des années 1990. En effet, si l'Afghanistan avait été gouverné par un régime plus capable et plus modéré dans la décennie passée, Bin Laden n'y aurait pas trouvé de sanctuaire, et les attaques sur les Etats-Unis ne se seraient pas produites.

#### **Leçon 4: Les Etats-Unis ne peuvent pas agir indépendamment**

En conclusion, la réponse des Etats-Unis aux attaques terroristes est une preuve flagrante que même une superpuissance a besoin de l'appui des autres pays. Pendant les premiers mois de sa présidence, Bush a souvent agi comme si les avis des autres pays ne comptaient pas, avec une attitude caractérisée par sa poursuite inflexible des missiles de défense de et son rejet de plusieurs conventions internationales. Une fois que les Etats-Unis étaient attaqués, cependant, l'administration Bush a soudain découvert que l'appui international était indispensable. L'effort militaire contre Al Qaeda nécessitait l'accès aux territoires étrangers, la permission d'utiliser l'espace aérien étranger et le partage des renseignements avec les autres pays. Une campagne pour démanteler les réseaux de terroristes ne peut pas être réussie sans l'appui étendu et durable de beaucoup d'autres pays. Le soutien international légitime également l'utilisation de force contre Al Qaeda et le Taliban, et réduit la tendance des autres pays à voir les Etats-Unis comme une puissance impériale.

Diplomatiquement, les Etats-Unis se sont efforcés d'obtenir le soutien des organisations internationales et des Etats pour des opérations contre Al Qaeda. Dans cet effort, ils ont employé des moyens diplomatiques au sein des Nations Unies en vue de l'approbation d'une résolution du Conseil de sécurité. La résolution 1373, adoptée en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies a accordé une large autorité au Conseil de sécurité pour appliquer ses décisions. Cette résolution qui est

---

<sup>137</sup> Walt, *art. cit.*, p.62

obligatoire pour tous les États membres des Nations Unies, exige que tous les États membres criminalisent les activités financières d'Al Qaeda. Bien que cette résolution ait un effet plus symbolique que pratique, elle confère une légitimité multilatérale à la lutte contre le terrorisme menée par les États-Unis.

Dans le nouvel environnement, l'OTAN devait contribuer à la guerre contre le terrorisme. Les 19 membres de l'OTAN ont invoqué pour la première fois de l'histoire de l'Alliance l'Article, V du Traité de l'Atlantique Nord, article selon lequel une attaque contre l'un des États membres est considéré comme une attaque contre tous, et qui donne le droit aux États de passer à l'action dans le cadre de leurs procédures constitutionnelles respectives. Au total, ce sont 16 des 19 pays de l'OTAN qui ont contribué du personnel à la campagne en Afghanistan, bien que celle-ci n'ait pas été officiellement une opération de l'OTAN. Une coopération supplémentaire dans les domaines politiques, militaires et du renseignement a également été fournie par un grand nombre d'États, dont la Russie, la Chine et beaucoup des pays voisins de l'Afghanistan en Asie et au Proche-Orient.<sup>138</sup>

Cette stratégie de coopération incluait l'objectif de construction d'un soutien international pour la guerre en Afghanistan. L'appui des voisins régionaux de l'Afghanistan, en particulier, fournirait aux États-Unis la base, l'accès, et les droits de survol nécessaires pour poursuivre une campagne militaire en Afghanistan. Le soutien des autres nations fournirait un degré supplémentaire de légitimité et diminuerait le fardeau de la guerre sur les États-Unis. Les États-Unis ont cherché à obtenir le soutien des États musulmans pour la guerre en Afghanistan. En conséquence, l'administration a cherché à impliquer autant de nations que possibles.<sup>139</sup> Les États-Unis ont cherché la coopération des pays d'Asie centrale dont l'Ouzbékistan et le Pakistan, deux importants pays régionaux. Les territoires du Pakistan et de l'Ouzbékistan étaient particulièrement importants pour attaquer et isoler les combattants du Taliban et les militants d'Al Qaeda en Afghanistan. Pour obtenir le soutien du Pakistan, les États-Unis ont levé les sanctions qu'ils avaient posées en raison de son essai nucléaire, et accordé une nouvelle aide économique à ce pays. Les États-Unis ont également coopéré avec d'autres pays régionaux, tels que

<sup>138</sup> Robert Lieber, L'évolution de la pensée stratégique des États-Unis depuis le 11 septembre, Washington, p.7. <http://usinfo.state.gov/journals/itgic/0902/ijgf/ijgf0902.pdf> visité le 18-08-2004

<sup>139</sup> William R. Hawkins, "Terrorism, Missile Defense and Decisive Warfare," *Army*, November 2001, p. 38.

le Tadjikistan et le Turkménistan, pour fermer leurs frontières afin d'empêcher Al Qaeda ou les combattants du Taliban d'y échapper.

L'administration s'efforçait de démontrer sa volonté décisive de lutter contre le terrorisme. Bush et ses conseillers importants de sécurité nationale ont cru que la réponse de l'administration de Clinton au terrorisme était si faible qu'elle avait même incité une provocation; une invitation virtuelle de frapper les Etats-Unis de nouveau.<sup>140</sup> Les administrations précédentes avaient utilisé une série d'options diplomatiques internationales jusqu'aux sanctions économiques et aux actions secrètes militaires pour combattre le terrorisme international. L'application des ces sanctions était l'un des outils anti-terroristes le plus fréquemment utilisés des administrations des Etats-Unis. Les gouvernements soutenant le terrorisme international (tels qu'identifiés par le Département d'Etat) sont interdits de recevoir l'aide économique et militaire des Etats-Unis.<sup>141</sup>

En effet, les buts principaux de la politique étrangère des Etats-Unis sont également inchangés: Les Etats-Unis veulent toujours décourager la concurrence de sécurité par Europe et l'Asie, empêcher l'apparition de grandes puissances rivales, favoriser une économie mondiale ouverte, empêcher la diffusion des armes de destruction massive, et étendre la démocratie. Même la nouvelle guerre sur le terrorisme n'est pas entièrement un nouvel objectif. Les Etats-Unis et Al Qaeda s'étaient déjà confrontés à plusieurs occasions dans le passé. Ce qui a changé, naturellement, est la priorité attachée à ces différents buts. La campagne contre le terrorisme global est maintenant le but central de la politique étrangère des Etats-Unis. A court terme, la campagne a deux objectifs principaux. Le premier but est de supprimer Al Qaeda, en l'attaquant en Afghanistan et en éliminant ses cellules dans des autres pays. Le deuxième but est de remplacer les gouvernements qui hébergent Al Qaeda comme le Taliban en Afghanistan, et de démontrer aux autres gouvernements ce qui leur arriverait si elles permettaient d'organiser le terrorisme sur leur territoire.

<sup>140</sup> *ibid.* p. 38.

<sup>141</sup> Raphael F. Perl, "Terrorism and the Future" U.S Foreign Policy, Issue Brief for Congress, Library of Congress 2003, p.6., <http://www.fas.org/irp/crs/IB95112.pdf> visité le 20-08-2004

## 2. Les Liens entre le Taliban et Al Qaeda

Les événements antérieurs au 11 septembre en Afghanistan sont le meilleur exemple qui pour démontrer les menaces qui proviennent des Etats déstructurés. Les *zones grises* à laquelle la communauté internationale ne s'intéresse guère sont en fait les espaces idéaux pour que les terroristes s'insèrent.

Le coup d'Etat prosoviétique de 1978, et les réformes modernistes imposées brutalement avaient provoqué la révolte de la majorité de la population afghane sous l'étendard de l'Islam contre le régime 'athée'. L'invasion soviétique du 27 décembre 1979, visait à éviter l'effondrement du régime communiste en Afghanistan. Cette invasion marquait la fin de la détente aux relations internationales. Le président Carter, qui a déclaré en avoir beaucoup appris sur les Soviétiques a lancé un programme de réarmement que Ronald Reagan a poursuivi.<sup>142</sup> Après les trois premières années de sa présidence, Ronald Reagan s'est décidé à utiliser les crises régionales pour épuiser l'Empire soviétique. William Cassey, directeur de la CIA, avait la tâche de coordonner l'Aide aux *freedom fighters* (combattants de la liberté afghans, angolais ou nicaraguayens).<sup>143</sup> Les acteurs locaux et leurs stratégies sont principalement pris en compte par rapport aux enjeux globaux ou aux jeux bureaucratiques. Quant à l'Union soviétique, de 1980 à 1986, elle a appliqué une politique dont le but à long terme est de faire de l'Afghanistan une nouvelle république soviétique de l'Asie centrale.

Pourtant, avec le temps, la violence ne se réduit pas et rend la guerre trop coûteuse pour les Soviétiques. Kaboul n'a pas pu contrôler les villes et les grands axes routiers. Plus ou moins liés à des partis politiques installés au Pakistan ou en Iran et soutenus indirectement par les Etats Unis, les commandants locaux ont permis le succès des moudjahiddines contre les Soviétiques, qui se sont retirés en 1989. Toutefois, 3000 conseillers militaires soviétiques sont restés sur place ainsi qu'un pont aérien, et ont continué à alimenter en armement les troupes gouvernementales de Kaboul, qui maintenaient le combat contre la résistance dont l'organisation politique se trouvait au Pakistan.<sup>144</sup> Après le retrait des Soviétiques, les Etats-Unis

<sup>142</sup> Dorronsoro, *op.cit.*, p.14.

<sup>143</sup> *ibid.* p.15.

<sup>144</sup> Daniel Coulmy, "Pourquoi s'intéresser à l'Afghanistan?", **Défense Nationale**, mai 2004, p.188.

et le Pakistan ont adopté une stratégie d'attaque frontale contre une ville particulièrement difficile à prendre, Jalâlâbâd. L'échec de la résistance précipite ensuite le désengagement américain.

Le régime de Kaboul s'est effondré en avril 1992, quelque mois après le coup d'Etat contre Gorbatchev, par manque de soutien extérieur. Une nouvelle phase de la guerre civile s'est ouverte alors, conduisant à l'élimination des commandants les plus faibles. Des territoires politiques homogènes sur une ou plusieurs provinces ont remplacé en partie la mosaïque des commandants. Ahmed Shah Massoud à Kaboul, Ismaël Khan à Herat, Abdul Rachid Dostom à Mazar-i Sharif, Abdoul Ali Mazari à Hazarajat, Haji Qadir à Jalâlâbâd se sont imposés comme principaux chefs régionaux.<sup>145</sup>

En 1994, au moment où Massoud semblait définitivement s'imposer dans la capitale, l'apparition d'un mouvement fondamentaliste, le Taliban, a changé radicalement le jeu politique. L'émergence du Taliban correspond aussi à une situation de grave crise sociale dans le sud. A Qandahar, entre 1992 et 1994, les groupes se battent dans le bazar pour des motifs futiles, des hommes en armes fument ouvertement la drogue dans les rues. Aucune administration ne gère la ville, les écoles sont fermées depuis 1992. Dans ce contexte, le Taliban est apparu comme une alternative au désordre. Leur programme était centré sur la restauration de l'ordre.<sup>146</sup> Soutenu par une partie de la population et bénéficiant d'une importante aide pakistanaise, le Taliban a conquis en quelques mois les régions du Sud de l'Afghanistan. L'aide logistique du Pakistan a joué un rôle déterminant dans toutes les opérations militaires du Taliban. Par exemple, la contre-offensive qui a conduit à la prise d'Herat en 1995 n'a été possible que grâce à l'aide logistique pakistanaise.<sup>147</sup> On peut dire que les buts stratégiques du Pakistan sont triples : il s'agit de mettre en place à Kaboul un régime sous tutelle, grâce aux affinités ethniques -beaucoup d'officiers pakistanais sont pachtoune- et cléricales; d'obtenir une profondeur stratégique face à l'Inde ; et d'ouvrir un corridor d'accès à l'Asie centrale, afin d'assurer à Islamabad un

<sup>145</sup> L'Atlas du Monde Diplomatique, sous la direction de Gilbert Achcar, Paris, Janvier 2003, p.168.

<sup>146</sup> Charles Lindholm, *Frontier Perspectives. Essays in Comparative Anthropology*, Oxford, Oxford University Press, 1996, p.73.

<sup>147</sup> Dorronsoro, *op.cit.*, p.261.

approvisionnement en énergie, un rôle stratégique destiné à obtenir le soutien américain et des revenus tirés du transit des hydrocarbures.<sup>148</sup>

La dynamique victorieuse des Talibans, a permis un dépassement rapide de la régionalisation, car toutes les villes importantes sont passées progressivement sous leur contrôle : Herat en 1995, Kaboul en 1996, Mazar-i Sharif en 1998. Des poches de résistance ont subsisté, cependant dans le centre et dans le nord est où le commandant Massoud était le dernier acteur militaire d'importance nationale. Avec la conquête du Nord pendant l'été 1998, les Taliban contrôlaient désormais 90 % de la population afghane, Massoud résistant seul a été réduit aux montagnes du Nord-Est, avec le soutien des Russes et des Iraniens. Son assassinat le 9 septembre 2001 a paru assurer la victoire finale des Taliban. Le régime du Taliban a été reconnu seulement par trois pays.<sup>149</sup>

Ce pays théocratique est devenu une base pour Al Qaeda. Oussama et son réseau terroriste ont employé leur argent et influence pour soutenir le régime de Taliban; en échange, ils ont été autorisés à former des militants et des plans des opérations sur l'Afghanistan.<sup>150</sup> Depuis 1988, l'affaire ben Laden a cristallisé les tensions entre le Taliban et les pays occidentaux. En mai 1998, ben Laden a lancé à Khost en Afghanistan une campagne internationale contre les Etats-Unis et Israël. Il a dirigé les attentats contre les ambassades américaines en Afrique en Afghanistan. Il a augmenté sa popularité auprès des fondamentalistes afghans et pakistanais et, plus généralement, auprès tous ceux qui professent des sentiments anti- américains.

En dehors du soutien aux mouvements fondamentalistes, deux autres dossiers ont mis l'Afghanistan en accusation : les droits de l'homme et la production d'opium. Les premières victimes du Taliban sont les femmes, chassées de leur emploi et soumises à des moeurs moyenâgeuses. On leur impose des interdictions strictes de travailler, d'étudier et de sortir sans le tchador. D'autres restrictions sont imposées à la population comme, par exemple, la télévision qui a été bannie il y a quelques mois avec des menaces de dénonciations. On a aussi transformé des cinémas et des

<sup>148</sup> Olivier Roy, "Rivalités Ethniques et Religieuses, Jeu des Puissances en Afghanistan" **Le Monde Diplomatique**, Novembre 1996, p.6.

<sup>149</sup> Le Pakistan, l'Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis

<sup>150</sup> Dobbins, *op.cit.*, p.129.

salles de spectacle en mosquées. De plus, on a interdit la musique, le chant, la danse qui font partie intégrante de la culture afghane. Ces exemples de restrictions imposées par les Talibans sont passibles de sévères châtiments si elles sont enfreintes. L'Afghanistan est devenu le premier pays producteur d'opium, devant la Birmanie. En l'absence de reconnaissance internationale, le Taliban n'a eu aucune raison de lutter contre la production d'opium ce qui les priverait de fonds pour la guerre. Le Taliban a focalisé également l'attention des organisations humanitaires et s'est vu reprocher leurs atteintes aux droits des femmes.

Avant l'occupation des Etats-Unis, il y avait une opposition faible nommée l'*Alliance du Nord*. Cette alliance, une coalition des Tadjiks, Ouzbek, et Hazara, et certains éléments de Pashtoun, était soutenu par l'Iran, la Russie et l'Inde, contrôlait seulement 10 % du pays, et ne contrôlaient aucune grande ville.<sup>151</sup>

Les attentats du 11 septembre 2001 ont inauguré une crise qui devait être fatale pour le Taliban. Le Taliban a refusé de livrer Oussama ben Laden, tenu pour responsable des attentats en tant que chef d'un réseau.<sup>152</sup> L'asile accordé à ben Laden est pour le Taliban une question épineuse où se joue à la fois la question de l'acceptation du régime par la communauté internationale et la fidélité au caractère révolutionnaire du régime.<sup>153</sup> A l'époque, de milliers de militants islamistes radicaux étrangers étaient basés en Afghanistan.

Les Etats-Unis ont rapidement remonté à la source des attaques qui était le réseau d'Al Qaeda stationné en Afghanistan depuis 1996. Le Taliban ayant rejeté l'ultimatum des Etats-Unis pour livrer Oussama, les Etats-Unis ont déclenché des opérations militaires pour supprimer Al Qaeda et renverser le Taliban lui-même. Les Etats-Unis ont également lancé une campagne diplomatique soutenue pour empêcher l'aide étrangère aux terroristes et pour extirper toute extension globale du terrorisme. Les dirigeants américains ont souligné que cette campagne serait prolongée et ont averti que l'action militaire contre les réseaux suspectés de

---

<sup>151</sup> Dorronsoro, *op.cit.*, p.279.

<sup>152</sup> Süleyman Gündüz, *Afganistan, Taliban ve Ladin*, Istanbul, Birey Yayıncılık, 2001, p.35.

<sup>153</sup> Dorronsoro, *op.cit.*, p.317.

terrorisme pourrait continuer après l'assaut initial sur Al Qaeda et ses bases en Afghanistan.<sup>154</sup>

En 1998, les bombardements par Al Qaeda des ambassades des Etats-Unis au Kenya et en Tanzanie tuèrent plus de 200 personnes. A ce moment-là, l'administration Clinton a répliqué en lançant une attaque de missiles contre les camps de formation de terroristes en Afghanistan et une usine au Soudan. Les attaques ont eu un impact minimal sur ben Laden et ses terroristes. Cette fois l'objectif final était de stabiliser l'Afghanistan après le renversement du Taliban. L'intention était d'éviter la création d'un vide de pouvoir dans un pays notoirement turbulent et instable.

Les Etats-Unis, avec l'appui d'une grande partie de la communauté internationale et de concert avec l'Alliance du Nord, ont renversé le Taliban et occupé l'Afghanistan pour reconstituer l'ordre et pour attaquer les bases d'Al Qaeda. Les troupes de l'Alliance du nord ont pénétré dans Kaboul le 13 octobre 2001. Bien que les opérations militaires contre Al Qaeda ne soient pas terminées, l'Afghanistan entrait néanmoins dans une ère nouvelle où la priorité n'était plus la guerre, mais la reconstruction du pays.<sup>155</sup> Ces actions ont constitué la première revanche contre les terroristes qui ont attaqué l'Amérique.<sup>156</sup>

Après la défaite du Taliban le cadre politique est en partie le même qu'auparavant. Dostom à Mazar-i Sharif, Ismaël à Herat, les héritiers de Massoud à Kaboul, ceux de Mazari au Hazaradjad ceux de Haji Qadir à Jalalabad. Dans le Sud et l'Est le retour à la fragmentation est le plus net. Les chefs afghans de l'Alliance du Nord se sont réunis à Bonn, en Allemagne, en novembre 2001 pour établir un régime successeur mais temporaire. Le 5 décembre, ils ont signé l'accord de Bonn, qui a établi une carte de route pour réaliser la paix et la sécurité, pour reconstruire les institutions principales et le pays. Hamid Karzaï, un chef Pachtoun commandant du siège de Kandahar, a été choisi en tant que président d'un gouvernement par intérim.

<sup>154</sup> "Afghan King Said to Agree to Role in Kabul for Taliban," *New York Times*, October 19, 2001, p. 4.

<sup>155</sup> Coulmy, *art. cit.*, p.189.

<sup>156</sup> G.K Herring, National Security Challenges for the 21st Century, The War in Afghanistan: A Strategic Analysis, Williamson Murray Editor, October 2003. p.173. (e-book)  
<http://www.carlisle.army.mil/ssi/pdf/00003.pdf> visité le 21-08-2004

Le 20 Décembre 2001, la Résolution 1386 du Conseil de Sécurité a posé la base d'une aide internationale en Afghanistan d'après-guerre. La communauté internationale a accepté de construire une force de maintien de la paix, et d'aider le gouvernement afghan intérimaire dans ses efforts de rétablir les structures nationales et de reconstruire l'économie. *The International Security Assistance Force (ISAF)* une troupe d'environ 8.000 soldats a été établie pour le capital, Kaboul, sous le commandement de l'Angleterre. Les Etats-Unis et les forces de coalition ont continué à conduire des opérations anti-terroristes contre le Taliban résiduel et les éléments d'Al Qaeda dans le pays entier et sur la longue frontière avec le Pakistan. Les forces paramilitaires de la *CIA* ont également participé aux combats contre le Taliban, et Al Qaeda. Mais pour l'instant, ils n'ont entrepris aucune responsabilité de maintien de la paix ou de stabilisation en dehors de Kaboul.

La capitale est toutefois pacifiée par la présence des troupes internationales et les pays occidentaux se sont engagés à fournir une aide significative. La situation des femmes s'est améliorée dans les zones sous contrôle international par rapport à l'obscurantisme du Taliban. Les affrontements entre les groupes afghans ont persisté malgré la présence militaire américaine et l'autorité effective du gouvernement de Hamid Karzaï est encore très limitée en dehors de Kaboul.

L'administration des Etats-Unis a accentué l'aide américaine pendant l'occupation soviétique dans les années 1980 et a souligné que les Etats-Unis n'avaient aucun désir ou plan territorial pour les bases permanentes dans la région. Washington a opposé la création d'une force de stabilisation internationale dans tout le pays pour plusieurs raisons. Il y avait une certaine crainte que la xénophobie légendaire de l'Afghanistan se manifestât à nouveau dans la résistance contre n'importe quelle présence militaire étrangère.

Pour aider l'Afghanistan, une conférence d'aide a eu lieu à Tokyo 21-22 janvier. Le but de cette conférence était de déterminer les étapes pour l'effort de reconstruction. Les représentants internationaux ont engagé plus de \$1,8 milliards pour reconstruire l'Afghanistan en 2002 et un total de \$4,5 milliards dans 5 ans.<sup>157</sup>

---

<sup>157</sup> Howard W. French, "A Nation Challenged: Donors" *New York Times*, January 22, 2002, p.6.

- Etats-Unis : \$297 millions en 2002
- Japon: \$500 millions dans 30 mois

### 3. L'Évaluation des Conséquences de la Guerre en Afghanistan

Déclenchée le 7 octobre 2001, la campagne militaire en Afghanistan a permis d'atteindre la plupart des objectifs que s'étaient fixés les États-Unis, en premier lieu le renversement du régime Taliban. La réunion en décembre de la *Loya Jirga*, l'assemblée traditionnelle, la Constitution du nouveau régime a été adoptée. Celle-ci instaure un régime présidentiel avec un président, Hamid Karzaï, et deux vice-présidents élus au suffrage universel, et donne à deux assemblées démocratiquement élues des pouvoirs permettant de contrôler efficacement l'exécutif.<sup>158</sup> Cependant, en Afghanistan, en raison du manque de sécurité au-delà des frontières de Kaboul, le Président Karzaï est au mieux seulement le maire de Kaboul. Même si, Karzaï essaye d'affirmer son autorité en dehors de Kaboul, il lui manque les moyens de contraindre l'obéissance des seigneurs de la guerre récalcitrants et des chefs régionaux qui contrôlent la majeure partie de la province. Un des faiblesses économiques principales du gouvernement de Karzaï est son impossibilité de contrôler les revenus douaniers.

En dépit du nouvel optimisme de gouvernement des États-Unis, des problèmes sérieux demeurent. La guerre contre le terrorisme est en grave difficulté. Mollah Oumar, chef du régime Taliban, et Ben Laden n'ont pas été retrouvés. Les seigneurs de la guerre ou les chefs locaux restent prédominants dans beaucoup de régions du pays, et sapent les efforts de gouvernement de Kaboul pour augmenter leur influence dans le pays entier.<sup>159</sup>

L'intervention des États-Unis et la défaite du Taliban a ramené en partie le pays à la phase antérieure, avec la création d'un pouvoir régional dans le Nord et une forte fragmentation dans le Sud. Pour le moment, le gouvernement de Kaboul continue à être dominé par les Panjshiri Tadjiks et leurs alliés non pachtoues. Les Tadjiks composent 25 pour cent et les Hazaras environ 19 pour cent de la population afghane. Le mécontentement a augmenté parmi les Pachtoues en raison de leurs sous représentation dans le gouvernement de Kaboul. Les Pachtoues, bien qu'une

---

• UE: \$500 millions en 2002  
 • Arabie Saoudite: \$220 millions dans trois années  
 • Banque mondiale: \$500 millions dans 30 mois

<sup>158</sup> Coulmy, *art. cit.*, p.192.

<sup>159</sup> Benedict F. Fitzgerald, **Terrorism Monitor**, Volume 1 Issue 6, November 20, 2003, p.4.

minorité d'environ 40 pour cent de la population, ont tenu les rênes du gouvernement à Kaboul pendant plus de deux siècles.

Même si, les Etats-Unis ont perturbé le réseau d'Al Qaeda à un degré considérable, ils ne l'ont pas totalement détruit. L'administration Bush a voulu capturer bin Ladin et les autres leaders terroristes, morts ou vifs, pour qu'ils ne puissent pas projeter et exécuter des nouvelles attaques terroristes. Le fait que les Etats-Unis ne puissent pas mettre la main sur Bin Ladin serait dangereux; elle encouragerait seulement les autres terroristes. D'une part, les Etats-Unis ont détruit les forces d'Al Qaeda consistant principalement de 5,000 militants pendant les opérations.<sup>160</sup> D'autre part, les Etats-Unis n'ont pas pu détruire complètement Al Qaeda en Afghanistan. Pendant la bataille dans les montagnes et les cavernes de *Tora Bora*, plusieurs militants se sont échappés à travers les frontières du Pakistan.<sup>161</sup> La nature du réseau d'Al Qaeda le rend difficile à trouver, et à détruire finalement. En outre, le soutien populaire de l'Afghanistan et de ses voisins, tel que le Pakistan, et les montagnes fournisseurs à Al Qaeda la possibilité de se cacher et de s'échapper.<sup>162</sup> Le Pakistan était la source principale de financement et d'armement du Taliban.

Les Etats-Unis ont accompli seulement un succès limité contre le Taliban. Ce succès limité reflète l'incapacité des Etats-Unis de gagner les coeurs et les esprits des partisans du Taliban et d'Al Qaeda. La guerre en Afghanistan a démontré combien il est difficile de détruire réellement des réseaux terroristes. Cependant les Etats-Unis ont réussi à recevoir l'appui international et à rassembler une coalition de nations voulant combattre le terrorisme.

L'incapacité des Etats-Unis à reconstruire l'Afghanistan après le retrait des soldats soviétiques en 1989 a mené à une radicalisation progressive de la société afghane et le triomphe final du Taliban.<sup>163</sup> Si les Etats-Unis répétaient cette erreur une fois plus de plus, quand le Taliban sera vaincu, un nouveau bin Ladin pourrait émerger. La réduction des forces politiques et militaires des chefs et des commandants régionaux semi-autonome est maintenant devenue un besoin vital. Le gouvernement de Kaboul

<sup>160</sup> Anthony H. Cordesman, "Background to the War," Center for Strategic and International Studies, October 24, 2001; available from [http://www.csis.org/features/cord\\_011024.htm](http://www.csis.org/features/cord_011024.htm) visité le 24-08-2004

<sup>161</sup> Mary H. Cooper, *The New Defense Priorities*, CQ Weekly; 9/14/2002, Vol. 60 Issue 35, p.2395.

<sup>162</sup> Rall, *op.cit.*, p.14.

<sup>163</sup> *ibid.* p.5.

a besoin de ressources financières et des forces de sécurité suffisante pour persuader (et, en cas de besoin, pour contraindre) les commandants locaux à coopérer.

A la différence de l'Irak, le processus de la reconstruction politique et économique en Afghanistan a entraîné une large coalition multinationale coordonnée par les Nations Unies. Après la chute du Taliban, les Etats-Unis et la communauté internationale ont développé les buts communs pour aider l'Afghanistan :

- rétablir un structure d'Etat viable reflétant la volonté du peuple afghan,
- assurer les frontières de pays, maintenir la paix intérieure, priver d'abris les terroristes
- maintenir l'indépendance de l'économie et lui rendre son rôle international comme corridor du commerce interrégional,
- protéger les droits des minorités et des femmes et éviter l'extrémisme religieux,
- contrôler la production narcotique, surtout l'opium.

Dans la division de travail parmi les acteurs principaux externes en matière de sécurité, les Etats-Unis entraînent principalement la nouvelle armée afghane. L'Allemagne a assumé la responsabilité de former la force de police nationale, et l'Italie de sa part remplit la fonction de la réforme juridique, le Japon finance l'effort de démobiliser, de démilitariser, et de réintégrer les milices, le Royaume-Uni a accepté de diriger l'effort de contrôle narcotique.<sup>164</sup>

## **B. Irak: un Régime Instable dans une Région Chaotique**

Depuis les attaques du 11 septembre 2001, le Moyen Orient a joué un rôle prééminent dans la politique étrangère américaine<sup>165</sup> en raison des liens entre les pays arabes et les organisations terroristes. Dès son investiture, le président des Etats-Unis s'est en effet donné deux autres priorités stratégiques : l'acquisition de réserves pétrolières supplémentaires auprès de sources étrangères et la modernisation

<sup>164</sup> Frank G. Wisner II, Nicholas Platt, and Marshall M. Bouton , "Afghanistan: Are We Losing the Peace?", Chairmen's Report of an Independent Task Force Cosponsored by the Council on Foreign Relations and the Asia Society June 2003, , p.15

[http://www.asiasociety.org/policy\\_business/afghanistan061703.pdf](http://www.asiasociety.org/policy_business/afghanistan061703.pdf) visité le 25-08-2004

<sup>165</sup> Michael T. Klare, "Veillée d'armes contre l'Irak, Les vrais desseins de M. George Bush", *Le Monde Diplomatique*, Novembre 2002, p.16.

et l'adaptation aux nouvelles menaces des capacités militaires américaines. Ces deux objectifs ont fusionné avec la guerre anti-terroriste pour former la stratégie qui guide actuellement la politique étrangère américaine. Le président américain a réaffirmé à plusieurs reprises que l'organisation de cette campagne internationale est devenue sa plus lourde responsabilité.<sup>166</sup> Après ces attaques, on a, en effet, constaté;

- **Une réévaluation des intérêts des Etats-Unis au Moyen Orient.** En effet, le terrorisme et la prolifération des ADM ont longtemps été un souci du gouvernement des Etats-Unis. Cependant, l'échelle de la tragédie du 11 septembre a augmenté l'importance relative du terrorisme. Les autres intérêts des Etats-Unis, comme le conflit Israélo-arabe et les relations avec l'Arabie Saoudite, peuvent être réévalués dans ce nouveau contexte.

- **Une réduction de tolérance envers les Etats qui soutiennent le terrorisme :** Dans les années 80 et 90, l'Iran et l'Irak, et les autres commanditaires du terrorisme ont réalisé des attaques limitées sans souffrir de représailles massives. L'administration Bush a déclaré plusieurs fois que les Etats-Unis ne montreraient aucune tolérance envers ces Etats. Le renversement du Taliban en Afghanistan a bien illustré la volonté et la capacité des Etats-Unis de renverser les régimes qui soutenaient des groupes terroristes anti-américains. Ce point a été encore souligné au printemps 2003, quand l'administration Bush a utilisé les connections possibles de Saddam Hussein avec Al Qaeda en tant qu'une des justifications de la guerre.

- **Une concentration sur la stabilité interne des Etats déstructurés:** Les attaques ont montré aux États-Unis que les politiques domestiques de ces régimes, leur attitude permettant à leurs citoyens de soutenir ou de rejoindre des causes radicales à l'étranger, ont affecté directement la sécurité des Etats-Unis. Les Etats-Unis comptent sur leurs alliés au Moyen Orient tels qu'Israël, l'Arabie Saoudite, le Qatar, l'Egypte, et les autres pour combattre le terrorisme et pour empêcher la prolifération des ADM par les Etats voyous. Les coups d'Etats et les révolutions anti-américains dans ces pays et les changements de régime pourraient limiter la capacité des Etats-Unis de combattre le terrorisme dans la région

---

<sup>166</sup> Klare, *art. cit.*, p.16

## 1. Les Priorités des Etats Unis au Moyen Orient

On peut catégoriser les intérêts des Etats-Unis au Moyen Orient en deux groupes : les intérêts stratégiques et les intérêts économiques.<sup>167</sup> Ces intérêts exigent une présence américaine semi-permanente dans la région du Golfe Persique. Les États-Unis doivent décourager n'importe quelle puissance de contrôler les accès au pétrole dans le Golfe Persique. Ce n'est pas simplement le prix du pétrole qui concerne les Etats-Unis mais également le contrôle à l'accès au pétrole. Le contrôle de l'accès au pétrole du Golfe Persique est une question de puissance, pur et simple. Les Etats qui menacent la sécurité des détroits du Golfe, qui a une importance vitale pour le monde grâce aux matières premières dont elle dispose, doivent être empêchés, par la force militaire si nécessaire. Permettre à un pays régional ou mondial de saisir des quantités significatives du pétrole du Golfe constituerait une menace aux intérêts des Etats-Unis. Le risque aux intérêts des Etats Unis dans le Golfe est que les pays régionaux pourraient manipuler le pétrole facteur de marchandage sinon de chantage.

Nous examinerons les intérêts stratégiques des Etats-Unis au Moyen-Orient en quatre sous partie: à l'égard de terrorisme, à l'égard de la prolifération des ADM, la garantie et la sécurité d'Israël et assurer la stabilité des régimes amicaux.

### a. Priorités Stratégiques

#### i. A l'égard du terrorisme

Bien que le terrorisme international soit un phénomène à l'échelle globale, son centre de gravité géographique s'est situé dans la région du Golfe Persique et sa périphérie immédiate.<sup>168</sup> Après les attaques du 11 septembre à *World Trade Center* et le Pentagone, la suppression du terrorisme au Moyen-Orient est devenue l'un des soucis majeurs des Etats-Unis. Il est devenu évident que les mouvements terroristes n'affectent pas seulement le bien-être des Américains indirectement en menaçant ses intérêts nationaux à l'étranger mais ils mettent désormais directement en danger les vies et la sûreté des Américains aux Etats-Unis. Al Qaeda et les autres groupes

<sup>167</sup> Department of Defense, Office of International Security Affairs, *United States Security Strategy for the Middle East* (Washington, DC: Department of Defense, May 1995), p.6.

<sup>168</sup> Joseph McMillan, *U.S. Interests and Objectives, The US and Persian Gulf: Reshaping Security Strategy for the Post-Communist Era*, Washington, Defense University Press, 2003, p.18.

Islamistes radicaux sont fortement financés par le monde arabe et musulman. En outre, la plus grande part de leur violence et propagande est dirigée à déstabiliser les régimes du Moyen Orient qui sont alliés des Etats-Unis.<sup>169</sup> Ainsi, les Etats-Unis doivent confronter les risques au niveau gouvernemental, aidant leurs alliés régionaux contre l'instabilité entraînée par les terroristes, et au niveau populaire doivent empêcher les ressortissants de l'Arabie Saoudite, de l'Egypte, du Yémen, ou des autres Etats de la région de rejoindre les groupes terroristes ou à leur fournir de l'aide financière.

Pendant longtemps l'Iran a soutenu les islamistes radicaux dans toute la région afin de répandre sa révolution islamique. En plus, l'Iran a été relié aux attaques terroristes contre les forces des Etats-Unis au Liban et a été impliqué dans l'explosion des tours de *Khobar* en Arabie Saoudite en 1996, qui a tué 19 Américains. Avec le temps, le soutien de Téhéran s'est affaibli, mais il soutient toujours les groupes anti-Israéliens tels que le Hezbollah libanais et le Hamas en Palestine<sup>170</sup>. La Libye et la Syrie ont également fourni un appui, bien que limité aux islamistes radicaux. Tandis qu'Al Qaeda émergeait comme une menace importante, il y avait plusieurs raisons pour que le terrorisme transnational se base au Moyen-Orient:

- Les Etats-Unis sont une cible majeure à cause de leurs liens étroits avec Israël,
- La rupture dans le processus de paix Israélo-arabe a déclenché une vague de terrorisme palestinien en réaction à l'escalade graduelle de la force excessive israélienne,
- L'échec des gouvernements du Moyen Orient à créer de nouvelles opportunités pour satisfaire la population qui s'accroît rapidement et l'aliénation de la jeunesse ont favorisé le terrorisme,
- Les Etats-Unis peuvent être attaqués parce qu'ils soutiennent les régimes laïques. Les pays européens et leurs ambassades peuvent aussi être des cibles puisqu'on les considère comme des alliés automatiques des Etats-Unis.

---

<sup>169</sup> Nora Bensahel and Daniel L. Byman, *The Future Security Environment in the Middle East Conflict, Stability, and Political Change*, Santa Monica, Rand, 2004, p.2

<sup>170</sup> *Ibid.*2

- Les touristes et les hommes d'affaire occidentaux peuvent être les cibles des terroristes dans le Moyen-Orient. Par exemple, un groupe de terroristes algériens qui a été appelé le GIA (Groupe Islamique Armé) a tué sept étrangers en Algérie en 1997, en élevant le nombre d'étrangers tués en Algérie à 133 (depuis 1992).<sup>171</sup> Les bombes ont été employées dans des zones civiles au Bahreïn, même si les Occidentaux n'aient pas été les cibles principales. Quatre employés des Etats-Unis, et leur chauffeur pakistanais ont été tués à Karachi le 12 novembre 1998.<sup>172</sup>

ii. A l'égard de la Prolifération des ADM au Moyen Orient

Le Moyen Orient est surtout signalé comme un foyer de prolifération d'armes de destruction massive et de capacités balistiques, et comme une base pour les groupes terroristes. Les Etats-Unis ont un grand intérêt à empêcher ou au moins à contrôler la prolifération des armes nucléaires, biologiques, et chimiques. Les ADM au Moyen-Orient posent une menace pour les alliés des Etats-Unis, comme Israël, et pour les forces américaines.<sup>173</sup> Les pays possédant des ADM pourraient compenser la supériorité des forces conventionnelles des Etats-Unis, en infligeant des pertes significatives aux forces américaines. Par conséquent, ils menacent également la confiance envers les Etats-Unis.

Nous pouvons dire que le danger international le plus sérieux émanant de la région du Golfe est la prolifération continue des ADM et des missiles balistiques à longue portée. Le plus grand souci des États-Unis au Golfe ou dans sa périphérie vient des pays qui détiennent des ADM – l'Irak, l'Iran, la Syrie, et le Pakistan et la menace de plusieurs autres pays suivant le même chemin.<sup>174</sup> D'ailleurs, les avancées technologiques en ADM, en particulier dans le domaine du développement de nouvelles armes biologiques et chimiques compliquent gravement les aspects défensifs de n'importe quelle stratégie préventive. Il est donc devenu de plus en plus difficile de persuader les pays régionaux que les Etats Unis pourraient les défendre en cas d'une attaque en raison de leurs politiques proaméricaines.

---

<sup>171</sup> Anthony H. Cordesman, *Energy Developments in the Middle East, Draft For Comment And Review*, March 15, 2004, p.98.

<sup>172</sup> *ibid.*, p.98.

<sup>173</sup> *ibid.*, p.97.

<sup>174</sup> McMillan, *op.cit.*, p.24.

Au Moyen-Orient, l'utilisation des ADM n'est pas une menace hypothétique. Pendant la guerre entre l'Irak et l'Irak, on a été témoin de l'utilisation des armes chimiques par l'Irak. La guerre contre l'Irak en 2003 a été justifiée notamment par la volonté d'empêcher Saddam Hussein de développer des ADM. L'Iran vise aussi à produire des armes nucléaires et biologiques. L'Iran pose actuellement la menace la plus significative à court terme d'acquisition des armes biologiques et nucléaires, et les missiles à longue portée qui pourraient attaquer l'Europe ou les Etats-Unis. En dépit des dénégations de l'Iran, il n'y a pas de doute que l'Iran ait un programme nucléaire et biologique, et qu'il a déjà commencé à tester les missiles à longue portée.<sup>175</sup> La Syrie et la Libye ont des stocks d'armes chimiques, qui sont utilisées comme dissuasion stratégique contre Israël et, plus généralement, pour compenser la faiblesse de leurs forces conventionnelles.

Non seulement la production et les prix stables, mais aussi l'accès du pétrole au marché international doivent être absolument garantis. Il y a trois points de contrôle maritimes importants pour le monde dans la péninsule Arabe : le détroit de *Hormuz*, *Bab el Mandeb* et le canal de *Suez*. Quatre-vingt-dix pour cent du pétrole exporté du Golfe persique en 2000 est passé par le détroit de Hormuz, quarante pour cent de tout le pétrole commercialisé au monde. A court terme, il n'y a aucune manière de compenser la fermeture de ces détroits.<sup>176</sup> Plus de 14 millions de barils par jour (b/j) de pétrole convergent sur ce détroit vers le Japon, les Etats Unis, l'Europe occidentale, et les autres pays. Il est le plus important point d'étranglement (*choke point*) du monde.<sup>177</sup> Il est prévu que jusqu'à 2020, cet écoulement va se doubler. Une grande partie de l'attitude militaire de l'Iran est expliquée par sa crainte d'intervention des Etats-Unis, et par son désir d'être un acteur majeur et de jouer un rôle militaire important dans la région. L'Iran a développé des capacités spécialisées pour menacer la navigation dans le Golfe. Cela inclut l'achat de trois sous-marins russes capables de poser des mines navales avancées.<sup>178</sup>

---

<sup>175</sup> Cordesman, *op. cit.*, p.104.

<sup>176</sup> McMillan, *op. cit.*, p.29.

<sup>177</sup> Cordesman, *op. cit.*, p.104.

<sup>178</sup> Pour plus d'information sur les capacités militaires des pays du Moyen Orient voir le Tableau I et le Graphique I

L'ambiance de l'après 11 Septembre et la discussion sur l'*axe du mal* ont fortement renforcé les inquiétudes concernant la prolifération des ADM comme une question de sécurité nationale. En effet, le lien perçu entre les ADM et le réseau de terrorisme global a converti les événements au Moyen-Orient en une question nationale pour les Etats-Unis aussi bien qu'un sujet de la sécurité régionale ou globale.

L'une des causes importantes de la guerre en Irak était la probabilité de reproduction des ADM dans ce pays. Une évaluation de la *Defense Intelligence Agency* (DIA) en septembre 2002 a énoncé que la guerre du Golfe en 1991, les inspections de l'ONU et les actions militaires suivantes, avaient détruit une grande partie de la capacité de l'Irak destinée à produire des armes chimiques, biologique, nucléaire et des missiles à longue portée.

Il n'y avait aucune évidence directe que les armes chimiques ou biologiques étaient encore existantes en Irak en 2003, mais certaines agences ont jugé que quelques stocks pourraient encore exister et que la production pourrait recommencer. Comme l'Irak a reconstruit ses équipements; une partie de l'équipement acheté pour l'usage civil a pu également être employée pour fabriquer les armes chimiques ou biologiques. Sans faire une inspection, il était très difficile de déterminer l'état de ces programmes.<sup>179</sup>

Les renseignements sur le programme nucléaire d'Irak avaient évolué après 2001. En 1997 et en 1999, les rapports non classifiés de la CIA sur les ADM de l'Irak n'ont pas mentionné un programme nucléaire. Dans la première moitié de 2001, les rapports ont conclu que l'Irak a 'probablement' continué son programme nucléaire au moins au niveau de la recherche et du développement.<sup>180</sup> La CIA a continué à être concerné par l'acquisition de la part de Bagdad des matériaux qui pourraient l'aider à reconstituer son programme des armes nucléaires. En 2002, cependant, le langage a changé. Le rapport de Janvier en Juin 2002 a constaté que la plupart des analystes évaluaient que l'Irak travaillait pour reconstituer son programme nucléaire

<sup>179</sup> U.S. Department of State International Information Programs, "Defense Agency Issues Excerpt on Iraqi Chemical Warfare Program," June 7, 2003, available at <http://usinfo.state.gov/topical/pol/arms/03060720.htm> visité le 25-08-2004

<sup>180</sup> WMD in Iraq, Evidence and Implications, Joseph Cirincione, Jessica T. Mathews, George Perkovich with Alexis Orton, Carnegie Endowment for International Peace, Washington, January 2004, p.23

et le rapport de Juin en Décembre 2002 a conclu que tous les experts en matière d'intelligence étaient convaincus que l'Irak avait la volonté d'acquérir les armes nucléaires.<sup>181</sup>

Mais l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (IAEA) n'était pas d'accord avec la CIA. L'IAEA a envoyé une équipe en avril 1991 pour conduire des activités d'inspection en Irak avec l'aide et la coopération de la Commission Spéciale de l'ONU. Les inspections conduites par l'IAEA en Irak de 1991 à 1998, et plus tard de novembre 2002 en mars 2003 n'ont trouvé aucune évidence que l'Irak avait remis en marche son programme nucléaire.<sup>182</sup>

### iii. La Sécurité d'Israël

Les liens politiques, économiques, militaires et humains entre les Etats-Unis et Israël sont anciens, multiples et très solides. Israël est un Etat juif entouré par des pays arabes. Ses forces armées et son service d'intelligence sont très compétents et augmentent la valeur de ce pays dans le combat de terrorisme aux yeux des Etats-Unis. L'analogie entre les actions terroristes en Israël et les attaques terroristes du 11 septembre se révèle efficace, auprès de l'opinion américaine et au sein du Congrès, pour justifier les exigences de sécurité du gouvernement israélien, ses actions punitives ou préventives.<sup>183</sup> La force des *lobbies* et la part qu'ils prennent au financement des partis politiques et des campagnes électorales, sont un élément parfaitement admis de la démocratie américaine. Ceux qui expriment des vues pro-israéliennes, comme l'AIPAC (*American Israeli Public Affairs Committee*) sont reconnus pour leur efficacité.<sup>184</sup> Grâce au lobby juif actif aux Etats-Unis, la politique américaine du Moyen Orient est en faveur de la sécurité d'Israël. A travers cette influence politique, Israël pourrait empêcher les Etats-Unis de vendre des armes aux Etats arabes du Golfe.<sup>185</sup> Mais cet appui envers Israël a causé un sentiment anti-américain dans toute la région.

---

<sup>181</sup> *ibid.*, p.24.

<sup>182</sup> [www.iaea.org/worldatom/Programmes/ActionTeam/reports/](http://www.iaea.org/worldatom/Programmes/ActionTeam/reports/) visité le 02-09-2004

<sup>183</sup> Rapport d'information, Enregistré à la Présidence du Sénat le 29 mai 2002 N° 313, Sénat Session Ordinaire de 2001-2002. p.14. <http://www.senat.fr/rap/r01-313/r01-313.html> visité le 02-09-2004

<sup>184</sup> *ibid.*, p14.

<sup>185</sup> Zalmay M. Khalilzad, *The Implications of the Possible End of the Arab-Israeli Conflict for Gulf Security*, Santa Monica, Rand, 1997, pp. 11–24.

Le soutien inconditionnel des Etats-Unis envers Israël a influencé les relations de Washington avec toute la région. En conséquence, dans le passé même les gouvernements arabes alliés ont coupé leurs relations militaires avec les Etats-Unis et réduit l'offre du pétrole pour démontrer leur soutien à la cause anti-Israélienne. L'hostilité arabe et iranienne envers les Etats-Unis à cause d'Israël a fortement augmenté depuis que le deuxième Intifada a été déclenché en septembre 2000. Ceci menace les relations stratégiques des Etats-Unis avec ses partenaires principaux comme l'Egypte et l'Arabie Saoudite.

La protection d'Israël serait plus facile si un règlement durable du problème palestinien pouvait se réaliser.<sup>186</sup> Il y a seulement trois solutions possibles : 1) Israël annexe la Cisjordanie, et Gaza et expulse les populations arabes en utilisant la force; 2) Israël annexe la Cisjordanie, et Gaza. Les Arabes continuent à vivre comme les citoyens égaux 3) Israël se retire de la Cisjordanie, et Gaza, avec les dispositions adéquates pour sa sécurité. La première solution apporterait plus d'isolement politique en Israël que maintenant. Avec la deuxième solution, Israël détruirait son caractère juif s'il reste une démocratie. La raison est que le taux de natalité des Arabes dépasse celui des juifs. Ainsi, au bout de quelques décennies, les juifs se retrouveraient comme une minorité dans leur Etat élargi. La troisième alternative est la seule possibilité pour qu'Israël ait une paix durable et des relations normales avec ses voisins et qu'il reste démocratique et juif.

Les Etats Unis doivent lancer un règlement final entre Israël et les Palestiniens. Jusqu'à maintenant, les Etats-Unis ont fait preuve d'une constante partialité en faveur d'Israël au lieu de jouer le rôle du médiateur. Les efforts des Etats Unis d'empêcher le développement du terrorisme en construisant des liens constructifs avec le monde musulman peuplé de 1,2 milliards d'individus doivent commencer par l'engagement de l'administration américaine à résoudre le conflit israélo-palestinien. Ce conflit n'a pas causé, à lui seul, l'émergence du terrorisme d'Al Qaeda, et la résolution du conflit ne résoudrait pas le terrorisme global contre les Etats-Unis. Néanmoins, la continuation du conflit est une source d'aggravation des ressentiments anti-américains dans le monde musulman.

---

<sup>186</sup> Brzezinski, *op.cit.*, p.64.

#### iv. La Stabilité des partenaires

En dehors de ses liens de longue date avec Israël, les Etats-Unis ont développé des relations étroites avec plusieurs Etats dans la région. Après la guerre du Golfe 1991, les Etats-Unis ont augmenté leurs liens de sécurité avec l'Arabie Saoudite, le Koweït, les Emirats Arabes Unis (EAU), le Bahreïn, le Qatar, et l'Oman. Même si la possession de grandes réserves de pétrole de ces Etats était la raison initiale pour les efforts des Etats-Unis de renforcer ces liens, les Etats-Unis ont également essayé de développer leurs relations davantage avec la Jordanie et l'Egypte pour coopérer en matière de terrorisme international.

L'Arabie Saoudite est l'exemple le plus important dans le monde en termes d'évaluation des risques en matière d'énergie. Il y a des risques d'une part en raison des menaces militaires régionales, et d'autre part des tensions internes. L'Arabie Saoudite est la cible la plus importante dans le Golfe pour n'importe quel pays qui cherche à employer sa puissance militaire ou politique pour influencer l'économie mondiale. En dépit de son caractère conservateur religieux, l'Arabie Saoudite affronte une menace terroriste des extrémistes religieux, le plus notamment Al Qaeda et des groupes néo-Wahhabites. Dans certains milieux de ce pays, il y a encore un sentiment profond anti-Américain et même une grande partie du soutien financier d'Al Qaeda provient de ce Royaume. L'Irak seulement peut être un alternatif en Arabie Saoudite grâce sa réserve de pétrole de haute qualité. Donc, le remplacement du régime de Saddam par un régime conforme aux intérêts des Etats-Unis est aussi important pour contre balancer l'importance de l'Arabie Saoudite.

Le Koweït est également un symbole du rôle critique des Etats-Unis pour la sécurité de l'exportation de l'énergie du Golfe. Depuis 1992, la confrontation entre l'Irak et l'ONU sur l'élimination des ADM et le comportement de l'Irak à l'encontre de soulèvement des Shiites et des Kurdes a forcé les Etats-Unis à démontrer que les Etats-Unis pourraient protéger le Koweït contre toutes les aventures militaires de l'Irak. Les Etats-Unis ont déployé des missiles *Patriot* au Koweït et au Bahreïn. Depuis ce temps-là, Washington a employé la force pour contenir l'Irak en utilisant ses bases militaires permanentes ou installations utilisées à titre temporaire dans chaque pays du Golfe.

## b. Maintien stable des prix du pétrole

Le maintien stable des prix du pétrole pose un problème permanent pour les Etats-Unis et pour le monde. L'instabilité des prix du pétrole et les inquiétudes concernant les ressources d'énergie domestique aux Etats-Unis ont mené aux craintes d'une troisième crise énergétique. En tant que producteur et exportateur primordial d'énergie, le Moyen-Orient est au centre de débat.<sup>187</sup> Cette réalité a été renforcée, après les attaques terroristes de septembre 2001, le débat sur les relations des Etats-Unis avec l'Arabie Saoudite et sur la guerre en Irak.

L'énergie est le facteur principal des perceptions stratégiques occidentales concernant le Moyen-Orient.<sup>188</sup> C'est également une variable clef de la prospérité et de la stabilité des régimes et du calcul régional de sécurité. Les problèmes des Etats-Unis et de ses alliés au Moyen-Orient sont le terrorisme, la stabilisation des régimes, la reconstruction de l'Irak, le conflit israélo-arabe, et la politique d'endiguement de l'Iran. Tous ces problèmes ont une dimension énergétique. La zone du Golfe a une importance spéciale pour les Etats-Unis en raison de son importance comme marché de pétrole du monde et va continuer à être l'exportateur principal de pétrole dans la décennie suivante. Le Golfe dispose approximativement de 65 % des réserves mondiales de pétrole et 35 % des réserves de gaz.<sup>189</sup> Le pétrole disponible dans le Moyen-Orient est d'une bonne qualité, le coût d'exploitation est très bas et son marketing est très facile en raison de la proximité de la mer. Les réserves connues de pétrole en Arabie Saoudite et en Irak sont plus que celles des années 80, en dépit de la production annuelle substantielle. Les nouvelles réserves découvertes et développées dans le reste du monde sont cher à extraire et souvent d'une mauvaise qualité. Le pétrole du bassin de la Mer Caspienne exige le transport terrestre à longue distance jusqu'aux routes maritimes, et le pétrole mexicain et vénézuélien est de mauvaise qualité. Si l'on pense que les besoins de pétrole augmentent au moins de 50 pour cent au cours des vingt années à venir, seulement les Etats du Golfe persique ont les réserves et la capacité de satisfaire une grande partie de la demande

<sup>187</sup> Pour plus d'information sur la réserve d'énergie du Moyen Orient voir le tableau II et le graphique II

<sup>188</sup> McMillan, *op.cit.*, p.24.

<sup>189</sup> **Rapport d'information**, Enregistré à la Présidence du sénat le 29 mai 2002 N° 313, **Sénat** Session Ordinaire de 2001-2002, p.122. <http://www.senat.fr/rap/r01-313/r01-313.html> visité le 02-09-2004

croissante.<sup>190</sup> En plus, le coût de production est moins de \$1,50 par baril.<sup>191</sup> Actuellement, le Moyen-Orient compte pour approximativement 70 pour cent de réserves prouvées de pétrole. Ce pourcentage augmenterait avec de nouvelles explorations, et la contribution de l'offre du Moyen Orient au commerce mondial se développerait avec les augmentations de la capacité de production. Le pétrole de la Mer Caspienne et l'exploration nouvelle des réserves, y compris l'Afrique occidentale et l'Amérique latine, diversifierait la situation d'énergie mais ne réduiraient pas l'importance globale du Golfe pendant la décennie suivante. La fin du régime de Saddam Hussein peut être perçue comme la réaction de la politique américaine en vue de contrôler une région qui est vitale à la sécurité énergétique mondiale. Seule l'Arabie Saoudite contient un quart des réserves mondiales vérifiées; l'Irak est en deuxième position possédant plus de 10 pour cent. L'Iran, les Emirats arabes Unis (EAU), et le Koweït détiennent environ 9 pour cent chacun.<sup>192</sup>

L'Energy Information Administration (L'EIA) résume le rôle de l'Irak dans l'offre mondiale de l'énergie comme ceci : L'Irak contient 112 milliards de barils de réserves de pétrole prouvées, le deuxième au monde. Les estimations des réserves du pétrole de l'Irak varient. Seulement 10% du pays a été exploré selon certains analystes (The Baker Institute, Center for Global Energy Studies, the Federation of American Scientists, etc....) les nouvelles explorations pourraient révéler de grandes ressources pétrolières additionnelles (probablement encore 100 milliards de barils ou plus). D'autres, tels que *US Geological Survey*, ne sont pas si optimistes, et estiment les réserves additionnelles de pétrole à près de 45 milliards de barils.<sup>193</sup> Le coût d'extrait du pétrole irakien est le plus bas au monde (peut-être \$3-\$5 millions pour chaque million de barils par jour. Cependant, le chaos et le sabotage contre les installations de pétrole après la guerre d'Irak en 2003 ont diminué la production. Edward C. Chow, un ancien directeur de Chevron estimait en novembre 2003 qu'il

---

<sup>190</sup> Pour plus d'information de la demande mondiale du pétrole dans 20 ans voir le graphique III et IV

<sup>191</sup> McMillan, *op.cit.*, p.30.

<sup>192</sup> BP Amoco Statistical Review of World Energy 2001, <http://www.bpamoco.com/centres/energy/index.asp>, visité le 02-09-2004

<sup>193</sup> EIA online country report, "Iraq," August 2003, <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/iraq.html> visité le 02-09-2004

fallait 20 milliards de dollars pour reconstituer la production irakienne aux niveaux d'avant-guerre.<sup>194</sup>

Le Département de l'Énergie américaine prévoyait qu'en 2020, 64 pour cent des besoins américains de pétrole étaient satisfaits par des importations. Rédigé par le vice-président Richard Cheney, le rapport du *National Energy Policy Development Group*, publié le 17 mai 2001, a établi une stratégie destinée à répondre à l'augmentation des besoins en pétrole des États-Unis au cours des vingt-cinq prochaines années. D'après le rapport, la dépendance américaine en pétrole étranger devrait passer de 52 % de la consommation totale en 2001 à 66 % en 2020. La consommation totale augmentant-elle aussi, les États-Unis vont devoir importer, en 2020, 60 % de pétrole plus qu'aujourd'hui, une importation passant ainsi de 10,4 millions de barils par jour à environ 16,7 millions. Le seul moyen d'y parvenir est de persuader les fournisseurs étrangers d'augmenter leur production et de vendre davantage aux États-Unis. Le rapport propose aussi d'augmenter la diversité géographique des importations américaines, afin de réduire la dépendance des États-Unis envers une région chroniquement instable. La concentration de la production pétrolière dans une seule région du monde risque de contribuer à l'instabilité du marché, explique le rapport. Afin de la promouvoir, le rapport suggère une collaboration étroite avec les entreprises américaines du secteur énergétique, destinée à augmenter les importations à partir du bassin de la Mer Caspienne (en particulier de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan), de l'Afrique subsaharienne (Angola et Nigeria) et de l'Amérique latine (Colombie, Mexique et Venezuela).<sup>195</sup>

La plupart des analystes anticipent que la demande énergétique en Asie, particulièrement en Chine et en Inde, augmentera sensiblement, et peut remplacer un jour l'Amérique du Nord comme consommateur principal d'énergie. On estime que l'augmentation de la demande énergétique asiatique montera de 75 millions de barils par jour à plus de 100 millions jusqu'à 2015. La majeure partie de cette nouvelle demande asiatique serait contrée par des importations du Golfe Persique et, à un moindre degré, de la Russie et de la Mer Caspienne, et 75 pour cent de production du Golfe pourrait aller en Asie vers la fin de la décennie. Dix ans avant, quand la

<sup>194</sup> Jeff Gerth, "Oil Experts See Long-Term Risks to Reserves," *New York Times*, November 30, 2003, p.1.

<sup>195</sup> Michael T. Klare, "Veillée d'armes contre l'Irak, Les vrais desseins de M. George Bush", *Le Monde Diplomatique*, Novembre 2002, p.17.

dépendance des Etats-Unis au pétrole de Golfe diminuait mais l'Europe et le Japon devenaient plus dépendants de la région, les hommes politiques américains ont fait face à la question : pour qui est-ce qu'on garde le pétrole ? Regardant vers 2010, la réponse serait la Chine et d'autres consommateurs asiatiques.<sup>196</sup>

En nous appuyant sur tous les facteurs mentionnés ci-dessus on constate que le Moyen Orient est une région vitale pour les pays industrialisés et ces pays ne peuvent en aucun cas montrer de l'indifférence aux développements dans cette région. Que l'Irak ou bien un autre Etat possèdent des ADM faciliterait l'acquisition de ces armes par les organisations terroristes. Dans ce cas l'accès aux zones pétrolières serait menacé. C'est-à-dire l'existence des régimes instables ayant la possibilité d'acquérir des ADM constituerait une menace globale pour la paix. Les Etats-Unis ont envahi l'Irak pour assurer la stabilité au Moyen Orient.

## 2. La Guerre d'Iraq: mettre fin au régime instable

La politique du Moyen Orient a considérablement évolué depuis dix ans. Dans la décennie entre la guerre du Golfe et les attaques terroristes sur le *World Trade Center* et sur le Pentagone, la stratégie de *dual containment* envers l'Irak et l'Iran étaient la politique principale de la planification militaire américaine pour la région.<sup>197</sup> Au cours de ces années, les inquiétudes primordiales des Etats-Unis étaient de préserver l'accès aux sources pétrolières du Golfe Persique à des prix raisonnables. L'Iran et l'Irak ne possédaient qu'une capacité limitée pour imposer leur influence au-delà de leurs frontières. Les Etats-Unis ont réussi, au moins jusqu'au deuxième Intifada palestinien en septembre 2000, à séparer leurs relations avec les Etats principaux du Golfe du conflit Israélo-arabe.

### a. La Stratégie du *Dual Containment* par l'Administration Clinton

En 1992 pendant sa campagne présidentielle, le candidat Bill Clinton avait critiqué l'administration Bush en raison de sa politique d'apaisement envers le régime de

<sup>196</sup> Pour plus d'information de demande regionale voir le graphique IV

<sup>197</sup> McMillan, *op.cit.*, p.12

Saddam et de ne pas réagir contre le nettoyage ethnique en Irak du nord.<sup>198</sup> En revanche, l'administration Clinton n'entretiendrait pas de relations stratégiques avec des régimes dangereux et despotiques. Au lieu de cela, Clinton a promis d'endiguer le régime de Saddam tout en soutenant les forces d'opposition irakienne que l'administration Bush avait ignorées.

Plusieurs défis auxquels les Etats-Unis font face de nos jours dans le Golfe ont été explicitement discutés en mai 1993, quand l'administration Clinton a déclaré sa stratégie de *dual containment*. Cette approche vers la sécurité régionale a été explicitement fondée sur quatre prémisses:

- L'Irak et l'Iran sont hostiles aux intérêts des Etats Unis dans le Moyen Orient et seront hostiles dans l'avenir prévisible,
- L'Iran est une menace plus sérieuse,
- La mise en place d'une sécurité régionale en équilibrant l'Irak et l'Iran, l'un contre l'autre, serait inefficace, dangereuse, et inutile,
- La coalition de la guerre du Golfe a pu être soutenue pour défendre la région contre les menaces posées par les deux pays.<sup>199</sup>

Si Saddam causait l'humiliation de l'Irak en mettant en application les résolutions de cessez-le-feu de la Guerre du Golfe, ses propres généraux le renverseraient. Si cette possibilité ne se réalisait pas, l'application prolongée des sanctions économiques de l'ONU mènerait à une vague du désordre populaire qui renverserait le régime. Malgré le désir de changement de régime à Bagdad, la première administration Clinton n'en a pas fait une partie manifeste de sa politique. Au lieu de cela, les Etats-Unis ont suivi une stratégie d'endiguement renforcé comportant trois éléments :

- La demande de conformité aux résolutions du Conseil de sécurité,
- L'aide humanitaire au peuple d'Irak,
- Garantir que le régime de Saddam ne menace pas ses voisins, par les applications des résolutions de l'ONU.

---

<sup>198</sup> "Excerpts from Interview with Clinton on Goals for Presidency," *New York Times*, June 28, 1992, p.17.

<sup>199</sup> McMillan, *op.cit.*,30

L'administration Clinton avait affirmé que la menace iranienne était la plus dangereuse. Les intentions hostiles de Téhéran ne se réduisaient pas, tandis que sa capacité augmentait. En plus, l'existence des sanctions internationales appliquées contre l'Irak mais pas contre l'Iran changeait dangereusement l'équilibre régional en faveur de l'Iran. La politique de Clinton avait clairement lié le processus de paix israélo-arabe aux intérêts des Etats-Unis dans le Golfe. Clinton avait cru que l'effondrement de l'Union soviétique avait créé une fenêtre d'opportunité pour négocier une paix durable au conflit.<sup>200</sup> La politique de l'administration Clinton envers le Golfe avait en grande partie échoué.<sup>201</sup> Etant donné la dévastation de deux guerres en 10 ans, une économie dévastée, la dette internationale écrasante, deux rebellions répandues, l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne,<sup>202</sup> personne n'estimait que le régime de Saddam pourrait continuer jusqu'à 21<sup>ème</sup> siècle. Mais, Saddam Hussein a pu rester au pouvoir.

A la fin de la deuxième moitié de 1990, il est devenu évident que l'endiguement exercé par des sanctions, des inspections, des zones d'exclusion aérienne ne pourraient pas conduire au changement de régime. Les Etats-Unis ont été forcés d'accepter des conditions de plus en plus relâchées du programme "pétrole contre nourriture" (*oil for food*) et progressivement des plafonds de plus en plus élevés sur la quantité de pétrole irakien qui pourrait être exporté.<sup>203</sup> De ce fait, l'Irak pouvait exporter légalement tout pétrole qu'il pourrait produire et importer pratiquement n'importe quel bien sur le marché. Le succès américain du changement de régime à Bagdad aurait exigé une augmentation substantielle des forces déployées des Etats-Unis.

#### b. La vision internationale de George W. Bush

Pendant sa campagne électorale, George W. Bush a critiqué Bill Clinton. On a pu y constater un réalisme, un mélange de Reaganisme néo-conservateur et de réalisme

<sup>200</sup> Thomas Donnelly, *Operation Iraqi Freedom, A Strategic Assessment*, Washington, D.C, The AEI Press, 2004, p.10.

<sup>201</sup> Caroline Pailhe, , *Bilan d'un an de guerre en Irak – Analyse des coûts et des éléments déclenchants*, Les Rapports du GRIP 2004/2, 15 mars 2004, <http://www.grip.org/bdg/g4534.htm> visité le 05-09-2004

<sup>202</sup> Les zones d'exclusion aérienne permettaient à la fois d'éviter des excursions de Bagdad en territoire chiite et kurde et limitaient considérablement la marge de manœuvre de Saddam Hussein.

<sup>203</sup> McMillan., *op.cit.*, 63

Kissingerian chez George W. Bush pendant son discours-clé prononcé à Citadel (une école militaire prestigieuse située à Charleston, en Caroline du Sud).<sup>204</sup>

M. Bush a expliqué, en septembre 1999, la manière dont il comptait accomplir la transformation des forces militaires américaines. Après avoir affirmé que l'administration Clinton n'était pas parvenue à ajuster les programmes militaires aux nouvelles réalités de l'après-guerre froide, le candidat républicain s'est engagé à effectuer une réévaluation complète de la stratégie américaine afin de 'commencer à construire l'armée du siècle à venir'. Cette transformation de l'armée avait deux objectifs principaux : en premier lieu, assurer l'invulnérabilité du territoire américain en construisant un bouclier anti-missile et en préservant la supériorité américaine dans le domaine des armes de pointe ; ensuite, développer la capacité des Etats-Unis à envahir des puissances régionales hostiles comme l'Iran, l'Irak ou la Corée du Nord. M. Bush a donc affirmé son soutien à la "révolution de la pensée militaire" qui tend à rendre systématique l'utilisation de l'ordinateur, de capteurs perfectionnés, et d'autres technologies avancées sur le champ de bataille. D'après le président, cette politique assurerait la suprématie américaine à long terme.

Bush s'est concentré sur le développement de la capacité américaine, en d'autres termes, sur la capacité de déployer sur des territoires lointains des forces puissantes, capables de triompher sur n'importe quel adversaire. Une telle ambition réclame l'acquisition de nouveaux équipements, comme des capteurs de pointe et des avions sans pilote.

Zalmay Khalilzad, envoyé spécial du Président Bush en Afghanistan et en Irak a décrit une stratégie de 'leadership sélective global' impliquant que la superpuissance unique pourrait choisir d'exercer sa suprématie où et quand elle le souhaiterait, évitant les missions de gendarmerie qui avaient marqué les années Clinton.<sup>205</sup> Juste après avoir assumé la présidence, Bush a autorisé une frappe punitive de missile contre l'Irak très semblable aux attaques périodiques ponctuelles et focalisées de l'administration Clinton. L'initiative principale d'Irak de l'administration était de réviser le régime de sanctions de l'ONU. Le secrétaire d'Etat Colin Powell appelait

---

<sup>204</sup> George W. Bush, "A Period of Consequences," September 23, 1999, [http://www.citadel.edu/pao/addresses/pres\\_bush.html](http://www.citadel.edu/pao/addresses/pres_bush.html); visité le 06-09-2004

<sup>205</sup> Donnelly, *op.cit.*, p.16.

ces sanctions, “des sanctions intelligentes”.<sup>206</sup> L’idée de sanctions intelligentes, qui renforceraient les contrôles sur les ventes de pétrole, pénaliseraient les seuls biens pouvant concourir à la fabrication d’armes interdites mais, l’absence de soutien politique dans la région l’a finalement fait échouer.<sup>207</sup> Il faut d’ailleurs souligner qu’elle se présentait non comme une rupture mais comme une variante de la politique de confinement de l’administration précédente. Le véritable virage est venu après les attentats terroristes du 11 septembre.<sup>208</sup>

En premier lieu, ces évènements tragiques ont pleinement confirmé les analyses relatives aux nouvelles menaces, en particulier aux menaces « asymétriques » liées au terrorisme ou aux armes biologiques et chimiques, et ils ont légitimé la nécessité de s’y adapter, comme ne cessait de le préconiser la nouvelle administration. Deuxièmement, le choc du 11 septembre a favorisé un consensus politique autour du caractère prioritaire de la protection du territoire américain et de la modernisation de l’équipement.

Le 20 septembre 2001, le Président Bush s’est adressé au Congrès et annoncé qu’il préparait la nation à une longue guerre, pas une guerre simple contre un groupe particulier de terroristes, mais contre chaque groupe de terroriste étendu au niveau global et les Etats qui leur à les abritaient.

L’équipe de Bush a formulé une stratégie ou une doctrine complète de sécurité nationale publiée en 2001 dans la revue d’*Quadrennial Defense Review (QDR)*<sup>209</sup>. Depuis 1993, la loi fédérale obligeait chaque administration en début de mandat à établir un document de référence relatif à la stratégie de défense des Etats-Unis. Après les revues élaborées par l’administration Démocrate en 1993 puis en 1997, le (*QDR*) de septembre 2001 constituait donc le troisième exercice du genre et tenait compte de l’importance accordée par le Président George W. Bush aux questions de défense et aux ambitions réformatrices de ses conseillers.<sup>210</sup>

<sup>206</sup> ‘*smart sanctions*’

<sup>207</sup> Donnelly, *op.cit.*, p.17.

<sup>208</sup> Thérèse Delpéch, “Irak : l’intelligence prise en défaut”, *Commentaire*, Numéro, 106/Eté 2004, p.404.

<sup>209</sup> Quadrennial Defense Review Report, September 30, 2001, Department of Defense, USA, <http://www.defenselink.mil/pubs/qdr2001.pdf> visité le 10-09-2004

<sup>210</sup> N° 313 Sénat Session de 2001-2002,

La valeur et la portée de la *Quadrennial Defense Review*, présentée le 30 septembre 2001 au Congrès, ont été largement modifiée par les attaques terroristes survenues quelques jours plus tôt à New York et Washington.<sup>211</sup> La *Quadrennial Defense Review* traduit avec force les évolutions intervenues aux Etats-Unis dans la perception de la menace au cours des dernières années. Diffuse, imprévisible, difficile à localiser et à identifier, cette menace est néanmoins directement ressentie et pèse sur la population, le territoire et les infrastructures d'un pays dont la position géographique, à l'abri de deux vastes océans, ne constitue plus une protection absolue.<sup>212</sup>

Tout d'abord, une priorité absolue est accordée à la protection du territoire national américain, dont la vulnérabilité a été dramatiquement démontrée le 11 septembre 2001. Cette priorité se traduit par de multiples développements, tant sur le plan civil, qu'avec la mise en place d'un bureau pour la sécurité intérieure (*Office for Homeland Security*). Deuxièmement la Commission spéciale du 11 septembre l'a constaté auprès de tous ses interlocuteurs- le sentiment qui pèse sur les Etats-Unis que de nouvelles menaces, imprévisibles et multiformes, s'accompagnent d'une polarisation sur les armes de destruction massive -nucléaires, bactériologiques, chimiques ou radiologiques- armes dont pourraient disposer certains Etats mal intentionnés ou des organisations terroristes. La prolifération de telles armes et la possibilité de les utiliser au moyen de missiles balistiques à longue portée constituent aujourd'hui incontestablement la préoccupation majeure sur laquelle la *Quadrennial Defense Review* insiste.<sup>213</sup> Il s'agit de la nécessité de maintenir un important dispositif militaire stationné à l'extérieur, y compris en augmentant le nombre de bases permanentes et les possibilités d'installations temporaires à l'étranger. Cette présence extérieure vise au moins autant à protéger les Etats-Unis, par son effet dissuasif.<sup>214</sup>

---

Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 février 2002, Enregistré à la Présidence du Sénat le 29 mai 2002 p.27 <http://www.senat.fr/rap/r01-313/r01-313.html>

<sup>211</sup> <http://www.9-11commission.gov/report/911Report> p.208 visité le 01-07-2004

<sup>212</sup> Quadrennial Defense Review Report, September 30, 2001, Department of Defense, USA., p.4

<sup>213</sup> *ibid.*, p.3

<sup>214</sup> N° 313 Sénat Session De 2001-2002,

Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 février 2002, Enregistré à la Présidence du Sénat le 29 mai 2002 p.39. <http://www.senat.fr/rap/r01-313/r01-313.html> visité le 06-09-2004

Selon le rapport, la suprématie militaire américaine doit être préservée et accentuée, grâce à des équipements hautement sophistiqués, en particulier dans le domaine du renseignement, des communications et des capacités de frappe à longue distance avec des armements de précision<sup>215</sup>. La politique d'équipement des forces ne vise rien de moins que garantir une invulnérabilité mise à mal le 11 septembre 2001. Les nouvelles menaces provoquent un déplacement des préoccupations stratégiques des Etats-Unis vers l'Asie au sens large, de l'Irak et l'Iran jusqu'à la Corée du Nord. Au-delà de ces trois pays constituant pour le Président Bush 'l'axe du mal', la montée en puissance de la Chine, bien que rarement évoquée officiellement, reste un déterminant majeur de la politique américaine. Selon la *QDR*, le Ministère de la Défense reconnaît que les Etats-Unis et leurs alliés vont continuer à dépendre des ressources énergétiques du Proche-Orient, et que cet accès pourrait être entravé par divers moyens militaires. Cette région est surtout signalée comme un foyer de prolifération d'armes de destruction massive et de capacités balistiques, et comme une base pour les groupes terroristes.<sup>216</sup>

La doctrine de Bush a été déclarée le 29 Janvier 2002. Le rapport sur la *National Security Strategy* commence par l'observation que les Etats-Unis possèdent une force et une influence sans précédent et sans égal au monde.<sup>217</sup> Selon la doctrine, les Etats-Unis ont deux objectifs clairs. Le premier est de combattre le terrorisme intrinsèquement. Le deuxième est marqué par un rejet clair du statu quo international. Les Etats-Unis ont déclaré qu'ils ne laisseraient pas les Etats voyous les menacer. Le président a précisé les trois régimes comme *l'axe du mal* qui sont la menace la plus sérieuse à la paix internationale et aux intérêts des Etats-Unis. Pendant l'année 2002, cette doctrine montrait les nouvelles directions pour la stratégie américaine, en particulier dans le Moyen-Orient. Après le succès en Afghanistan, l'Irak est devenu l'objet primaire. Contrairement à Clinton,

<sup>215</sup> N° 313 Sénat Session De 2001-2002,

Rattaché pour ordre au procès -verbal de la séance du 21 février 2002, Enregistré à la Présidence du Sénat le 29 mai 2002 p.26. <http://www.senat.fr/rap/r01-313/r01-313.html> visité le 06-09-2004

<sup>216</sup> Quadrennial Defense Review Report, September 30, 2001, Department of Defense, USA., p.4 <http://www.defenselink.mil/pubs/qdr2001.pdf> visité le 10-09-2004

<sup>217</sup> The National Security Strategy of the United States of America, September 2002, The White House, Washington, p.1

l'administration Bush a ouvertement parlé du changement de régime à Bagdad et de changer la politique concentrée dans le Moyen-Orient sur le processus du conflit israélo-palestinien depuis une décennie.

L'anniversaire des attaques du 11 septembre a fourni au Président l'occasion d'expliquer comment la guerre contre l'Irak s'adapterait à ses buts stratégiques. Bush a rompu avec le Président Clinton sur ce point. Les deux présidents avaient une vision d'un ordre international libéral dans lequel les Etats-Unis joueraient un rôle central. Mais Bush défendait l'idée de '*la vie active*' de Théodore Roosevelt.<sup>218</sup> Selon Roosevelt, il fallait des efforts conscients pour atteindre des buts importants. Clinton mettait l'accent sur les outils économiques et les organisations internationales. Selon lui, la *Pax americana* devait être étendue par le biais des efforts modestes (particulièrement économiques), et la consultation constante avec les autres grands Etats.

Pendant son discours à l'ONU, Bush a expliqué son approche envers les nouvelles menaces. Ce discours était la déclaration de la doctrine Bush devant le monde entier. Selon lui, la sécurité globale était menacée par les Etats voyous qui n'acceptent pas les normes internationales. Les ambitions des leaders de ces régimes étaient illimitées. L'Irak était un exemple parfait de cette nouvelle menace. Bush a trouvé tous les dangers et les menaces terroristes dans un seul Etat, contre lesquels les Nations Unies devaient lutter.

Le Conseil de Sécurité a adopté la résolution 1441 le 8 novembre en 2002, réclamant le désarmement en Irak et sa conformité aux résolutions précédentes de l'ONU.<sup>219</sup> Le 17 mars 2003, le Président Bush a publié un ultimatum pour que Saddam Hussein abandonne le pouvoir et quitte l'Irak en quarante huit heures.

### c. Le Début de la Guerre

Trois prétextes ont été utilisés par l'administration Bush pour justifier l'invasion de l'Irak : le premier était, bien sûr, 'la guerre contre le terrorisme' décrétée à la suite du 11 septembre 2001. Le président Saddam Hussein était présenté au public américain

<sup>218</sup> Donnelly, *op.cit.*, 21

<sup>219</sup> Donnelly, *op.cit.*,24

comme complice, sinon commanditaire, d'Oussama Ben Laden. Le second argument était la menace représentée par les 'armes de destruction massive'. La troisième raison était les droits de l'homme. Washington promettait de transformer l'Irak en un modèle démocratique si attirant qu'il servirait d'exemple pour tout le Proche-Orient.<sup>220</sup>

La guerre américaine contre Saddam Hussein durait depuis plus de douze années. De '*Operation Provide Comfort*', destiné à protéger les Kurdes en Irak du Nord suivant leur soulèvement contre Saddam après *Desert Storm*, à travers "*Northern Watch*" et "*Southern Watch*" les avions des Etats-Unis et du Royaume Uni ont fait plus de 150.000 sorties.<sup>221</sup> Ce nombre de sortie est plus que le nombre fait pendant la Guerre de Golfe et la Guerre de l'Irak. Ainsi, les Etats-Unis n'ont pas fait le choix de faire ou ne pas faire une guerre contre l'Irak, mais plutôt, de continuer la guerre par l'endiguement ou lancer une action militaire. La victoire rapide en Afghanistan, si on la considère comme une victoire, a également ouvert le débat sur le plan de guerre au tour de Secrétaire d'Etat à la Défense. La coopération réussie entre les Etats-Unis et les forces locales afghanes a ressuscité l'idée de combiner la puissance militaire américaine avec l'opposition irakienne locale telle que les guérilleros Kurdes *peshmerga* et les groupes en exil qui se sont unifiés sous le Congrès national irakien. La question centrale était la volonté et la capacité de l'armée irakienne de résister.

Le président George W. Bush a lancé, le 24 octobre, un ultimatum aux membres du Conseil de sécurité. "Si les Nations Unies n'agissent pas, si elles font preuve de mollesse dans leurs responsabilités, et si Saddam Hussein ne désarme pas, les Etats-Unis conduiront une coalition au nom de la paix pour le désarmer."<sup>222</sup>

Comme l'Irak a rejeté les dispositions de la résolution 1441 de l'ONU, la probabilité de la guerre augmentait et le processus de la planification s'accélérait. Les efforts de prévention de la guerre ont échoué. Le 16 mars 2003, la force de coalition américaine et anglaise, avec les petits contingents de l'Australie et de la Pologne ont déclenché une opération traversant la frontière du Koweït et de l'Irak.

---

<sup>220</sup> Serge Halimi, Démocratie, droits de la personne et libre-échange, le nouveau masque de la politique américaine au Proche-Orient, *Le Monde Diplomatique*, avril 2004, p. 14 et 15.

<sup>221</sup> Donnelly, *op.cit.*, 2

<sup>222</sup> Klair, *op.cit.*, p.17.

A l'exception des Etats Unis, les militaires britanniques ont joué un rôle important dans le processus de planification et de l'exécution de l'Operation *Iraki Freedom*. Contrairement aux attitudes franco-allemandes, la Grande-Bretagne a reconnu, le leadership global des Etats-Unis et a fortifié ses rapports spéciaux avec l'Amérique en adhérant à la nouvelle coalition de guerre globale contre le terrorisme. Réévaluant la politique du gouvernement Thatcher pendant *Operation Desert*, Blair et ses officiers militaires ont choisi de jouer un rôle important dans l'invasion de l'Irak. Les autres alliés des Etats-Unis qui ont fourni un appui diplomatique ont été l'Espagne, le Japon, et la Corée du Sud. Les alliés régionaux des Etats-Unis, y compris la Jordanie et l'Arabie Saoudite, ont exprimé leur soutien derrière la scène une fois qu'ils étaient convaincus de la détermination du gouvernement des Etats-Unis à terminer l'affaire. Mais ils sont restés prudents dans leurs déclarations publiques.<sup>223</sup> L'effondrement final du régime de Saddam Hussein a commencé le 3 Avril 2003, quand la Troisième Division d'infanterie de Général Buford Blount a déclenché une attaque sur l'aéroport international de Bagdad. Les Gardes républicains ont été complètement dispersées. Saddam était maintenant un fugitif, et son régime s'était effondré. Le Secrétaire d'Etat à la Défense, Rumsfeld et les chefs du Pentagone ont voulu retirer les forces des Etats-Unis aussi vite que possible. La première partie d'*Operation Iraki Freedom*, que le président Bush a déclaré comme complète et victorieuse en mai 2003, était une invasion classique des forces conventionnelles. La force de coalition a vaincu l'armée irakienne et a capturé la capitale, Bagdad.<sup>224</sup>

#### d. La Campagne de Résistance

Pourtant, les nouveaux événements ne se sont pas bien déroulés pour les Etats-Unis surtout par rapport à leur ambition de créer un modèle de pays démocratique qui pourrait transformer le Moyen-Orient. La guerre civile et la dissolution de l'Irak paraissent plus probables qu'une transition réussie à un modèle de démocratie pluraliste à l'occidentale.

---

<sup>223</sup> Dobbins, *op.cit.*, p.176.

<sup>224</sup> Donnelly, *op.cit.*, p.52

A la fin de l'opération, les Irakiens ont célébré le renversement de la dictature à Bagdad. Mais les Etats-Unis avaient des difficultés à assurer la stabilité interne. L'hostilité envers les Etats-Unis s'est aggravée à vue d'œil.

- La résistance envers les Etats-Unis a tué deux fois plus de soldats américains que la guerre elle-même, alors que les milliers d'Irakiens sont également morts.
- Les terroristes ont tué le chef de la mission des Nations Unies, Sergio Vieira de Mello; un important politicien Shiite de l'Irak, Al-Hakim Ayatollah Baqir; et le ministre du gouvernement régional de Kurdistan, Sami Abdul Rahman, avec des centaines de personnes civiles.<sup>225</sup>
- Le pillage a causé des milliards de dollars de dégâts aux dépens du contribuable des Etats-Unis.
- 150 milliards de dollars ont été déjà dépensés pour l'Irak (en revanche, le gouvernement des Etats-Unis avaient gagné un petit bénéfice après la première Guerre du Golfe en raison des contributions des autres nations.)<sup>226</sup>

Les Etats-Unis ne semblent pas avoir les ressources militaires ou diplomatiques pour lutter contre les menaces les plus sérieuses contre sa sécurité nationale. Le Président Bush avait correctement identifié la menace posée par les liens entre les ADM et les Etats Voyous. Le plus grand danger provenait des Etats voyous qui ont acquis la technologie des armes nucléaires et les ont fournis aux terroristes internationaux. Mais après la guerre, les forces américaines n'ont pas trouvé les armes nucléaires qu'elles prétendaient savoir exister. Cette situation a causé la perte du prestige des Etats Unis sur la scène internationale.

Le mécontentement contre l'occupation des Etats-Unis a causé un soulèvement dans les régions Shiites de l'Irak au premier anniversaire de la libération. L'insurrection persistante dans le triangle Sunnite continue aussi. Plusieurs personnes au Conseil de

---

<sup>225</sup> Peter W. Galbraith, How to Get Out of Iraq, <http://www.nybooks.com/articles/17103> visité le 10-09-2004

<sup>226</sup> Dobbins, op.cit., p.218

Gouvernement d'Irak –établi par les Etats-Unis- se sont fortement opposées à la riposte militaire des Etats-Unis et les institutions de sécurité créées par les Etats-Unis comme 'la nouvelle police irakienne et les corps paramilitaire de défense civils irakiens qui ont refusé de combattre, ou dans certains cas, se sont joint aux rebelles. La crédibilité des Etats-Unis à l'étranger s'est affaiblie en raison de l'échec de trouver les ADM. Les résultats des élections en Espagne, la popularité décroissants de Tony Blair, et la défaite probable du gouvernement de Howard de l'Australie ont montré le risque politique d'une association trop étroite avec les Etats-Unis.

Il y a trois facteurs importants qui rendent difficile à assurer la stabilité et la formation de l'Etat en Iraq. Le problème le plus important est que le peuple irakien n'a pas une conscience nationale, ni une expérience politique. L'autre facteur est qu'il y a une profonde division ethnique. Les problèmes qui menacent de démanteler l'Irak sont les aspirations kurdes pour l'indépendance, les rêves de domination des Shiites et la nostalgie des Arabes sunnites pour la puissance perdue.

Le régime de Saddam avait réprimé à la fois les chiites et les Kurdes. Dans les années 1980, les forces armées et les services de sécurité irakiens avaient systématiquement détruit plus de quatre mille villages kurdes et plusieurs petites villes, attaqué plus de deux cents villages et villes kurdes avec les armes chimiques en 1987 et 1988, et organisé la déportation et l'exécution de 182.000 civils Kurdes.<sup>227</sup> Le 20 Août 1988, la guerre entre l'Iran et Irak avait pris fin. Cinq jours plus tard, les militaires irakiens avaient lancé une attaque d'arme chimique, sur au moins, quarante-neuf villages kurdes dans la province de *Dihok*, près des frontières de la Turquie et de la Syrie. Dans les années 1990, le régime de Saddam Hussein avait déplacé 500.000 personnes, dont la moitié s'étaient réfugiées en Iran, et dont 40.000 avaient été massacrées en Irak du Sud.<sup>228</sup>

Les chefs Shiites de l'Irak disent que le pouvoir de l'Assemblée nationale qui sera élue en janvier 2005 ne devrait pas être limité par un document fourni par des juristes américains. Surtout, les Shiites ont objecté contre une disposition dans la constitution intérimaire qui octroie à trois de dix-huit gouverneurs de l'Irak (ou de provinces) le

<sup>227</sup> Peter W. Galbraith How to Get Out of Iraq, <http://www.nybooks.com/articles/17103> visité le 10-09-2004

<sup>228</sup> *ibid.* <http://www.nybooks.com/articles/17103> visité le 10-09-2004

droit de veto dans la ratification d'une constitution permanente. Ceci, en effet, permet aux Kurdes et aux Arabes Sunnites de bloquer la constitution. C'est une disposition sage. Imposer une constitution aux Arabes Sunnites ou aux Kurdes provoquerait un nouveau cycle de résistance et de conflit. Pour l'instant, les Arabes sunnites n'ont pas de leader connu. Les Kurdes, cependant, sont bien organisés. Ils ont un parlement élu et deux gouvernements régionaux, leur propre système de justice, et une force de 100.000 bien armés, connue sous le nom de *Peshmerga*. Les *Peshmerga* ont été les principaux alliés de l'Amérique pendant la guerre en 2003, mieux armés, mieux entraînés, et plus disciplinés que l'armée irakienne minuscule que les Etats-Unis essaient actuellement de reconstruire. Au début de 2005, l'Irak confronterait probablement le conflit entre un gouvernement central élu à domination Shiiite essayant de dépasser la constitution intérimaire afin d'imposer sa volonté au pays entier, et un gouvernement kurde insistant pour préserver leur statut *de facto* indépendant dont ils se sont dotés depuis treize ans. Le statut de Kirkouk, une province riche en source de pétrole complique la lutte politique, impliquant les Kurdes, les Arabes Sunnites, les Arabes Shiites, les Turkmènes sunnites, et les Turkmènes Shiites.<sup>229</sup>

Dans le sud, les Shiites réprimés de l'Irak s'identifient principalement par appartenance religieuse. Si les élections libres sont tenues en Irak, il est probable que les parties Shiites -principalement le Conseil suprême pour la Révolution islamique en Irak (SCIRI) et le *Dawa* (l'appel) auraient une majorité absolue dans l'Assemblée nationale. Le Shiites ne sont pas des séparatistes, ils pensent que leur statut de majorité les autorise à gouverner tout l'Irak, et à imposer un Etat islamique. Ils accordent plus d'importance aux sentiments confessionnels qu'à leurs sentiments nationalistes. Les Shiites iraniens, tel que Ayatollah Al-Sistani ont l'énorme influence politique et spirituelle en Irak du Sud. On peut voir leurs portraits partout. Les Shiites arabes irakiens traditionnels, tel qu'Al-Hakim d'Abdel Aziz le Chef de SCIRI, préconisent une ligne très pro-Iranienne.<sup>230</sup>

---

<sup>229</sup> Depuis 1991, les Kurdes irakiens sont de facto indépendants et dont la plupart considèrent cette période comme l'âge d'or de leur histoire. En 1992 les Kurdes ont bénéficié de la première élection libre de l'Irak lors qu'ils ont élu l'Assemblée nationale kurde nouvellement créée.

<sup>230</sup> Peter W. Galbraith, How to Get Out of Iraq., <http://www.nybooks.com/articles/17103> visité le 10-09-2004

Les Arabes Sunnites ont toujours été les principaux nationalistes irakiens, et une partie du soulèvement anti-américain dans le triangle Sunnite est nationaliste. Les Arabes Sunnites ont considéré l'Irak comme la partie d'une plus grande nation arabe, et c'était une doctrine centrale de la partie de Baath. Les groupes islamiques Sunnites radicaux, y compris ceux qui ont des liens avec Al-Qaeda, ont émergé comme une partie toujours plus importante dans le soulèvement au triangle Sunnite.

La stratégie des Etats-Unis est de tenir l'Irak uni en établissant un gouvernement fort et centralisé. La constitution intérimaire donne au gouvernement central un monopole sur la force militaire, sur le contrôle des ressources naturelles et sur l'ordre judiciaire. Il y a également des conflits sévères entre les Arabes Shiites pro-iraniens et les Arabes Sunnites nationalistes. Ce conflit provient des interprétations différentes de l'Islam par les deux parties religieuses. Mais, la division confessionnelle entre les Arabes de l'Irak est beaucoup moins forte que celle entre les Arabes et les Kurdes. La démocratie exige la tolérance et la bonne volonté de compromis. Malheureusement, on ne les voit pas en Irak pour l'instant et il est impossible de préserver l'unité d'un Etat démocratique où les ressortissants ne veulent pas faire partie de cet Etat. Le problème de l'Irak est que la dissolution du pays n'est pas une possibilité réaliste à présent.

La Turquie, l'Iran, et la Syrie, qui ont une population kurde significative, chacun s'inquiètent de l'indépendance des Kurdes en Irak du nord. Les Arabes Sunnites et Shiites s'opposent sévèrement à la séparation des Kurdes. Les Arabes Sunnites n'ont pas leurs propres ressources pour soutenir un Etat indépendant. (Les plus grands gisements de pétrole de l'Irak sont dans la région Shite au sud ou dans le territoire contesté de Kirkouk). Il serait difficile de résoudre la question du statut de Kirkouk en Irak. Il serait impossible si le pays se divisait en deux ou trois parties. En plus, Kirkouk n'est pas la seule ville contestée, elle est seulement une parmi d'autres.

Le renversement du régime de Saddam Hussein qui est à l'origine de deux guerres - envers le Kuweit et l'Iran- est une étape importante pour stabiliser cette région. Mais le fait que cette opération n'ait pas eu lieu sous les auspices des Nations Unies a affaibli sa légitimité. Les Etats-Unis n'ont pas encore assuré la stabilité et la sécurité en Irak et ils doivent agir en coopération avec les autres grandes puissances et les

pays régionaux. Mais l'attitude de plus en plus récalcitrante de ses alliés - à l'exception de la Grande Bretagne- pousse les Etats-Unis à agir d'une façon unilatérale.



## CONCLUSION

Après avoir tenté, tout au long de ce travail, d'explorer les conséquences des actes terroristes du 11 septembre dans la politique étrangère américaine, notre premier constat est que le 11 septembre a accéléré et catalysé les processus en marche contre les nouvelles menaces internationales, à savoir le terrorisme et la prolifération des ADM aux mains d'Etats voyous. Ces attaques nous ont montré qu'à l'âge de la mondialisation, on ne peut pas miser sur une défense totale et une sécurité complète. Même la seule superpuissance économique et militaire est vulnérable face à la menace terroriste. L'insécurité interne des Etats-Unis augmente au fur et à mesure que son implication dans les questions internationales augmente.

Deuxièmement, dans la conjoncture de l'après Guerre Froide, on peut observer un affrontement asymétrique entre les Etats-Unis et les organisations terroristes. Le premier est facilement identifiable, bien structuré, organisé, alors que le second, demeure plus ou moins flou, complexe, et sans centre de gravité. Mais à la suite des événements du 11 septembre, on a constaté sa capacité d'infliger des dégâts importants aux intérêts de son adversaire.

Après le 11 septembre, une notion a fait son entrée dans la pensée stratégique américaine : l'idée selon laquelle les Etats-Unis doivent pouvoir employer la force de manière préventive contre des puissances hostiles susceptibles d'utiliser des armes de destruction massive. Cette guerre préventive se fixe deux grands objectifs :

- pourchasser et détruire les réseaux terroristes,
- éliminer la menace des terroristes et des gouvernements qui cherchent à se doter d'armes chimiques, biologiques ou nucléaires.

Immédiatement après les attentats, les Etats-Unis, s'étant assurés du soutien d'une large coalition internationale et avec l'aide de leurs alliés, ont lancé une campagne multidimensionnelle visant à détruire Al Qaeda, et à capturer son leader Oussama Ben Laden. Le régime Taliban en Afghanistan, qui avait hébergé ben Laden et ses

camps d'entraînement ces dernières années, sont devenus la première cible de la guerre contre le terrorisme. Mais cette guerre va bien au delà de la campagne d'Afghanistan, puisqu'elle vise les dizaines de milliers de terroristes formés dans les camps d'entraînement d'une douzaine de pays au moins. Quant à l'Irak, il est devenu la deuxième cible des Etats-Unis. L'objectif déclaré de cette deuxième invasion était de détruire la capacité de l'Irak de produire des armes nucléaires, chimiques ou biologiques.

Ces guerres ont fait naître de grands débats. Au cours de la guerre d'Afghanistan les Etats-Unis sont parvenus à rassembler une coalition multilatérale et le soutien des grands pays. Mais, ils n'ont pas réussi un soutien international au même degré pendant la guerre d'Irak. Les pays comme l'Allemagne et la France ont contesté cette guerre. Dès les attaques du 11 septembre, la possibilité d'un lien entre l'Irak et les actions terroristes a été évoquée. Rien n'est jusqu'à présent prouvé pour alimenter concrètement cette hypothèse. Cette invasion militairement réussie, politiquement discutable a produit un paradoxe. La crédibilité militaire des Etats-Unis n'a jamais été aussi élevée, mais sa crédibilité politique n'a jamais été aussi faible.

On voit que l'application exclusive du pouvoir militaire n'est pas assez pour préserver la sécurité des Etats-Unis parce que les terroristes ne donnent guère d'importance à leur propre vie. La coercition crée des nouveaux antagonismes mais n'empêche pas les terroristes. La guerre au Moyen Orient pourrait être gagnée si les organisations terroristes perdaient leur soutien auprès du peuple et si leurs sources financières s'anéantissaient. La question de la Palestine est la justification la plus importante qui est invoquée par les terroristes. Le rôle médiateur des Etats-Unis en vue d'une solution définitive faciliterait la paix au Moyen Orient, et diminuerait l'antagonisme entre les Etats-Unis et le monde arabe. La volonté de ne pas reconnaître une connexion historique entre la naissance d'un terrorisme anti-américain et le soutien de Washington accordé à Israël ainsi que la présence américaine au Moyen Orient, rend plus compliquée la formulation d'une réponse stratégique efficace au terrorisme. Tous les conflits régionaux non résolus et l'existence d'Etats déstructurés seraient la source de l'extrémisme et des activités terroristes, et finalement, les Etats-Unis deviendraient une nouvelle fois leur cible. C'est pourquoi, les EU devraient être déterminés à ne pas laisser un vide qui puisse permettre à l'extrémisme de se développer.

La particularité des nouvelles menaces et la campagne contre le terrorisme global nécessitent un soutien global. Cette campagne ne peut pas être réussie sans les Etats-Unis mais il est aussi clair que l'Amérique elle-même ne peut pas gagner cette guerre toute seule. La puissance des Etats-Unis nécessite de jouer un rôle prépondérant contre les Etats voyous et le terrorisme. Mais l'utilisation de force illégale liée à son initiative unilatérale et l'abus de cette puissance pourraient affaiblir ce rôle. La confiance unilatérale sur la puissance militaire entraînerait l'isolation des Etats-Unis. L'émergence de l'anti-américanisme en Europe et en Asie à cause de l'unilatéralisme américain empêche le consensus global nécessaire pour lutter contre le terrorisme international. La tendance unilatéraliste peut exclure les Etats-Unis de l'Eurasie, tandis que le leadership consensuel pourrait légitimement assurer la primauté des Etats-Unis. Une politique multilatéraliste sous les auspices de l'ONU, surtout dans la guerre d'Irak, augmenterait la légitimité de l'opération aux yeux des Irakiens et de l'opinion publique mondiale et diminuerait la perception des Etats-Unis comme un puissance impérialiste par le peuple arabe et le reste du monde.

## BIBLIOGRAPHIE

### Documents Officiels

- Economic Report of the President, 2000, Washington, US Government Printing Office, 2000  
[http://www.gpoaccess.gov/usbudget/fy01/pdf/2000\\_erp.pdf](http://www.gpoaccess.gov/usbudget/fy01/pdf/2000_erp.pdf)
- Energy Information Administration online Country Report, "Iraq," August 2003, <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/iraq.html>
- Patterns of Global Terrorism: 1997, Department of State Publication 10535, Office of the Secretary of State, Released April, 1998  
[www.mipt.org/pdf/1997pogt.pdf](http://www.mipt.org/pdf/1997pogt.pdf)
- Sénat Session Ordinaire de 2001-2002, N° 313, Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 février 2002, Enregistré à la Présidence du Sénat le 29 mai 2002  
<http://www.senat.fr/rap/r01-313/r01-313.html>
- U.S Department of Defense, Office of International Security Affairs, United States Security Strategy for the Middle East, May 1995
- U.S. Department of State International Information Programs, "Defense Agency Issues Excerpt on Iraqi Chemical Warfare Program," June 7, 2003  
<http://usinfo.state.gov/topical/pol/arms/03060720.htm>
- U.S Department of State, Patterns of Global Terrorism 2001  
<http://www.state.gov/documents/organization/10296.pdf>

- U.S Department of Defense, Quadrennial Defense Review Report, September 30, 2001,  
<http://www.defenselink.mil/pubs/qdr2001.pdf>
- The National Commission on Terrorist Attacks Upon the United States  
<http://www.9-11commission.gov/>
- The White House, The National Security Strategy of the United States of America, September 2002,  
<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/12/WMDStrategy.pdf>
- The White House, National Strategy for combating Terrorism of United States of America, February 2003  
[http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/02/counter\\_terrorism/counter\\_terrorism\\_strategy.pdfwq](http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/02/counter_terrorism/counter_terrorism_strategy.pdfwq)

### **Documents Divers**

- Center for Strategic and International Studies, CORDESMAN Anthony H., *Energy Developments in the Middle East, Draft For Comment And Review* , March 15, 2004 [http://www.csis.org/burke/meep/meep\\_fullreport.pdf](http://www.csis.org/burke/meep/meep_fullreport.pdf)
- Chairmen's Report of an Independent Task Force Cosponsored by the Council on Foreign Relations and the Asia Society, WISNER Frank G, PLATT, Nicholas and BOUTON Marshall M., *Afghanistan: Are We Losing the Peace?*, June 2003  
[http://www.asiasociety.org/policy\\_business/afghanistan061703.pdf](http://www.asiasociety.org/policy_business/afghanistan061703.pdf)
- Groupe de Recherche Et d'information sur la Paix et la Sécurité, (GRIP), Caroline Pailhe, *Bilan d'un an de guerre en Irak – Analyse des coûts et des éléments déclenchant*, 2004/2, 15 mars 2004  
<http://www.grip.org/bdg/g4534.htm>

- National Defense University, Kori Schake, *Strategic Assessment 1999, Priorities for a Turbulent World*, Washington, Press, 1999
- Publications Office of Strategic Studies Institute, U.S. Army War College, Robert D. Worley, *Waging Ancient War: Limits On Preemptive Force*, 2003  
<http://www.carlisle.army.mil/ssi/pdf/00266.pdf>
- The RAND Corporation, HOFFMAN Bruce, *Al Qaeda, Trends In Terrorism And Future Potentialities: An Assessment*, Pittsburg, Rand, 2003  
<http://www.rand.org/publications/P/P8078/P8078.pdf>

### Ouvrages :

- BONIFACE Pascal, **les Guerres de Demain**, Paris, Seuil, 2001
- BROWN Michael E., Owen R. Coté, Sean M.Lynn-Jones, Steven E. Miller, **America's Strategic Choices**, London, The MIT Press, 1997
- BRZEZINSKI Zbigniew, **The Choice**, New York, Basic Books, 2004
- BRZEZINSKI Zbigniew, **Le Grand Echiquier**, Paris, Bayards Editions, 1997
- DOBBINS James, *America's Role in Nation-Building: From Germany to Iraq*, Santa Monica, Rand, 2003
- DONNELLY Thomas, **Operation Iraqi Freedom, A Strategic Assessment**, The AEI Press, Washington D .C., 2004
- DORRONSORO Gilles, **La révolution afghane**, Paris, Editions Karthala, 2000
- GÜNDÜZ Süleyman, **Afganistan, Taliban ve Ladin**, Istanbul, Birey Yayıncılık, 2001

- HERRING G.K, National Security Challenges for the 21st Century, The War in Afghanistan: A Strategic Analysis, Williamson Murray Editor, October 2003. (e-book) <http://www.carlisle.army.mil/ssi/pdf/00003.pdf>
- KHALILZAD Zalmay M., David A. Shlapak, and Daniel L. Byman, **The Implications of the Possible End of the Arab-Israeli Conflict for Gulf Security**, California, Santa Monica, RAND, 1997
- KHOSROKHAVAR Farhad, **Les Nouveaux Martyrs d'Allah**, Paris,, Flammarion, 2002
- LINDHOLM, Charles, "Frontier Perspectives", **Essays in Comparative Anthropology**, Oxford, Oxford University Press, 1996
- MCMILLAN Joseph, U.S. Interests and Objectives, **The US and Persian Gulf : Reshaping Security Strategy for the Post-Communist Era**, Washington, Defense University Press, 2003
- MEAD Walter Russel, **Special Providence**, London, Routledge, 2002
- NOUAILHAT Yves- Henri, **Les Etats Unis et le Monde au 20<sup>e</sup> Siècle**, Paris, Armand Colin, 2000
- NYE Joseph S., **The Paradox of American Power, Why the world's only superpower can't go it alone**, Oxford ; New York, Oxford University Press, 2002
- RALL Ted, **Gas War The Truth Behind the American Occupation Afghanistan**, New YORK, Writers Club Press,
- RAMONET Ignaciot, **Guerres du XXI<sup>e</sup> Siècle**, Paris, Galilée, 2002
- SÖNMEZOGLU Faruk, **Uluslararası İlişkiler Sözlüğü**, İstanbul, DER Yayınları,2000
- TANTER Raymond, **Rogues Regimes, Terrorism and Proliferations**, London, Macmillan, 1999

## ARTICLES

- BALZ, Dan and WOODWARD, Bob, “10 Days in September,” **The Washington Post**, Eight Part Series, January 27-February 3, 2002
- BORER, Douglas A., “Problems Of Economic Statecraft: Rethinking Engagement”, in J. Boone Bartholomees (ed.) *U.S. Army War College Guide to National Security Policy and Strategy*, July 2004
- BURKE , Jason, “Think Again: Al Qaeda” , **Foreign Policy**, May/June 2004
- HELIS James A., “*Multilateralisme and Unilateralisme*” in. J. Boone Bartholomees (ed.) *U.S. Army War College Guide to National Security Policy and Strategy*, July 2004,
- CARALEY, Demetrios James, “American Hegemony: Preventive War, Iraq, and Imposing Democracy”, in. *The Academy of Political Science*, The Summer of 2002
- CLAIRMONT Frederic F., “La Puissance des Véritables Maîtres du Monde”, **Le Monde Diplomatique**, Décembre, 1999
- CONESA Pierre, “Victoire certaine, paix impossible”, **Le Monde Diplomatique**, Janvier 2004.
- COOPER, Mary H., “The New Defense Priorities” , **CQ Weekly**; 9/14/2002, Vol. 60 Issue 35, p2395,
- CORDESMAN Anthony H., “Background to the War”, **Center for Strategic and International Studies**, October 24, 2001
- COULMY Daniel, “Pourquoi s’intéresser en Afghanistan?” , **Défense Nationale**, mai 2004
- DAALDER,Ivo H. , “The Preemptive-War Doctrine has met an Early Death in Iraq”, **Los Angeles Times**, May 30, 2004,

- DELPECH, Thérèse, “Irak : l’Intelligence Prise en Défaut”, **Commentaire**, Numéro, 106, Eté, 2004
- DORAN Michael Scott, ‘Saudi Paradox’, **Foreign Affairs**, January-February 2004,
- DROZDIAK W., “Cohen Warns NATO About Rogue States”; Defense Secretary Touts Missile Defense System », **The Washington Post**, 3 December 1999
- FITZGERALD Benedict, **Terrorism Monitor**, Volume 1 Issue 6, November 20, 2003.
- FRENCH Howard W., “A Nation Challenged: Donors” **New York Times**, January 22, 2002.
- GALBRAITH Peter W., How to Get Out of Iraq, **The New York Review**, Volume 51 Number 8, May 13, 2004
- GORCE Paul Marie de la, “Les Dynamiques du Désordre Mondial”, **Le Monde Diplomatique**, Septembre 2002
- GORKA Sebastian, “Al-Qaeda’s Next Generation”, **Terrorism Monitor**, Volume II, Issue 15, July 29, 2004
- HAWKINS William R., “Terrorism, Missile Defense and Decisive Warfare”, **Army**, November 2001
- JERMALAVICIUS Tomas, ‘L’excellence de l’Académie de défense Le monde après le 11 septembre : Changement et continuité,’ **Quarterly Journals: Vol I**, No.3, July, 2002
- JERVIS Robert, “International Primacy: Is the Game Worth the Candle?” *in*. Sean M. Lynn-Jones and Steven E. Miller (ed.), *The Cold War and After: Prospects for Peace*, Cambridge, MA: The MIT Press, 1993

- KISSINGER Henry, "Expand NATO Now," **The Washington Post**, 19 Dec 94,
- KRAUTHAMMER Charles, "Unilateral? Yes, Indeed ", **The Washington Post**, 14 December 2002,
- KUPCHAN, Charles A. and KUPCHAN, Clifford A. "Concerts, Collective Security, and the Future of Europe," **International Security**, Vol. 16, no.1, Summer 1991
- KURTH James, "America's Grand Strategy: A Pattern of History", **National Interest**, No:43
- LAKE Anthony "Confronting Backlash States", **Foreign Affairs**, Mars-Avril 1994
- LAMBERT Denis, "Notre ami américain et la dissuasion française", **Défense Nationale**
- MCGREGOR Andrew, "Al Qaeda's Egyptian Prophet: Sayyid Qutb and The War on Jahiliya" **Terrorism Monitor**, volume 1, issue 3, October 10, 2003
- O'SULLIVAN, Meghan L., "Les dilemmes de la politique américaine vis-à-vis des *Rogue States*", **Politique Etrangère**, janvier 2000
- RIVIERE, Philippe, 'Démolisseurs des libertés américaines', **Le Monde Diplomatique**, mars, 2003, p.22
- RUMSFELD Donald, "A New Kind of War", **New York Times**, September 27, 2001
- WALT Stephen M., "The Threat of Terrorism: U.S. Policy after September 11", **International Security**, Vol. 26, Issue 3
- ZAKARIA, Fareed, "Why Do They Hate Us?" **Newsweek**, October 15, 2001.
- ZAKARIA, Fareed, "Arrogant Empire", **Newsweek**, March 24, 2003, U.S. Edition

- L'Atlas du Monde Diplomatique, sous la direction de Gilbert Achcar, Janvier 2003
- **New York Times**, Février 15, 1999
- **New York Times**, Octobre 19, 2001,
- **New York Times**, Juin 28, 1992,

### Sources électroniques

- British Petroleum <http://www.bpamoco.com/centres/energy/index.asp>
- <http://www.globalissues.org/Geopolitics/ArmsTrade/Spending.asp>
- [www.globelaw.com/Iraq/Preventive\\_war\\_after\\_iraq.htm](http://www.globelaw.com/Iraq/Preventive_war_after_iraq.htm)
- Independence Hall Association  
<http://www.ushistory.org/valleyforge/served/hamilton.html>
- Le Monde Diplomatique  
<http://www.monde-diplomatique.fr/1999/12/clairmont/12787>
- Ministère de la Défense de France  
<http://www.defense.gouv.fr/das/etudes/etude/11septembre/7#7>
- Stockholm International Peace Research Institute  
[www.projects.sipri.se/milex/mex\\_major\\_spenders.pdf](http://www.projects.sipri.se/milex/mex_major_spenders.pdf)
- The Gallup Organization  
[www.gallup.com/poll/releases/pr010912.asp](http://www.gallup.com/poll/releases/pr010912.asp)
- The Military College of South Carolina  
[http://www.citadel.edu/pao/addresses/pres\\_bush.html](http://www.citadel.edu/pao/addresses/pres_bush.html)
- The Washington Post <http://www.washingtonpost.com>

<http://www.washingtonpost.com/ac2/wp-dyn/A41292-2001Dec13?language=printer>

[www.washingtonpost.com/wp-srv/politics/vault/stories/data091401.htm](http://www.washingtonpost.com/wp-srv/politics/vault/stories/data091401.htm)

<http://www.washingtoninstitute.org/media/clawson/patrick.htm>

<http://www.washingtonpost.com/wp-yn/politics/news/postseries/tendaysinseptember/>

- U.S Army War College <http://www.carlisle.army.mil>

<http://www.carlisle.army.mil/ssi/pdffiles/00266.pdf>

<http://www.carlisle.army.mil/ssi/pdffiles/00200.pdf>

- U.S Department of Defense

<http://www.defenselink.mil/speeches/2001/s20010927-secdef.html>

- U.S Department of State International Information Programs

<http://usinfo.state.gov/journals/itgic/0902/ijgf/ijgf0902.pdf>

- U.S. Government Printing Office

[http://www.gpoaccess.gov/usbudget/fy01/pdf/2000\\_erp.pdf](http://www.gpoaccess.gov/usbudget/fy01/pdf/2000_erp.pdf)

- The World Bank <http://www.worldbank.org/>

[www.worldbank.org/data/databytopic/GDP/pdf](http://www.worldbank.org/data/databytopic/GDP/pdf)

<http://www.worldbank.int/data/countrydata/countrydata.html>

- White House <http://www.whitehouse.gov>

<http://www.whitehouse.gov/history/presidents/>

[www.whitehouse.gov/news/releases/20010920-8.html](http://www.whitehouse.gov/news/releases/20010920-8.html)

## ANNEXES

Tableau I

## The Military Demographics of the Greater Middle East

Country	Total Population	Males Reaching Military Age Each Year	Males Between the Ages of			Males Between 15 and 49	
			13 and 17	18 and 22	23 and 32	Total	Medically Fit
Egypt	70,712,345	712,983	3,707,000	3,313,000	5,150,000	19,030,030	12,320,902
Gaza	1,225,911*	-	-	-	-	-	-
Israel	6,029,529	51,666	284,000	272,000	535,000	1,542,835	1,262,973
Jordan	5,307,470	57,131	280,000	247,000	454,000	1,517,751	1,073,991
Lebanon	3,677,780	-	216,000	194,000	397,000	1,003,174	618,129
Palestinian	2,900,000*	-	163,000	140,000	233,000	-	-
Syria	17,155,814	200,859	1,076,000	883,000	1,274,000	4,550,496	2,539,342
West Bank	2,163,667*	-	-	-	-	-	-
Iran	66,622,704	823,041	4,735,000	3,960,000	5,959,000	18,868,571	11,192,731
Iraq	24,001,816	274,055	1,472,000	1,270,000	1,899,000	6,135,847	3,430,819
Bahrain	656,397	5,926	35,000	26,000	40,000	222,572	121,955
Kuwait	2,111,561	18,309	124,000	107,000	148,000	812,059	486,906
Oman	2,713,462	26,470	163,000	140,000	233,000	780,292	434,026
Qatar	793,341	6,797	26,000	22,000	38,000	316,885	166,214
Saudi Arabia	23,513,330	233,402	1,391,000	1,177,000	1,725,000	6,007,635	3,359,849
UAE	2,445,989	25,482	87,000	87,000	143,000	773,938	419,851
Yemen	18,701,257	238,690	1,008,000	803,000	1,328,000	4,272,156	2,397,914
Algeria	32,277,942	388,939	1,986,000	1,834,000	2,962,000	9,016,048	5,513,317
Libya	5,368,585	61,694	387,000	320,000	492,000	1,503,647	890,783
Morocco	31,167,783	348,380	1,780,000	1,612,000	2,726,000	8,393,772	5,289,283
Tunisia	9,815,644	105,146	529,000	505,000	869,000	2,806,881	1,597,565
Chad	8,997,237	82,003	408,000	332,000	518,000	1,881,769	985,094
Mauritania	2,828,858	-	149,000	121,000	194,000	644,294	312,276
Western Sahara	256,177	-	-	-	-	-	-
Afghanistan	27,755,775	252,869	1,499,000	1,194,000	2,053,000	6,896,623	3,696,379
Djibouti	472,810	-	42,000	35,000	57,000	110,221	64,940
Eritrea	4,465,651	-	252,000	210,000	320,000	-	-
Ethiopia	67,673,031	703,625	3,977,000	3,172,000	4,780,000	14,925,883	7,790,977
Somalia	7,753,310	-	626,000	511,000	726,000	1,881,634	1,040,662
Sudan	37,090,298	398,294	1,990,000	1,693,000	2,542,000	8,739,982	5,380,917
Turkey	67,308,928	674,805	3,264,000	3,251,000	6,242,000	19,219,177	11,623,675

Anthony H. Cordesman, Energy Developments in the Middle East, Strategy Center for Strategic and International Studies, 15 March, 2004, p.71

Tableau II

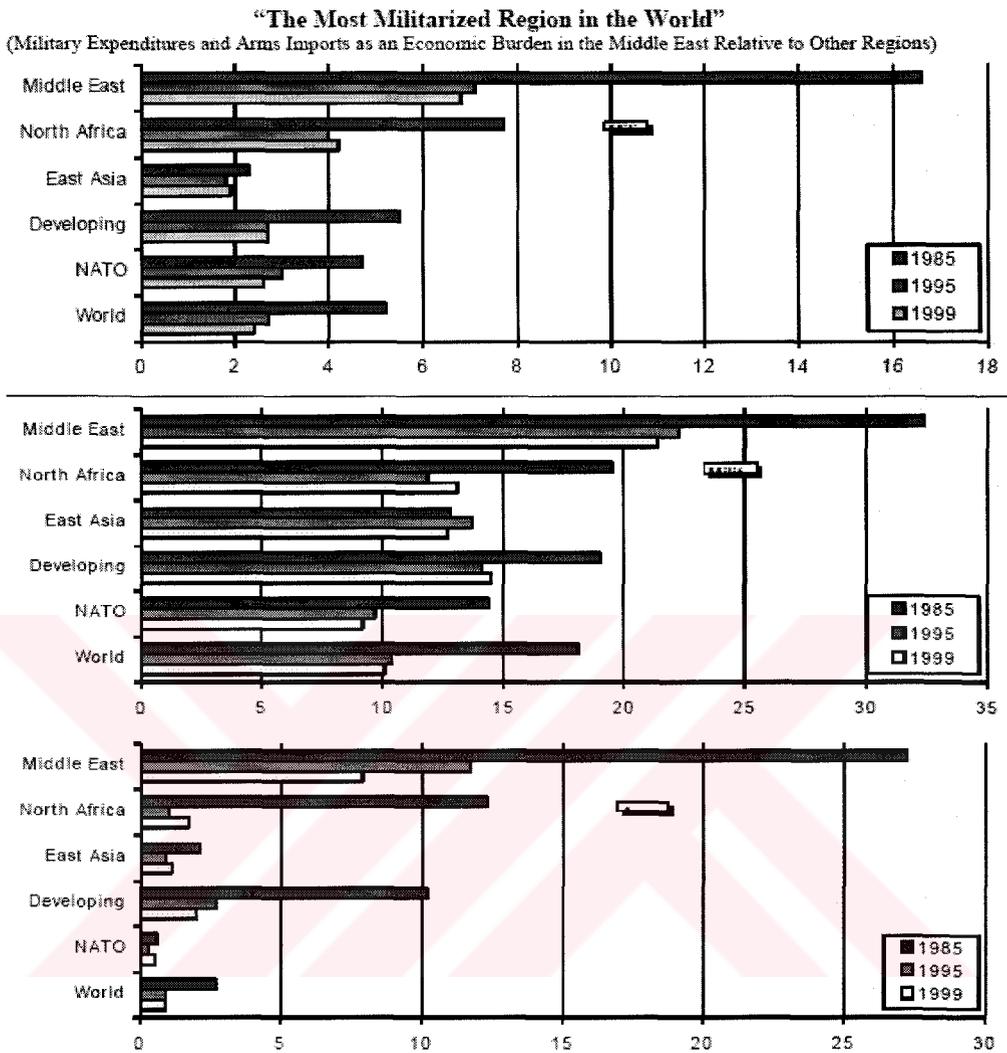
**Middle East and World Petroleum Reserves**  
(Billions of Barrels)

<u>Nation</u>	<u>End</u> <u>1982</u>	<u>End</u> <u>1992</u>	<u>End</u> <u>2002</u>	<u>Percent of</u> <u>World Reserves</u>	<u>R/P</u> <u>Ratio</u>	<u>Production in</u> <u>2002 - % of World</u>
Bahrain	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Iran	55.3	92.9	89.7	8.6	73.8	4.7
Iraq	41.0	100.0	112.5	10.7	>100.0	2.8
Kuwait	67.2	96.5	96.5	9.2	>100.0	2.6
Oman	2.7	4.5	5.5	0.5	16.8	1.3
Qatar	3.4	3.7	15.2	1.5	57.6	1.0
Saudi Arabia	165.3	260.3	261.8	25.0	86.0	11.8
Syria	1.5	1.7	2.5	0.2	11.9	0.8
UAE	32.4	98.1	97.8	9.3	>100.0	3.0
Yemen	-	4.0	4.0	0.4	23.4	0.6
Other	0.2	0.1	0.1	<0.05	7.8	0.1
<b>Total Middle East</b>	<b>369.0</b>	<b>661.8</b>	<b>685.6</b>	<b>65.4</b>	<b>92.0</b>	<b>28.5</b>
Algeria	9.4	9.2	9.2	0.9	16.5	2.0
Egypt	3.3	6.2	3.7	0.4	14.1	1.0
Libya	21.5	22.8	29.5	2.8	59.4	1.8
Tunisia	1.9	1.7	0.3	<0.05	11.2	0.1
<b>Total MENA</b>	<b>405.1</b>	<b>701.7</b>	<b>728.3</b>	<b>69.5</b>	<b>193.2</b>	<b>33.4</b>
Russia	n/a	48.5	60.0	5.7	21.7	10.7
US	35.1	32.1	30.4	2.9	10.8	9.9
Europe/Eurasia	88.8	26.5	35.5	3.6	17.0	11.3
Asia/Pacific	39.2	44.6	38.7	3.7	13.7	10.7
<b>World Total</b>	<b>676.6</b>	<b>1006.7</b>	<b>1047.7</b>	<b>100.0</b>	<b>40.6</b>	<b>100.0</b>

BP Statistical Review of World Energy, 2003, London, June 2003, pp. 6-8.

[http://www.bp.com/liveassets/bp\\_internet/globalbp/STAGING/global\\_assets/downloads/B/BP\\_statistical\\_review\\_of\\_world\\_energy\\_2003\\_print\\_version.pdf](http://www.bp.com/liveassets/bp_internet/globalbp/STAGING/global_assets/downloads/B/BP_statistical_review_of_world_energy_2003_print_version.pdf)

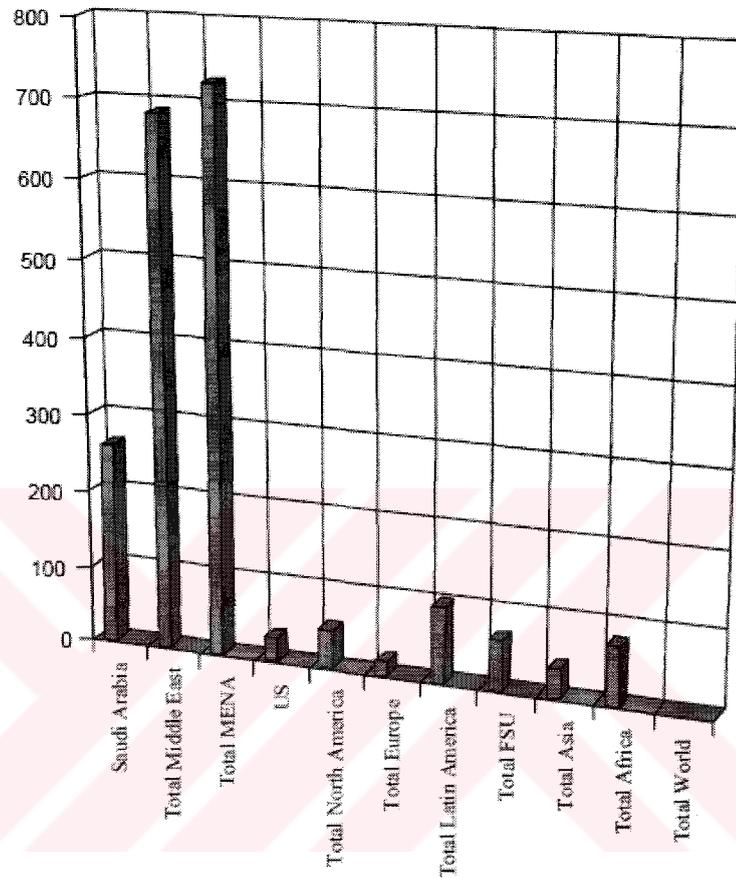
**Graphique I**



Middle East does not include North African states other than Egypt.  
 Anthony H. Cordesman, Energy Developments in the Middle East, Strategy Center for Strategic and International Studies, 15 March, 2004, p.73

## Graphique II

**The Role of Middle East Oil Reserves in Total World Reserves**  
(In Billions of Barrels)



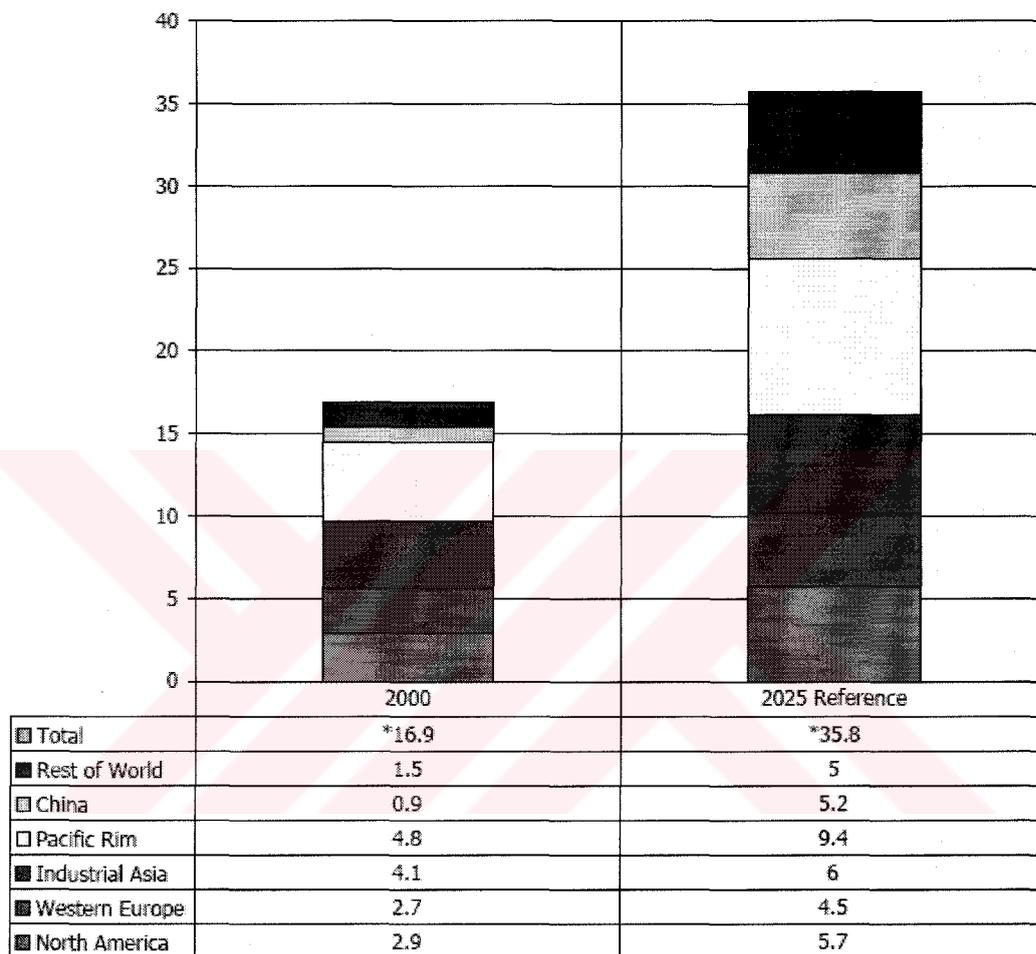
	Saudi Arabia	Total Middle East	Total MENA	US	Total North America	Total Europe	Total Latin America	Total FSU	Total Asia	Total Africa	Total World
■ Billions of Barrels	261.6	685.6	725.5	30.4	49.9	19.1	98.6	65.3	38.7	77.4	1047.7
■ % of World	*25.0	*65.4	*69.3	*2.9	*4.8	*1.9%	*9.4	*6.4	*3.7	*7.4	*100
□ R/P Ratio	*86	*92	-	*10.8	*10.3	*7.7	*42.0	*22.7	*13.7	*27.3	*40.4

Source: BP Amoco, Statistical Review of World Energy, 2003, June 2003, p. 6.

[http://www.bp.com/liveassets/bp\\_internet/globalbp/STAGING/global\\_assets/downloads/B/BP\\_statistical\\_review\\_of\\_world\\_energy\\_2003\\_print\\_version.pdf](http://www.bp.com/liveassets/bp_internet/globalbp/STAGING/global_assets/downloads/B/BP_statistical_review_of_world_energy_2003_print_version.pdf)

## Graphique III

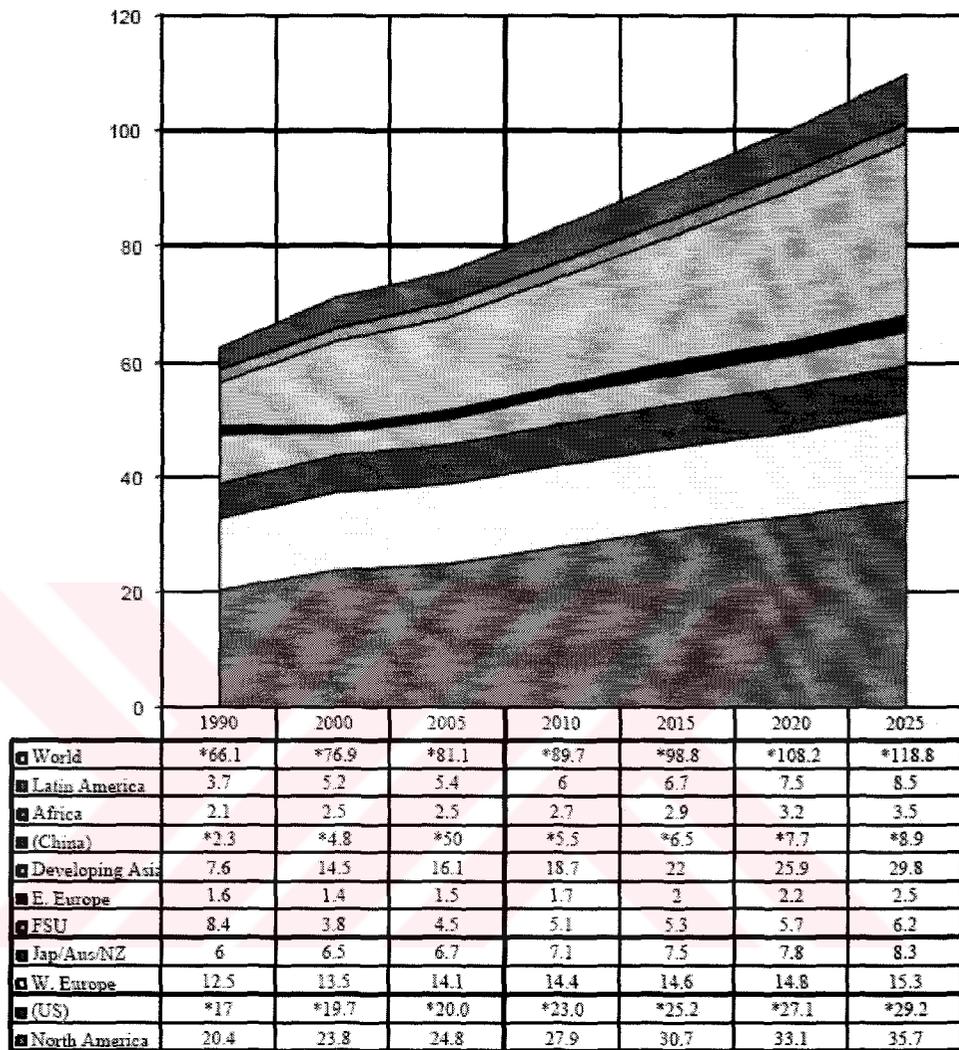
Estimated Gulf Oil Exports: 2001-2025  
(In MMBD)



Source: Adapted by Anthony H. Cordesman from EIA, International Energy Outlook, 1998, DOE/EIA-0484 (97), April 1998, pp. 175-177, International Energy Outlook 2002, June 2002, DOE/EIA-0484 (02), p. 38; and International Energy Outlook 2003, June 2003, DOE/EIA-0484 (03), p. 42 in Anthony H. Cordesman, Energy Developments in the Middle East, Strategy Center for Strategic and International Studies, 15 March, 2004, p.179

## Graphique IV

EIA Projection of Growth in World Oil Demand: 1990-2025  
(EIA Reference Case in MMBD)



Source: Adapted by Anthony H. Cordesman from EIA, International Energy Outlook, 2002, DOE/EIAA4 D1. [http://www.iea.org/dbtw-wpd/Textbase/speech/2001-2002/FC\\_cop8weo.pdf](http://www.iea.org/dbtw-wpd/Textbase/speech/2001-2002/FC_cop8weo.pdf)